

**BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**

ICI 2050

COLLECTION « LES NOUVELLES DONNES » N°3

L'ÉCONOMIE DE LA MONDIALISATION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



Janvier 2022

www.bourgognefranchecomte.fr

Retrouvez-nous sur   

Direction de l'Économie

&

Direction de la Prospective et des Démarches Partenariales.

L'économie de la mondialisation en Bourgogne-Franche-Comté

*Contribution des services de la région dans le cadre
de la préparation du SRDEII 2022.*

Février 2022

L'étude présentée ici a été initiée en 2018 par les partenaires du développement économique (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, Insee, Etat, CCI BFC, AER et EMFOR) dans le cadre du cercle DECIDATA. L'objectif était de renouveler le regard sur l'économie régionale et notamment sur son intégration dans la mondialisation. Les partenaires ont reçu le soutien méthodologique de Philippe FROCRAIN, chercheur associé au laboratoire d'économie des Mines Paristech et ce travail a fait l'objet d'une publication par l'Insee en Octobre 2020 (INA 77).

L'Insee a actualisé les données en 2021 dans le cadre de la préparation du SRDEII.

Table des matières

1 : Photographie.....	11
Qu'appelle-t-on l'économie « universelle » ou l'économie « de la mondialisation »	11
L'économie de Bourgogne-Franche Comté est ouverte à l'économie internationale.....	14
Le poids de l'économie des marchés mondiaux dans la richesse locale est supérieur à 20% en réalité	16
Plus d'économie spécialisée rare (G4) et moins d'économie courante (G3) qu'en moyenne en France.....	20
L'économie des chaînes de valeur mondiales est très masculine.	24
Géographie : l'économie universelle est présente un peu partout dans la région	26
Les degrés de connexion à l'économie du monde varient dans les territoires de la région.....	29
La Géographie des domaines de spécialisation de la région (G4) dresse une autre carte des moteurs de l'économie régionale.	32
Action publique : L'approche par le degré d'ouverture à la mondialisation peut devenir un critère de la différenciation des politiques territoriales.	36
2 : Dynamique(s) 2008 - 2018	42
L'économie universelle est responsable de 3 emplois perdus sur 4 en BFC.	42
Géographie des dynamiques : Les plus grandes crises sont localisées.....	45
3 : Créer la richesse locale de demain.	50
Créer la richesse : une question de position des établissements locaux dans les chaînes de valeur mondiales.....	50
Fixer la richesse produite : une question de flux à capter.....	50
Produire et fixer la richesse dans un territoire ont profondément évolué.	53
Quelles seront demain les nouvelles données de la production et de la fixation de la richesse territoriale ?	63
Conclusion	67
ANNEXES	69
Annexe 1 Méthode de détermination des 7 types d'EPCI.....	71
Annexe 2 : Méthode de détermination des emplois G1, G2, G4 et G4. (Insee 2020).....	76
Les activités de la NAF peuvent être réparties en 4 groupes selon leur lien avec la demande locale	79
Annexe 3 : Méthode de détermination des niveaux d'internationalisation des régions, en particulier des connexions d'affaires (OCDE)	99

Principaux Travaux utilisés en référence dans ce travail



OCDE 2021

Les régions dans la mondialisation. Une approche originale de l'internationalisation des régions et son application au cas français

Ce document de synthèse tire les principales leçons des travaux statistiques et des analyses des politiques publiques relatives à l'internationalisation des régions françaises menés par l'OCDE. Il propose une méthodologie originale afin d'identifier le positionnement des régions dans la mondialisation, l'applique au cas des régions françaises et pas seulement sur des enjeux d'intégration économique.



CNUCED 2018

Rapport sur le commerce et le développement

Ce rapport traite de l'organisation des chaînes de valeur mondiales et des évolutions que celles-ci ont connu au cours des dernières années. Il apporte à la fois des éléments de méthode pour appréhender les chaînes de valeur mondiales et il délivre un propos sur les évolutions rencontrées par le passé comme sur les enjeux à venir.



Revue Economie et Statistique 503-504 (2018)

L'évolution de l'emploi dans les secteurs exposés et abrités en France.

Cet article tiré d'une thèse défendue à l'école d'économie des Mines Paristech propose une méthode de calcul du niveau d'intégration des emplois à la mondialisation, à l'échelle des régions et des bassins d'emploi. Cette proposition permet d'aborder la question à l'échelle des régions mais aussi des territoires qui la constituent.

Frocrain, P. & Giraud, P.-N. (2018). The Evolution of Tradable and Non-Tradable Employment: Evidence from France. *Economie et Statistique / Economics and Statistics*, 503-504, 87–107. https://doi.org/10.24187/ecostat2018_503d.1959



INSEE Analyses n°77, Octobre 2020 :

Emploi en Bourgogne-Franche-Comté, de grandes agglomérations dépendantes de la demande locale et de petits territoires spécialisés très exposés à la demande extérieure

Cette analyse reprend les travaux précédents et les étend à 732 secteurs d'Activité dans les 116 EPCI (2019) de la région BFC. Elle dresse une analyse territorialisée de l'emploi dépendant des marchés de la mondialisation en région.

L'économie de la mondialisation en Bourgogne-Franche-Comté.

1 : Photographie.

Qu'appelle-t-on l'économie « universelle » ou l'économie « de la mondialisation »

« La région compte 216 500 emplois dont l'activité est liée à la demande extérieure, soit 20 % de son emploi total. Ces activités qualifiées d'exposées (méthode groupes 3 et 4) sont les plus dépendantes du contexte économique. Elles sont sensibles aux variations de la demande nationale et mondiale, mais aussi à la concurrence des autres producteurs. Puisqu'elles ne répondent pas à une demande de consommation locale, elles sont susceptibles de s'exercer ailleurs, dans d'autres régions, voire dans d'autres pays. En Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi dans les activités exposées est en proportion plus présent qu'ailleurs : 1,5 point de plus qu'en province. Ces emplois relèvent souvent des secteurs industriels ou agricoles, mais le commerce de gros, de même que certaines branches des services sont également concernés».

Insee Analyse BFC 77. Octobre 2020.

Une nouvelle segmentation de l'emploi (salarié et indépendants) nous permet de mesurer le poids de l'économie « universelle » dans la région.

L'idée de mesurer précisément le poids de l'économie de proximité et de l'économie universelle dans la région est apparue dans le cadre d'un travail collégial des partenaires du développement économique en Bourgogne Franche-Comté (Cercle d'expertise DECIDATA en 2019). Pour y répondre, une méthode a été élaborée par l'Insee à partir d'un travail universitaire conduit par le laboratoire d'économie de l'école des Mines Paritech (voir encadré en annexe). Ce travail a abouti à la segmentation des activités en 4 catégories, suivant que les clients des entreprises sont proches (économie de proximité) ou éloignés (économie « internationale » ou « industrielle »). Ce travail a fait l'objet d'une publication par l'Insee en Octobre 2020.

Figure 1 : Principe de segmentation des emplois selon leur aire de marché (méthode Insee – Frocrain).

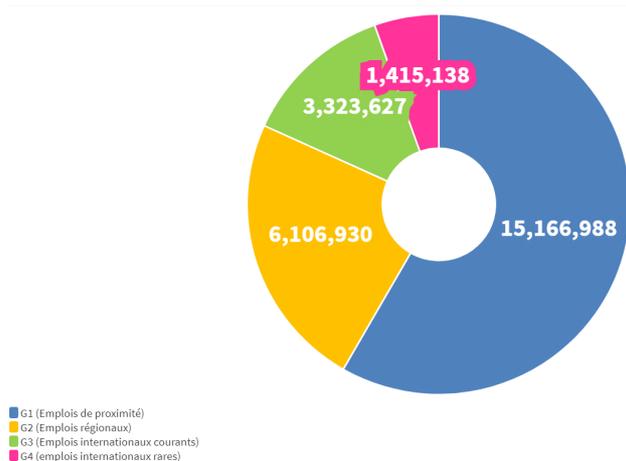
Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018) INA BFC 77 . Octobre 2020.



Cette grille d’analyse permet de quantifier précisément dans chaque EPCI, le nombre d’emplois qui sont dédiés aux marchés locaux (emplois de proximité du groupe 1 et 2), ou aux marchés mondiaux sur des activités courantes (G3) et sur des activités rares (G4). Cette note propose de fixer quelques points de repères dans la discussion avec les territoires sur la question des emplois de G3 et G4, c’est-à-dire les emplois connectés aux marchés du monde. Elle est complémentaire d’une note dédiée aux emplois de proximité. En France, les emplois G3 et G4 constituent moins de 20% du total des emplois, mais on le verra, leur poids réel dans l’économie est supérieur

Figure 2 : Répartition des emplois en France selon les 4 catégories (2018)

Insee, RP 2018.



En nombre d'emplois 2018

	G1	G2	G3	G4
France	15 166 988	6 106 930	3 323 627	1 415 138

Deux catégories d'entreprises de l'économie « universelle » : les activités courantes (G3) et les activités rares (G4).

L'Insee distingue deux sous familles parmi les entreprises de l'économie des marchés du monde : Celles qui sont relativement courantes dans les différentes régions bien qu'elles soient effectivement immergées dans les marchés du monde, et celles qui sont plus rares, c'est-à-dire qu'on n'en trouve pas systématiquement dans n'importe quelle région de France métropolitaine.

Les activités courantes de type G3 correspondent à des secteurs d'activité immergés dans la mondialisation mais courants sur le territoire. Cette dispersion peut s'expliquer par la nécessité de disposer de surfaces foncières qui dispersent les établissements par nécessité (agriculture), par des secteurs d'activités de sous-traitance communes comme l'emballage, à proximité des donneurs d'ordre qui sont multiples ou par une planification équitable de l'emploi lorsqu'il s'agit d'emplois publics (centres de recherches publics) : *« Les activités dites exposées les plus fréquentes (Type G3) sont, réparties sur l'ensemble du territoire national, sont l'élevage de bovins, de volailles, la culture céréalière, la production d'électricité, la fabrication d'emballage et produits plastiques, l'industrie pharmaceutique, le travail du bois, l'industrie du cuir, le commerce de gros de fruits et de légumes, la fabrication de vêtement, les services de la défense, la recherche-développement scientifique. Ensemble, ces activités rassemblent en Bourgogne-Franche-Comté 140 100 emplois en 2016 et ont connu un déclin marqué depuis 2008. Ces emplois ont en effet reculé de 1,6 % par an entre 2008 et 2016. »*

Activités universelles rares (G4) correspondent à des secteurs de spécialisation des régions. Il s'agit d'activités présentes en région et que les autres régions n'ont pas. On peut les assimiler à des « avantages comparatifs » régionaux. Il s'agit de spécialisations industrielles héritées de l'histoire (industrie automobile, métallurgie) et agricoles, souvent protégées par des AOP (vins, fromages) : *« Automobile, viticulture, production de fromage, des activités emblématiques de la région. Parmi les activités dites exposées à la demande extérieure, certaines sont plus rares et sont souvent emblématiques des emplois d'un territoire. Ces activités rassemblent 76 400 emplois en Bourgogne-Franche-Comté. Parmi elles, la construction de véhicules automobiles, la métallurgie, l'horlogerie, la culture de la vigne, la production de fromage, de condiments, en sont sans doute les exemples les plus illustratifs de la région ».*

20,2% des emplois dans la région sont dépendants de la demande extérieure contre 18,2% en France.

En 2018, la Bourgogne Franche Comté comptait 215 478 emplois universels (G3+G4) pour un total de 1 071 676 emplois, soit environ 20%. En terme de comparaison, l'Insee note que la part de ces emplois connectés à la mondialisation est légèrement

supérieure à la moyenne française : 13,1 % des emplois de la région sont classés G3 (comme en France) et 7,1% des emplois relèvent d'activités universelles rares G4 contre 5,1% en France. Au final, la part des emplois connectés à la demande des marchés mondialisés en Bourgogne-Franche-Comté est d'environ 2 points supérieure à celle de la France. La structure de l'emploi est plus orientée vers la demande extérieure en Bourgogne-Franche-Comté que celle de la France en moyenne.

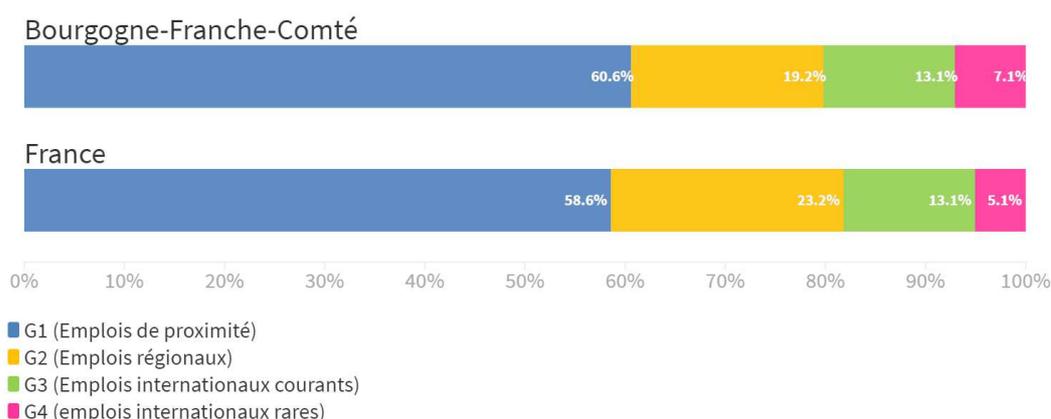
L'économie de Bourgogne-Franche-Comté est ouverte à l'économie internationale.

2 emplois sur 10 sont des emplois universels.

La structure de l'emploi en Bourgogne-Franche-Comté est plus orientée vers la demande extérieure qu'en France en moyenne : 20,1% des emplois contre 18,32% en France. La place que tient l'industrie dans l'économie régionale, mais aussi le poids du secteur viticole expliquent en particulier (consommateur de main d'œuvre) ces chiffres. Une autre façon de voir les choses consisterait à souligner les carences relatives de l'emploi régional en emplois de proximité de dimension régionale (G2). Ce sujet est traité dans le cahier consacré à l'économie de proximité.

Figure 3 : Comparaison des structures d'emploi France et Bourgogne-Franche-Comté (%).

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Données corrigées 2018.



En nombre d'emplois 2018

	G1	G2	G3	G4	TOTAL
France	15 166 988	6 106 930	3 323 627	1 415 138	26 012 684
BFC	647 828	208 370	141 233	74 245	1 071 676

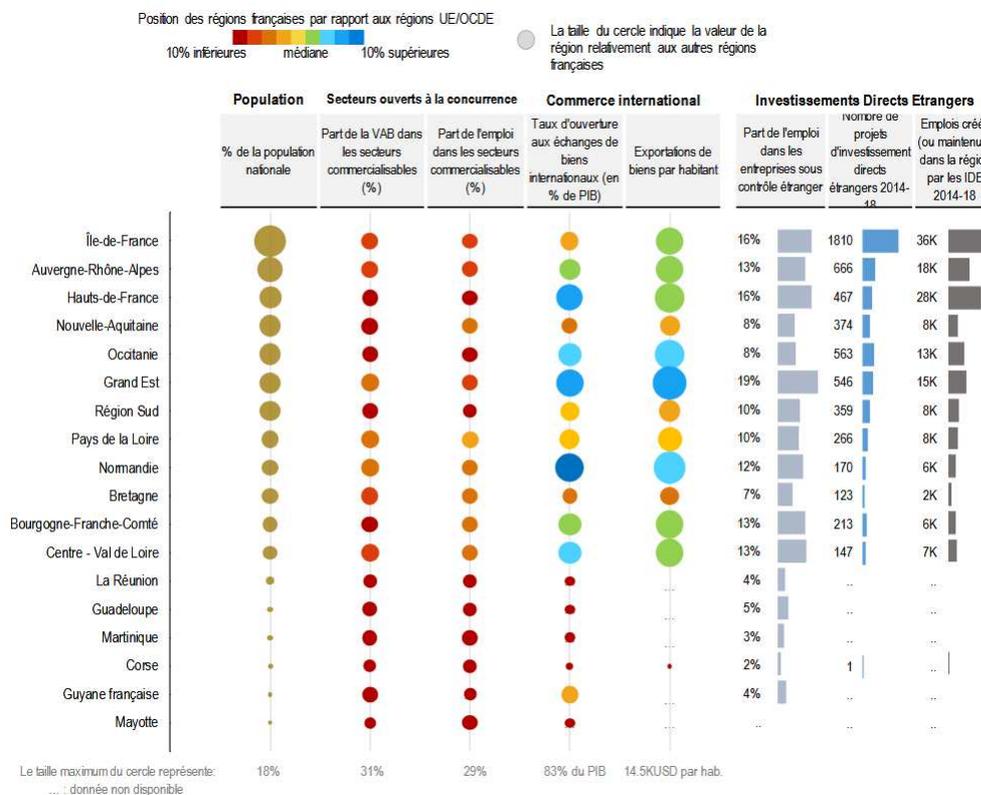
En %	G1	G2	G3	G4
France	58%	23%	13%	5%
BFC	60%	19%	13%	7%

Ce regard sur la structure de l'emploi en région Bourgogne-Franche-Comté est conforté par d'autres travaux, en particuliers ceux de l'OCDE qui procède à des comparaisons entre les différentes régions de l'Union européennes. Ici encore, les taux d'ouverture aux échanges de biens internationaux et le niveau d'exportation de biens par habitants dans la région est supérieur à la médiane de comparaison.

Figure 4 : Positionnement des régions françaises selon les indicateurs d'internationalisation OCDE : les connexions d'affaires.

Note : Les régions sont triées par ordre décroissant de leur population. Dans ce graphique, la couleur des cercles identifie la position des régions françaises par rapport aux régions de l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'internationalisation des régions françaises, Douanes françaises (commerce international), Observatoire des territoires, ANCT (Groupes étrangers), Business France (Investissements Directs Étrangers).



Le poids de l'économie des marchés mondiaux dans la richesse locale est supérieur à 20% en réalité.

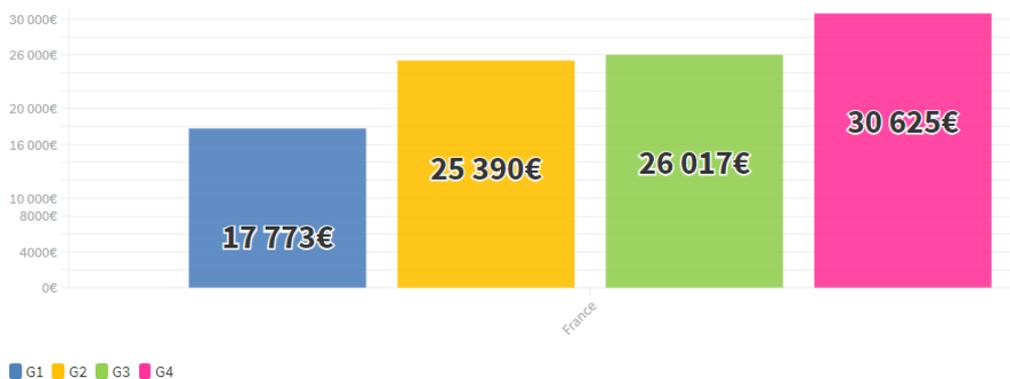
Le poids réel de l'activité universelle ne se mesure pas uniquement par le nombre d'emplois, mais par la richesse qu'il apporte à l'économie du territoire. Pour mesurer cette contribution réelle, il faut prendre en compte au moins trois caractéristiques supplémentaires :

1. 20 % des emplois mais 23,4% des revenus

Le nombre d'emplois ne dit pas tout de l'apport de l'économie de proximité à l'économie locale. Ce qui compte c'est surtout le niveau de richesse qu'il distribue. Or les emplois G3 et surtout G4 sont plus rémunérateurs que les autres en moyenne.

Figure 5 : Niveau de revenu moyen des emplois

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



En conséquence, suivant qu'on mesure le poids de l'activité mondialisée en nombre d'emplois ou en masse de revenu, on obtient un portrait un peu différent. En masse de revenus, le poids de l'économie universelle dans la totalité des masses de revenus des actifs passe à 23,4% au lieu de 20,1% des revenus.

Figure 6 : répartition de la masse des revenus d'activité

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.

	G1	G2	G3	G4
France	48,6%	27,5%	15,7%	8,1%
BFC	54,9%	21,8%	13,5%	9,9%

Remarque : Si le poids de l'économie connectée aux marchés du monde semble plus important dans l'économie régionale, il apparaît aussi moins exceptionnel au niveau national : les 23,4% de masse de revenu en Bourgogne-Franche-Comté sont alors à rapprocher des 23,8% au niveau national. Cette remarque alimentera un travail plus approfondi sur la nature des emplois universels plus loin.

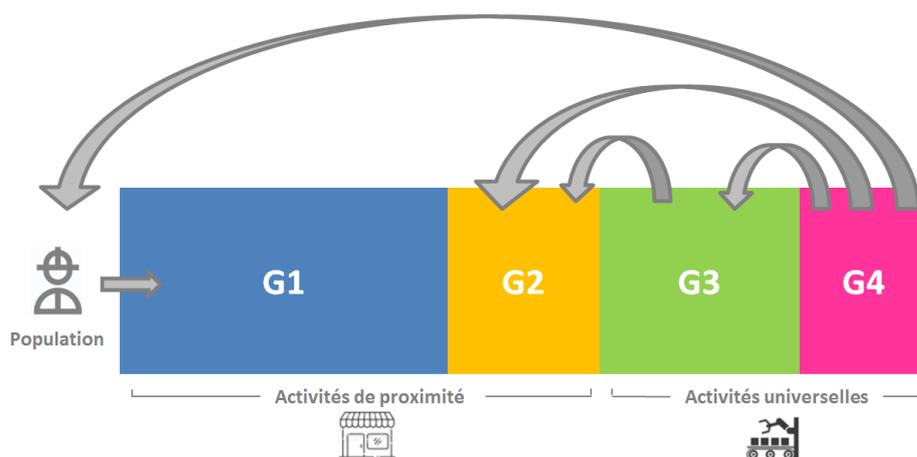
2. Une activité qui tire le reste de l'économie.

L'économie des marchés du monde et l'économie de proximité ne produisent pas les mêmes effets sur la croissance d'un territoire, grâce à trois leviers qui sont propres à l'économie universelle :

Levier 1 : Les activités universelles ont un effet d'entraînement sur l'emploi.

L'activité G3 et surtout G4, génère des activités de sous-traitance (idée de « Bassin productif ») et une dynamique démographique qui entraîne l'activité de proximité (à hauteur de 0,8 emplois de proximité pour 1 emploi universel, Giraud Frocrain 2018). Cela signifie que pour un emploi universel créé, c'est presque un emploi de proximité qu'il l'est en écho (0,8). En revanche, la création d'un emploi de proximité ne produira pas forcément de l'emploi de proximité et encore moins de l'emploi universel..

Figure 6 : Effet d'entraînement des activités universelles sur les activités d'un territoire.



Levier 2 : Les activités universelles augmentent le niveau de productivité sur le territoire. La productivité des emplois universels est plus importante (Giraud Frocrain 2018). La part des emplois universels sur un territoire détermine en partie la productivité du territoire.

Levier 3 : Les activités universelles tirent le niveau des salaires sur le territoire. La moyenne des salaires est plus importante dans les emplois universels (Giraud Frocrain 2018). Elle tire aussi vers le haut, le niveau des salaires de proximité par pression (Effet BELASSA SAMUELSON).

3. Une activité dont le développement est moins plafonné qu'avec l'économie de proximité.

Les activités connectées aux marchés du monde vendent des biens et des services à l'extérieur de la région. C'est leur définition. Elles constituent leur « Valeur Ajoutée » à partir de ces échanges avec l'extérieur. Leur potentiel de croissance est défini par un marché extérieur qui est quasi infini. En cas de succès, l'activité peut s'y développer dans des proportions spectaculaires (épopées du Creusot ou de Sochaux). La condition sera alors bien évidemment de parvenir à suivre la demande extérieure (fournir de la main d'œuvre qualifiée et des ressources par exemple). Enfin, une dernière raison de se connecter aux consommateurs extérieurs, c'est que leur richesse augmente plus vite qu'en France. L'Europe qui rassemblait un tiers des classes moyennes en 2009, ne devrait plus en réunir que 14 % en 2030. A l'inverse l'économie de proximité est plus plafonnée parce qu'elle est destinée à satisfaire les besoins des populations présentes. Ces personnes présentes ne peuvent engager de dépenses qu'à la hauteur de leur nombre et de leurs revenus. Le marché de l'économie de proximité est connu et limité.

L'autre particularité de l'économie universelle, c'est la plus grande volatilité des établissements (implantation, délocalisation). L'économiste PN GIRAUD qualifie les emplois de l'économie des marchés du monde, d'emploi « nomades » et les compare aux emplois de l'économie de proximité qui sont « sédentaires ». La raison est simple, les établissements intégrés dans les chaînes de valeur mondiales comme des sous-traitants peuvent déménager sans perdre leurs marchés, au contraire d'un boulanger. Cela implique à la fois qu'ils sont plus sensibles à tous les chocs concurrentiels que l'économie de proximité, à la fois pour le meilleur (possibilité d'implantation d'un établissement à tout moment), mais aussi pour le pire (fermetures, délocalisations).

Cette variabilité plus importante justifie aussi la mobilisation particulière de moyens d'action publiques qui vont au-delà des 20% de l'emploi.

En résumé, il faut disposer de deux économies dynamiques pour faire un territoire de croissance.

. Chacune des deux économies a son utilité sociale, mais elles ne jouent pas le même rôle au regard du critère « d'entraînement » ou d'enrichissement de l'économie régionale. L'économie « universelle » capte les revenus extérieurs en proposant des biens et des services dans des marchés ouverts sur le monde. L'économie de proximité capte les revenus des personnes présentes sur le territoire. Elle crée des emplois à l'endroit où les gens habitent. Ces emplois sont souvent moins qualifiés. Donc accessibles à tous.

Si on aborde la différence des deux économies en terme de flux de richesses sur le territoire régional, l'économie universelle joue un rôle d'apport de richesse qui va varier avec la réussite des activités sur les marchés du monde. Cela posera la question d'un travail très détaillé avec les filières professionnelles pour améliorer leur position dans les chaînes de valeur mondiales.

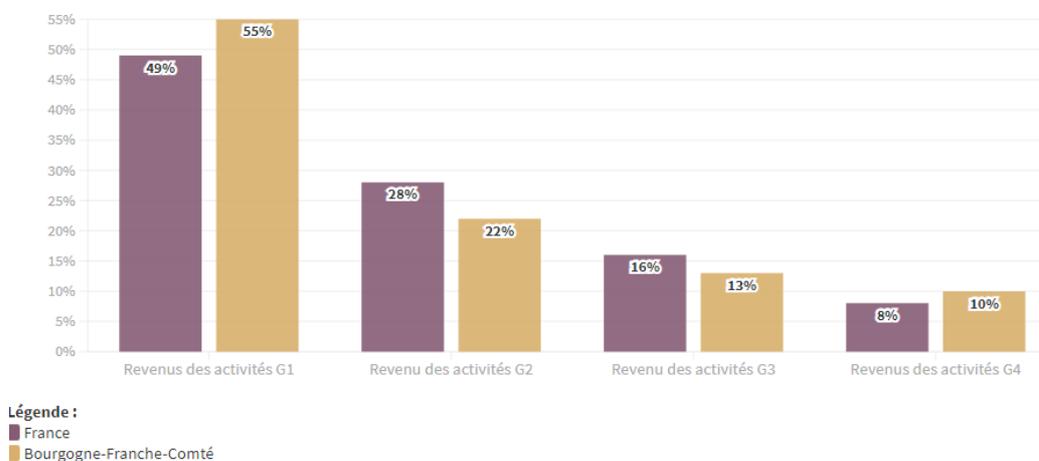
Dans le second cas (proximité), l'apport de richesse, va varier en fonction du nombre de personnes présentes, du niveau de revenus de la population et de la capacité des entreprises locales à capter ce potentiel. La nature des politiques publiques à conduire est très différente. L'existence des deux économies est essentielle dans un territoire. Mais une seule aspire le potentiel de développement que constituent les marchés du monde.

Plus d'économie spécialisée rare (G4) et moins d'économie courante (G3) qu'en moyenne en France.

Les emplois universels de Bourgogne-Franche-Comté ne sont pas exactement à l'image de ceux du reste de la France. On a vu qu'en masse d'emplois, la région dépasse de 2 points le niveau moyen d'emplois universels en France (20,1% contre 18,3%). Mais si l'on fait cette comparaison avec les masses de revenus distribués, cette avance disparaît : 23,4% des masses de revenu d'activité distribuées en région relèvent de l'économie universelle contre 23,8% en France. Dans le détail, c'est l'activité universelle courante (G3) qui présente un vrai déficit par rapport au reste de la France (13,5% des masses de revenus d'activité contre 15,7% différentiel de -2,2 points). En revanche, les activités rares (G4) sont encore mieux représentées que dans le reste de la France si on les mesure avec les masses de revenus (9,9% des revenus contre 8,1%, différentiel de +1,8%)

Figure 7 : répartition de la masse des revenus d'activité (total = 100%)

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Source: Insee RGP 2016.

	G1	G2	G3	G4
France	48,6%	27,5%	15,7%	8,1%
BFC	54,9%	21,8%	13,5%	9,9%

Ces indicateurs peuvent alimenter un débat : L'économie universelle est constituée d'activités courantes qu'on retrouve un peu partout en France. Ce type d'activités en Bourgogne-Franche-Comté semble particulièrement mal positionné. Par exemple chaque emploi des activités G3 en Bourgogne-Franche-Comté est rémunéré 16% de moins en moyenne qu'en France.

Figure 8 : Les niveaux de revenus des emplois G3 et G4 sont inférieurs à la moyenne française.

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



En résumé

Les activités rares G4 sont clairement sur-représentées en nombre dans la région. Elles sont un peu moins rémunérées par emploi que dans la moyenne française mais elles produisent 10% des masses de revenu d'activité dans la région contre 8% en moyenne en France.

La quantité d'emplois G3 est conforme à la moyenne française (autour de 13%), mais chaque emploi est moins rémunéré qu'en moyenne en France (16% de moins). Au final, les activités universelles courantes pèsent moins dans l'économie régionale qu'en Moyenne en France.

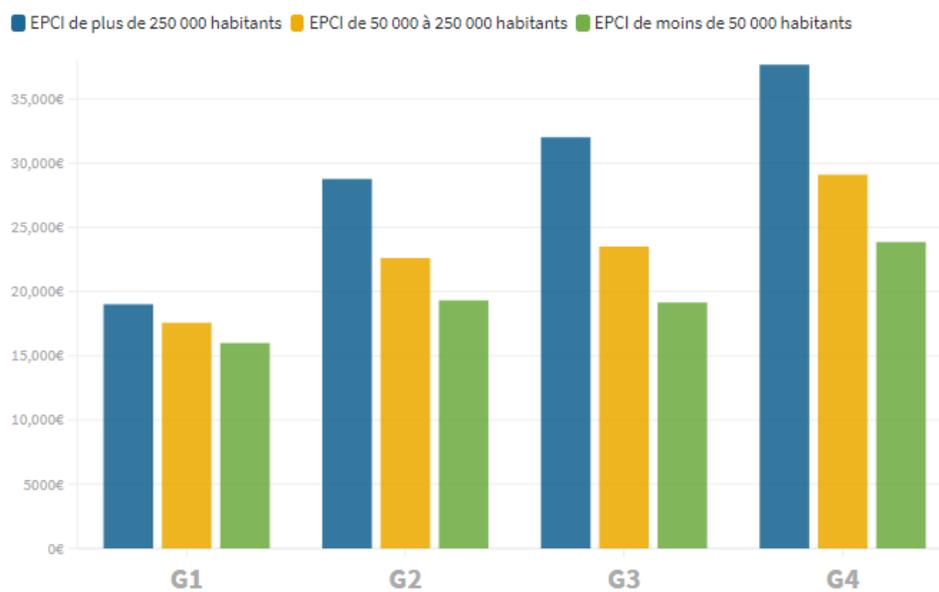
L'économie universelle en Bourgogne-Franche-Comté est une économie plus spécialisée qu'ailleurs (G4), mais elle repose sur des emplois dont le niveau de rémunération est moins élevé que sur la moyenne française.

La géographie des emplois universels joue un rôle dans les niveaux de revenus.

Les niveaux de revenus dans chaque catégorie d'emploi de G1 à G4 sont corrélés à la taille des EPCI. Plus une agglomération est importante, plus les niveaux de salaires sont élevés. C'est à la fois dû aux niveaux de qualification des emplois métropolitains, mais aussi au coût général de la vie dans ces territoires.

Figure 9 : Les revenus moyens varient en fonction de la taille des EPCI.

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.



Revenu moyen des emplois au lieu de travail				
	G1	G2	G3	G4
plus de 250 Kh.	19 019 €	28 764 €	32 010 €	37 664 €
entre 50 et 250 Kh.	17 566 €	22 628 €	23 492 €	29 118 €
moins de 50 Kh.	15 979 €	19 306 €	19 154 €	23 853 €
écart plus 250 Kh. / moins de 50 Kh.	19%	49%	67%	58%

Or on verra plus loin que les emplois universels en Bourgogne-Franche-Comté ne sont pas concentrés dans les grandes villes, mais qu'au contraire, ils sont bien implantés dans des villes intermédiaires et dans certains territoires ruraux. C'est peut-être l'une des explications à ces niveaux de rémunérations plus faibles. L'autre explication repose sur la nature des activités universelles, davantage dédiées à la production qu'à des fonctions de marketing ou à des activités financières.

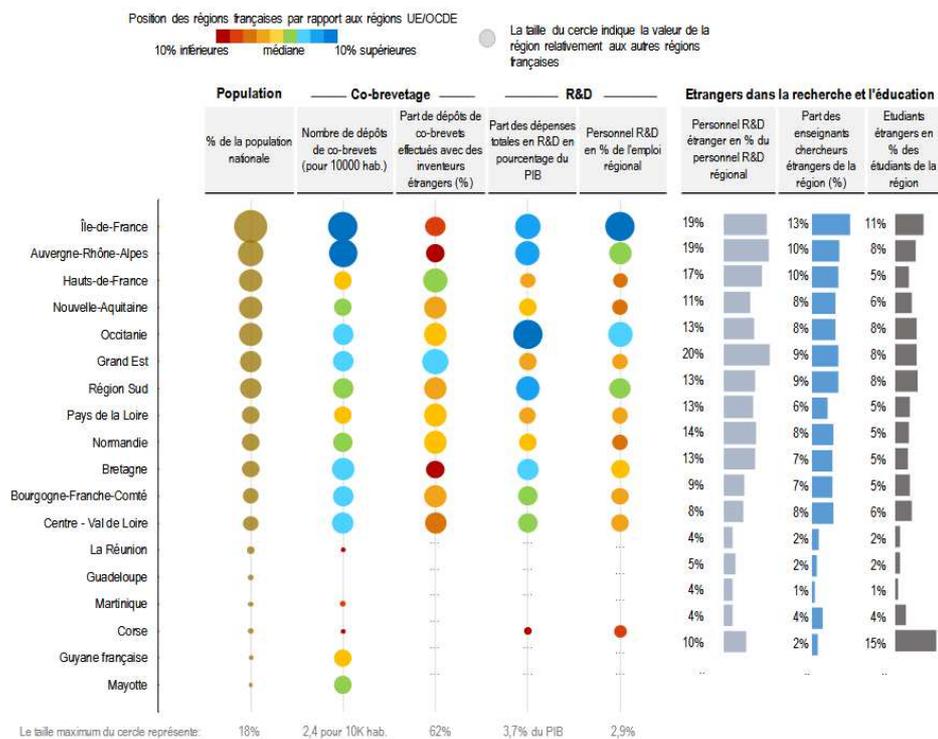
Zoom sur la question de la R&D en BFC

L'une des explications possibles au plus faible niveau de rémunération des emplois G3 et G4 par rapport aux moyennes régionales pourrait provenir de la place des hauts niveaux de qualification dans ces emplois. La région possède une activité R&D importante par rapport à d'autres régions.

On voit dans le schéma de comparaison dressé par l'OCDE, que Le nombre de de dépôts de co-brevets pour 10 000 habitants ou que la part des dépenses R&D ramené au PIB régional sont au-dessus de la moyenne française.

Figure 10 : Positionnement des régions françaises selon les indicateurs d'internationalisation OCDE : les connexions de connaissances.

Note : Les régions sont triées par ordre décroissant de leur population. Dans ce graphique, la couleur des cercles identifie la position des régions françaises par rapport aux régions de l'OCDE. (dépenses et personnel R&D), l'Observatoire des territoires - ANCT (enseignants chercheurs et étudiants étrangers).



Cette activité R&D n'est pas assise sur davantage de personnels. Si on compare la densité des emplois de R&D, les fonctions, la région apparaît sous les moyennes européennes. C'est l'héritage d'une fonction de production traditionnelle de la région : Les fonctions de conception sont attachées à des activités industrielles et agricoles davantage qu'à des secteurs comme la finance. En réalité, seules les 4 plus grandes régions de France ont des taux de personnels R&D supérieurs à la moyenne. Le déterminant de grandes agglomérations métropolitaines semble ici plus important que tout.

En résumé : l'éclatement territorial des emplois G4 qui ne sont pas concentrés dans les grandes villes est déterminé par les activités connectées à l'économie du monde (industrielles et agricoles davantage que financières ou numériques par exemple). L'économie universelle de la région n'est pas une économie métropolitaine comme elle peut l'être à Paris ou en région PACA. Les fonctions de recherche y sont moins nombreuses en nombre d'emplois, mais les investissements de recherche y sont plus nombreux en moyenne qu'en France.

L'économie des chaînes de valeur mondiales est très masculine.

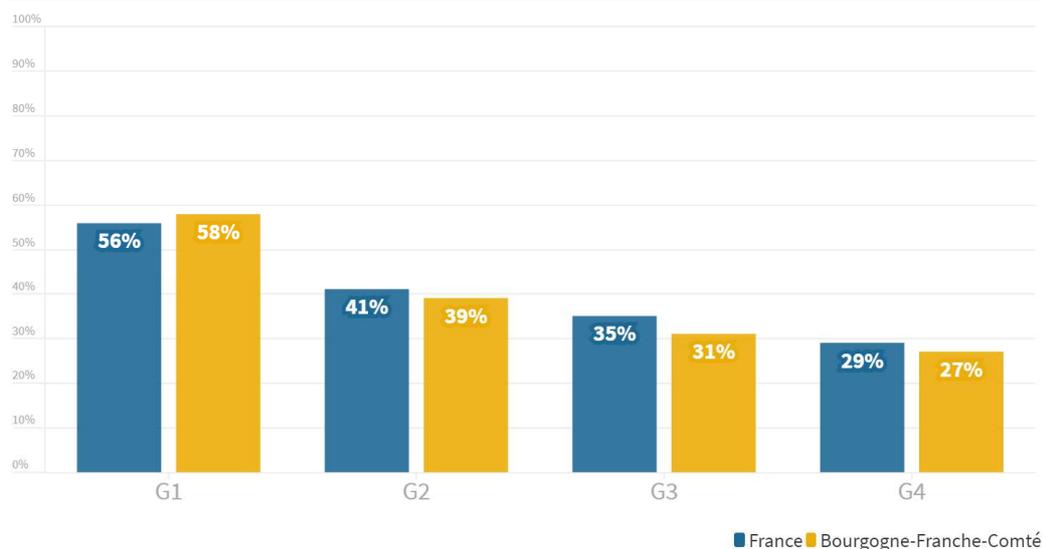
L'angle proximité / mondialisé offre un autre éclairage de l'économie régionale. Les emplois qui servent des besoins de la population proche sont occupés par des femmes en majorité (58%) et ce taux de féminisation se réduit à mesure que s'élargit la zone de clientèle pour atteindre le taux de 27% d'emploi féminin dans les secteurs d'activité universels rares (G4). Au final, 70% de l'emploi universel G3G4 est occupé par des hommes en Bourgogne Franche Comté. Seulement 12% des femmes travaillent dans les secteurs G3 et G4 contre 24% des hommes. Comme si le taux de féminisation des emplois aujourd'hui était encore le lointain écho des activités domestiques féminines, élargies au-delà du cercle familial, mais restreints quand même à des bassins de proximité immédiate. Dans les faits, la nature des activités de types G1 (soins, enseignement, commerce) détermine le taux de féminisation de la catégorie G1, tout comme celle des activités G4 (Industrie, agriculture, recherche technologique) détermine le taux d'emploi masculin.

C'est à la fois le reflet d'une tendance nationale, mais c'est aussi l'expression d'une intensité un peu plus marquée dans la région. Au niveau national, la part des hommes qui occupe un emploi universel est de 67% (70% en Bourgogne-Franche-Comté). Cette ventilation des emplois par genre ne joue un rôle dans les questions d'inégalités salariales F/H puisqu'on a vu que les secteurs les plus ouverts à la mondialisation sont aussi ceux qui proposent des emplois mieux rémunérés.

Figure 10 : Le taux de féminisation des emplois décroît à mesure que le secteur les activités sont ouvertes sur les marchés du monde.

Répartition des emplois par genre et par catégorie G1 à G4.

Source : Insee, RP 2018 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2016 à 2020).



	G1	G2	G3	G4	total
BFC	58%	39%	31%	27%	48,7%
France	56%	41%	35%	29%	48,5%

	G1		G2		G3		G4		TOTAL	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
BFC	376 614	271 214	81 623	126 747	43 541	97 692	20 412	53 834	522 189	549 487
France	8 558 228	6 607 199	2 496 143	3 610 442	1 155 393	2 168 143	407 469	1 007 395	12 617 234	13 393 178

88% des pertes nettes en BFC ont concerné des hommes.

En 10 ans, la région a perdu 52 500 emplois, dont 46 300 étaient occupés par des hommes et 6 200 par des femmes. Il ne s'agit pas d'une spécificité régionale, mais d'une dynamique nationale, liée au profil des emplois en déclin sur la période. L'emploi masculin est très important dans les secteurs qui ont concentré la crise (G3 et G4). A l'inverse, l'emploi féminin est concentré dans un secteur plus stable de l'économie, les emplois G1 et dans une moindre mesure, les emplois G2.

Evolution emplois 08-18	Hommes	Femmes	% H	% F
France	-100 291	517 045	-1%	4%
BFC	-46 349	-6 211	-8%	-1%

Géographie : l'économie universelle est présente un peu partout dans la région

Qu'est-ce qui détermine la présence d'activités universelles dans un territoire ? L'Insee aborde en insistant sur la multiplicité des facteurs qui produisent au final une géographie éclatée : *« Leur présence (celle des activités exposées) sur un territoire dépend de différents paramètres. En effet, les ressources naturelles ont permis le développement des activités viticoles. L'essor d'une activité peut aussi tenir à l'histoire et aux savoir-faire locaux, comme les activités industrielles de niche, de l'horlogerie et de la lunetterie, implantées de longue date en Bourgogne-Franche-Comté »*. A cette liste d'exemples, on pourrait ajouter pour le déterminant des ressources naturelles, les activités industrielles à Doles (disponibilité d'eau) et dans les facteurs géo-politique, l'implantation d'Alstom à Belfort à la suite de la perte de l'Alsace en 1871 ou la volonté d'un Etat aménageur, soucieux de délester la région parisienne après-guerre (vallée de l'Yonne). Il est donc difficile d'expliquer en une seule loi générale, ce qui détermine la présence d'activité universelle dans tel ou tel territoire. Beaucoup s'y sont essayés avant de devoir conclure qu'en la matière, c'est plutôt la diversité, l'histoire et les particularités qui prédominent¹ On en est donc rendu à observer d'abord pour décrire une réalité sans chercher l'unique règle sous-jacente qui vaudrait pour toutes les implantations. Il s'agit bien de comprendre l'histoire, la géographie, l'écologie (ressources) et les différences territoriales (incluant celle des compétences humaines).

Cette réalité de déterminants multiples dans une région dont la géographie est très contrastée a produit une multitude de contextes géographiques et économiques qui s'exprime dans le nombre très important de territoires connectés à l'économie du monde. Il n'y a pas d'un côté la région ouverte au monde sur un restreint de territoires et de l'autre des zones isolées des échanges avec le monde : *« Ainsi, parmi les 119 inter-communalités, le poids des emplois exposés est élevé, supérieur à 28 % pour 21 d'entre elles, comme Ornans, Nuits-Saint-Georges ou Saint-Amour. Il est plus élevé encore, supérieur à 35 %, pour 12 autres. Sont notamment concernées les intercommunalités situées en deuxième couronne de grandes agglomérations, dont l'appareil productif est très spécialisé, pour peu d'emplois dits de proximité. Ainsi, à Selongey, Valdahon, Saint-Florentin et Moirans-en-Montagne, l'emploi exposé représente plus de 40 % de l'emploi total. À l'inverse, le niveau d'emplois dits de proximité y est relativement faible et avoisine 15 emplois pour 100 habitants, contre 23 en moyenne régionale »*.

¹ Denis Carré, Nadine Levratto, Philippe Frocrain, l'étonnante disparité des territoires industriels. Les synthèses de La Fabrique. Numéro 27 – Novembre 2019. Voir aussi Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti. La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ? 2018. hal-01724699v2.

Zoom sur la présence de l'économie universelle en rural

L'économie des EPCI ruraux est aussi intégrée aux échanges avec le monde que le reste de la région.

14% des emplois de la région pour 17% des habitants.

Le total de l'emploi dans les EPCI ruraux (reliés et autonomes) s'élève à 145.513 en 2016 pour 1.076.089 pour l'ensemble de BFC (soit 14%). C'est moins que le poids démographique de ces EPCI (17%). Ces territoires apparaissent donc comme sous dotés en emplois au regard de leur poids démographique.

Mais 20% des emplois universels courants (G3) de la région.

Les emplois universels du groupe 3 relèvent d'activités soumises à la concurrence internationale, essentiellement dans l'industrie manufacturière courante et agricole dont on retrouve des activités dans toutes les régions. Les EPCI ruraux hébergent 28 700 de ces emplois, soit 20% de l'emploi universel courant de la région (davantage que son poids démographique). Cet indicateur bouscule l'image d'une économie rurale repliée sur elle-même.

Et 13% des emplois universels rares G4 de la région.

Les emplois universels du groupe 4 relèvent d'activités universelles aussi, mais dont on ne trouve pas l'existence systématiquement dans d'autres régions. Ce sont des activités rares qui constituent les spécialités d'une région, ses avantages comparatifs en quelques sortes. On en compte 10.152 en 2016 pour 76.389 BFC (soit 13%). C'est un peu inférieur au poids démographique de la région, mais pas négligeable non plus.

Au total, la région compte 216 000 emplois universels et les EPCI ruraux rassemblent à eux seuls presque 40 000 de ces emplois (18%), ce qui est légèrement supérieur à leur poids démographique dans la région. Les EPCI ruraux sont des acteurs significatifs du système productif régional, au moins autant que n'importe quelle autre catégorie.

Mais les tâches accomplies sont en moyenne moins rémunérées : Si l'on ne regarde plus en nombre d'emploi, mais en revenu, on constate alors que les activités des EPCI ruraux dans le système productif sont moins rémunérées que dans les territoires plus urbains. Une position moins rémunératrice pour les actifs traduit souvent une position moins favorable de l'activité dans les chaînes de valeur mondiales. Les EPCI ruraux concentrent 20% des emplois G3, mais 14,9% des revenus G3. Les EPCI ruraux concentrent 13% des emplois universels rares, mais 11,2% des revenus G4.

Figure 11 : EPCI spécialisés dans les emplois universels courants (G3)
 (Part des emplois G3 par EPCI) Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

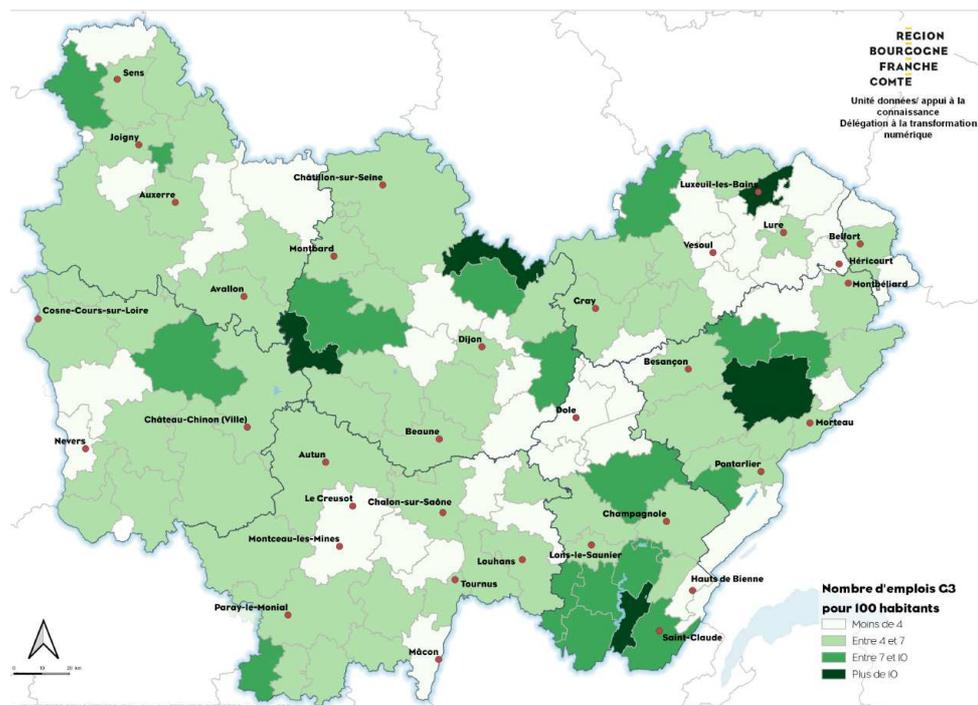
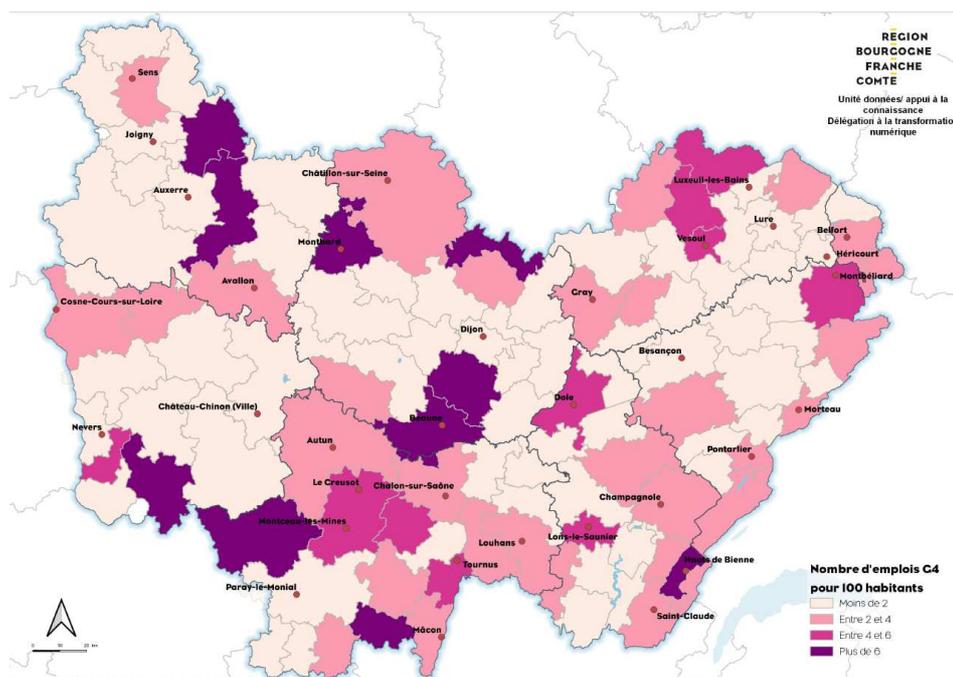


Figure 12 : EPCI spécialisés dans les emplois universels rares (G4)
 (Part des emplois G3 par EPCI) Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.

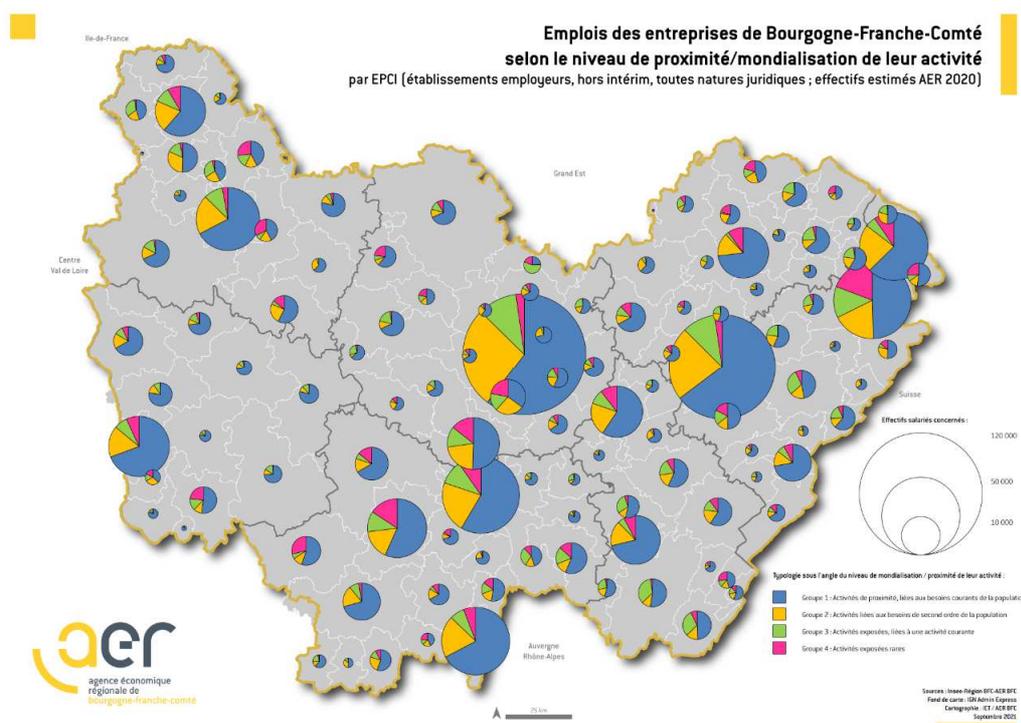


Les degrés de connexion à l'économie du monde varient dans les territoires de la région.

Le nombre d'emplois par EPCI ne suffit pas à caractériser la forme de cette économie. Dans certains territoires, l'emploi est très connecté aux marchés du monde (G3G4) alors que cette connexion constitue une part très réduite des emplois dans d'autres EPCI. Le cocktail de l'emploi territorial est constitué des même ingrédients, mais pas dans les mêmes proportions.

Figure 13 : le « cocktail de l'emploi » varie d'un territoire à l'autre.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Réalisation AER 2021.



L'idée que les économies des territoires urbains correspondrait à un modèle et que celle des territoires ruraux à un autre modèle est fautive. En réalité, il existe plusieurs modèles économiques dans les villes de la région. Certaines, en particulier les villes de tradition industrielles ou viticoles sont très connectées aux marchés du monde, d'autres, principalement les villes administratives, ont des structures d'emploi très dédiées à l'économie de services de proximité.

Le nombre d'emploi dans chaque catégorie ne suffit pas non plus à comprendre les différences. Des emplois immergés dans la mondialisation sont parfois faiblement rémunérés (ouvriers sans qualification et parfois bien davantage marketing,

conception). En prenant en compte les différences des rémunérations par emploi on peut approcher les différences entre les grands EPCI de la région.. Dijon et Besançon, villes administratives et de services présentent le même profil avec un poids écrasant de masses de revenus distribuées par les activités de proximité G1 et G2 et une masse de revenus G4 très faible en proportion. En revanche, l'économie des territoires industriels et viticoles (Montbéliard, CCM, Beaune, Dole) est beaucoup plus ouverte aux marchés du monde (G3 et G4)

Figure 14 : Revenu annuel des emplois par EPCI (14 plus grands EPCI de la région)

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.

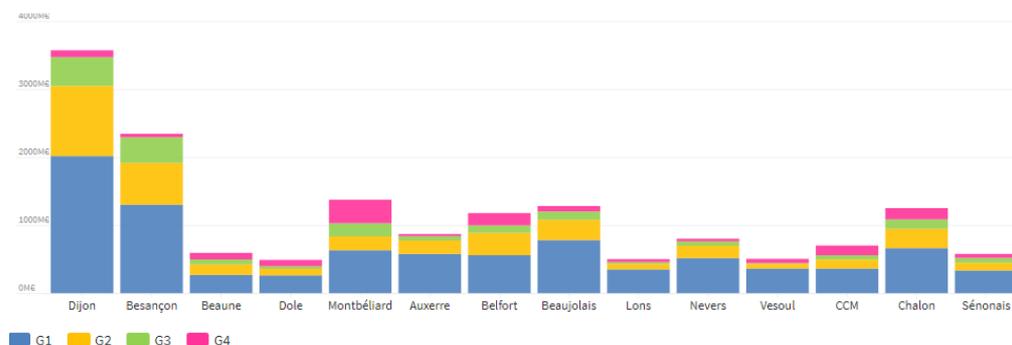
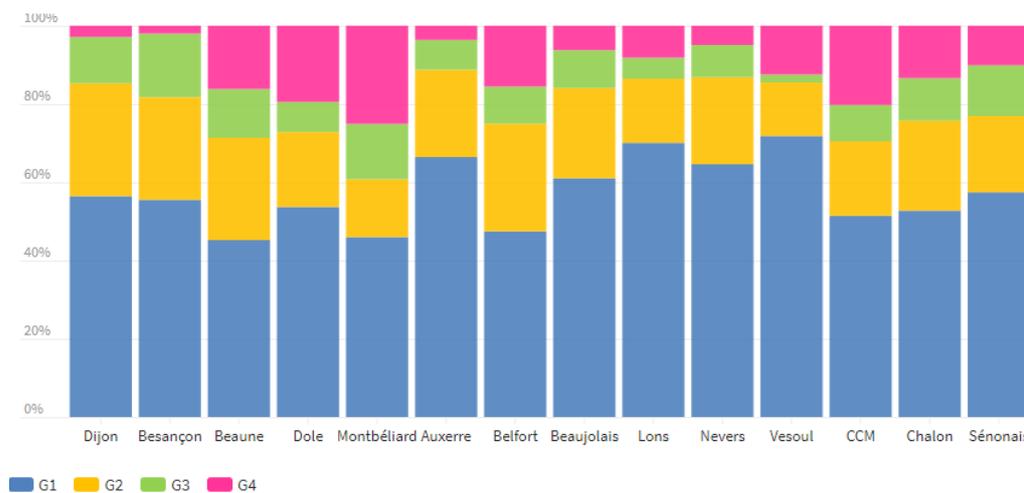


Figure 15 : Revenu des emplois par EPCI (14 plus grands EPCI de la région), en proportions.

Source Données DADS, indépendants et indépendants agricoles 2016. Exprimés en salaires nets au lieu de travail. Traitement Service prospectives du Conseil régional.

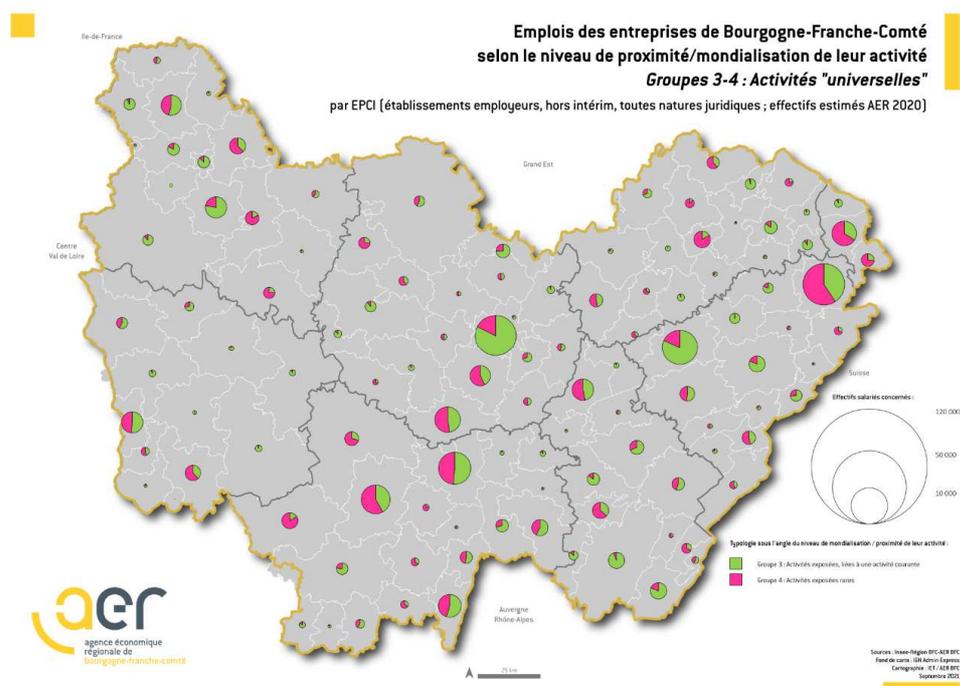


	G1	G2	G3	G4	
Dijon Métropole	56%	29%	12%	3%	100%
CA du Grand Besançon	56%	26%	16%	2%	100%
CA Beune Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny	45%	26%	12%	16%	100%
CA du Grand Dole	54%	19%	8%	19%	100%
CA du Pays de Montbéliard Agglomération	46%	15%	14%	25%	100%
CA de l'Auxerrois	67%	22%	8%	4%	100%
CA du Grand Belfort	47%	28%	9%	16%	100%
CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	61%	23%	10%	6%	100%
CA Espace Communautaire Lons Agglomération (ECLA)	70%	16%	5%	8%	100%
CA de Nevers	65%	22%	8%	5%	100%
CA de Vesoul	72%	14%	2%	12%	100%
CU le Creusot Montceau-Lès-Mines	51%	19%	9%	20%	100%
CA du Grand Chalonnais	53%	23%	11%	13%	100%
CA du Grand Sénonais	58%	19%	13%	10%	100%

Cette réalité d'une immersion de nombreux territoires de la région, parfois ruraux, dans la mondialisation s'exprime dans la carte de synthèse qui localise à la fois les masses d'emplois universels (taille des bulles), mais aussi le niveau de rareté des activités dans la mondialisation (G3 ou G4). Il s'agit ici de voir où sont les masses d'emplois immergés dans la mondialisation en Bourgogne-Franche-Comté.

Figure 16 : la géographe de l'économie universelle n'est pas celle de la démographie régionale.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Réalisation Conseil régional 2020.

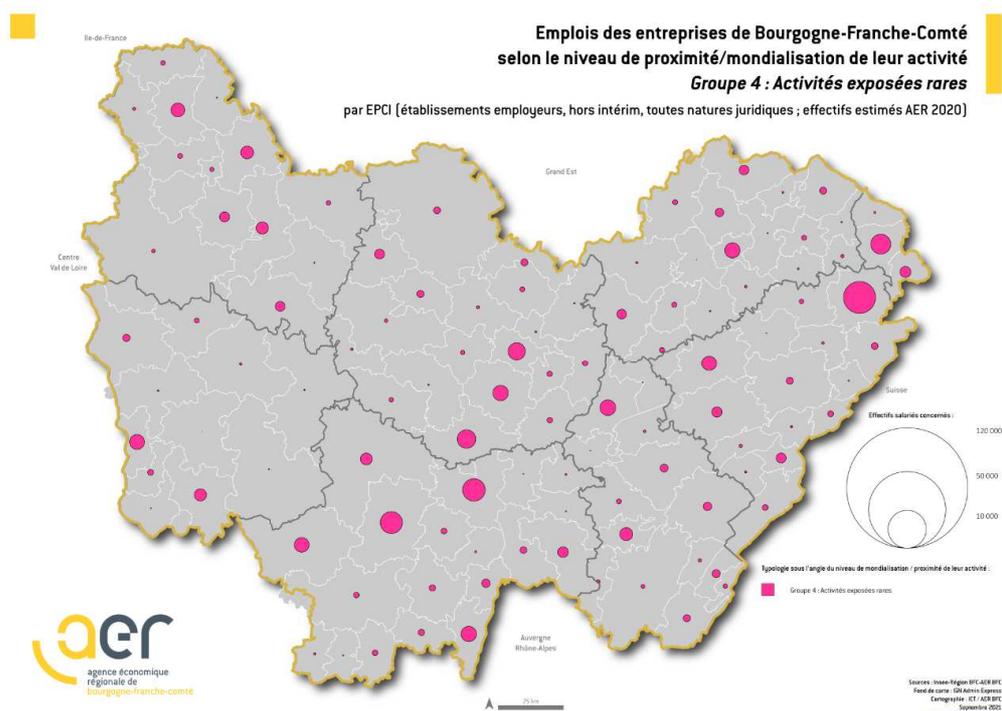


La Géographie des domaines de spécialisation de la région (G4) dresse une autre carte des moteurs de l'économie régionale.

Sur les 216 000 emplois considérés comme universels en 2016 (G3+G4), 76 000 appartiennent à la catégorie des emplois universels d'activités rares (G4). Ces emplois sont attachés à des activités très spécialisées c'est-à-dire peu courantes à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Elles sont, on l'a déjà vu, celles que les autres n'ont pas². Dans la théorie des échanges, elles seraient des spécialisations qui dotent un territoire « d'avantages comparatifs ». Elles se distinguent des activités plus courantes, celles que l'on retrouve dans tous les territoires et qui occupent dans notre région 140 000 des 216 000 emplois universels.

Figure 17 : la géographe de l'économie universelle G4 n'est pas celle de la démographie régionale.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Réalisation Conseil régional 2020.



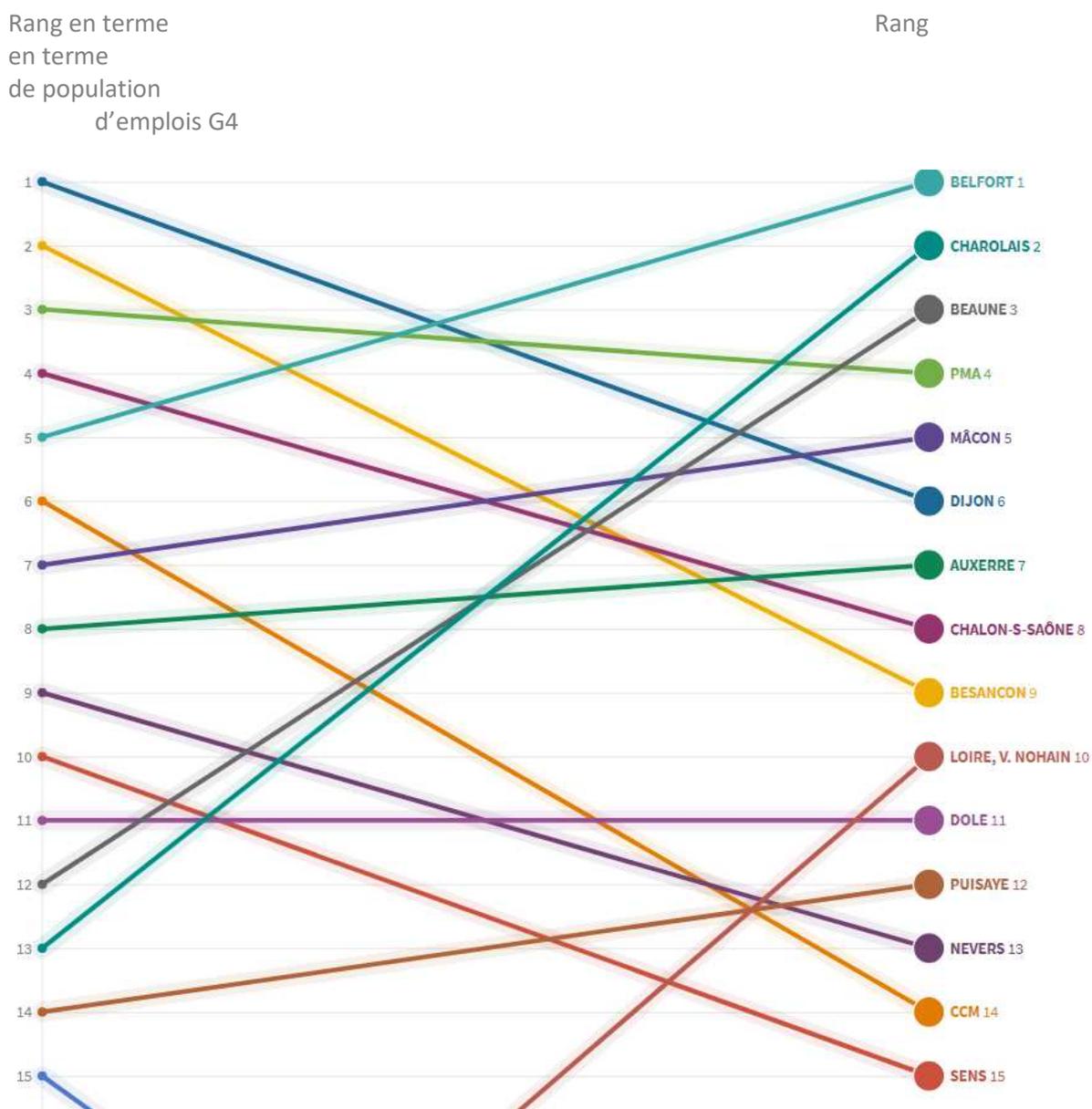
² Mesurer et anticiper la vulnérabilité des territoires face aux risques de délocalisation : une analyse à partir de données sectorielles pour la France. Hugues Jennequin, Luis Miotti et El Mouhoub Mouhoud. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3317916?sommaire=3317927>

Que devons-nous retenir ? Que les activités rares de la région se concentrent dans les bassins industriels historiques (Montbéliard, Belfort, le Creusot, Digoin, Dole), viticoles (Beaune, Gevrey-Chambertin, Chablis) ou qui conjuguent les deux (Chalon-sur-Saône). Ces territoires de spécialités ne sont pas tous urbains. A l'inverse, les villes les plus peuplées de la région possèdent extrêmement peu d'emplois universels d'activité rares. Dans nos deux pôles régionaux, ils ne représentent que 2 % du total de l'emploi. Contre 13 % à Beaune, 17 % à Montbéliard, 20 % à Montbard, 30 % à Chablis. Olivier BOUBA OLGA³ avait déjà remarqué qu'on pouvait intuitivement sous-estimer l'ouverture des bassins industriels spécialisés ou des terres viticoles aux économies du monde (Cognac en l'occurrence). Il existe donc une géographie régionale des emplois internationaux rares (G4) qui n'est pas liée au poids démographique. L'appareil économique G4, celui qui est immergé dans les échanges n'est pas calqué sur la géographie urbaine de la région. Sous ce critère, une nouvelle hiérarchie des EPCI régionaux émerge. Elle dessine une autre hiérarchie régionale, fondée sur les masses d'emplois qui constituent la spécialisation régionale de l'économie et définissent sa place dans la mondialisation. Elle est très différente de la hiérarchie démographique habituelle :

³ Olivier Boubba-Olga, Michel Grossetti. *La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence)* : comment s'en désintoxiquer ?. 2018. hal-01724699v2

Figure 18 : Rang des EPCI en BFC selon les masses de population et selon les masses d'emploi G4.

Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



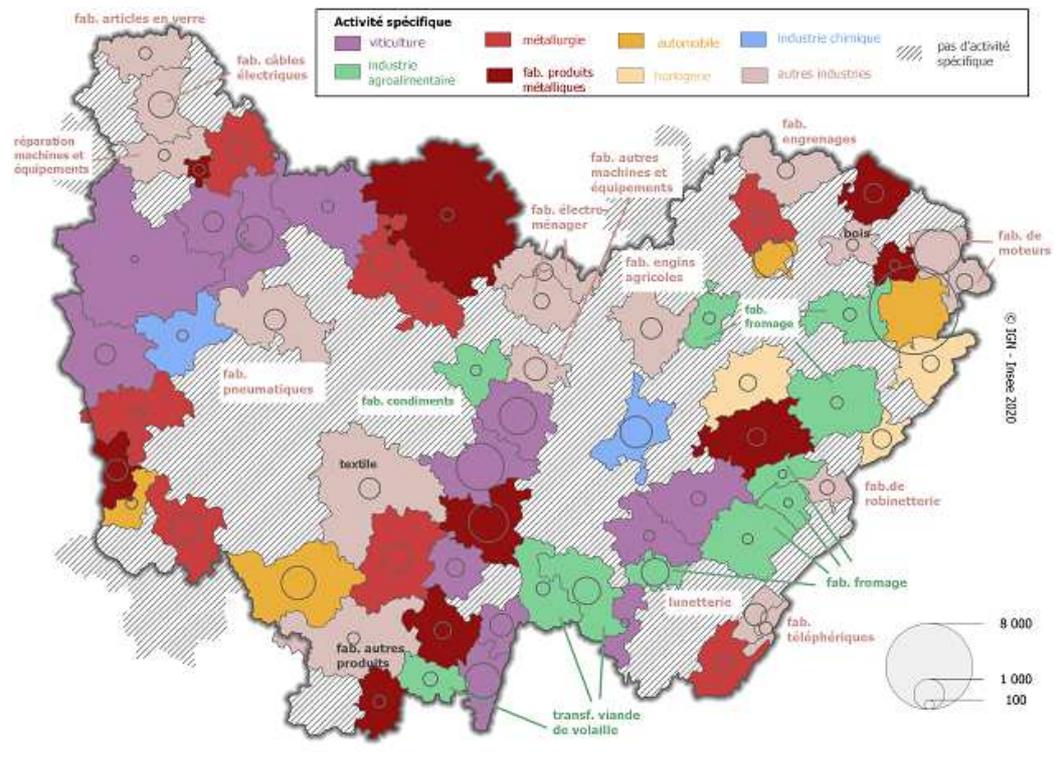
Zoom sur les secteurs d'activités qui font spécialisations territoriales :

L'Insee a conduit une analyse détaillée des domaines de spécialisation de l'emploi G4 en relevant les secteurs précis dont ils relèvent. Cette carte offre un regard précis sur les activités et les territoires qui constituent la connexion de l'économie régionale à la mondialisation.

Figure x : Spécialisations territoriales.

Secteurs sur-représentés dans les emplois G4 par EPCI

Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018). INA 77.



En résumé :

Ce travail sur la place de l'économie de la mondialisation dans la région a été initié par les partenaires du développement économique qui cherchaient à renouveler la façon de comprendre les moteurs de l'économie régionale. Il a été conduit par l'Insee avec l'appui méthodologique de Philippe FROCRAIN, chercheur associé au Laboratoire des Mines Paristech. Il replace la région comme un territoire intégré dans

la géographie de la mondialisation, il bouscule nos images sur la localisation des territoires de spécialisation en montrant que les zones à enjeu sont nombreuses et dispersées alors qu'on les croirait parfois rares et concentrées (hypothèse métropolitaine). Il replace les territoires de villes moyennes au centre de l'échiquier stratégique du développement régional comme des territoires qui détiennent des avantages comparatifs pour la région, il bouscule la hiérarchie géographique fondée sur la démographie (masses de populations) au profit d'un autre regard qui vient le compléter (masses d'emplois connectés à la mondialisation).

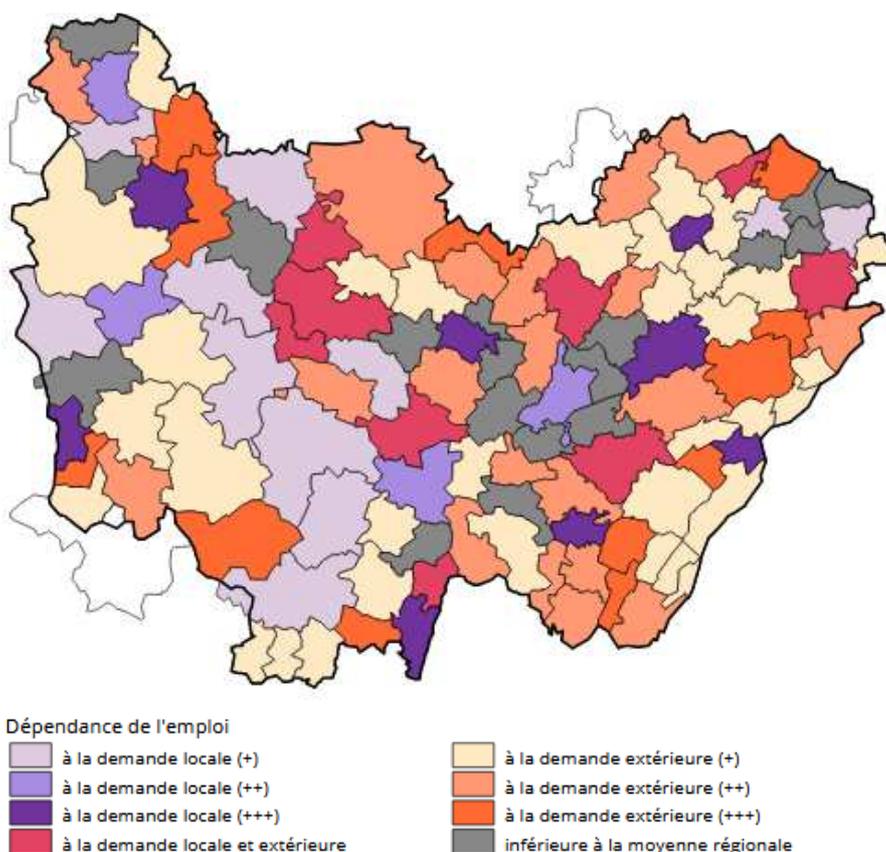
Action publique : L'approche par le degré d'ouverture à la mondialisation peut devenir un critère de la différenciation des politiques territoriales.

La recherche pragmatique de plus d'efficacité et la volonté de produire des réponses plus proches du terrain implique d'engager l'action publique vers davantage de différenciations territoriale⁴. Concrètement il s'agirait de disposer d'une boîte à outil d'actions, mais de privilégier celles qui correspondent aux besoins précis du territoire. Mais sur quel critère définir les différences d'un territoire à l'autre ? C'est ici que l'approche par le degré d'ouverture de l'économie locale à la mondialisation peut s'avérer très utile. Quoi de plus différent qu'une économie locale assise sur la satisfaction des biens et des services à la population et une économie locale dont 40% des revenus sont réalisés avec des activités intégrées à la mondialisation ? Dans le premier cas, le développement de l'économie et de l'emploi dépend de la démographie, dans le second, il dépendra de la position des activités universelles dans les chaînes de valeur mondiales. Dans le premier cas, il faudra expertiser l'évolution démographique, les zones de chalandises et l'appareil économique de proximité, dans le second, il faudra comprendre et anticiper les évolutions d'un marché international et d'un secteur (comme l'automobile et l'enjeu de mutation technologique auquel il est confronté). Dans les faits, les différences de modèle économiques sont importantes d'un EPCI à l'autre. L'Insee les détaille dans une carte qui peut constituer une référence dans le travail de différenciation des politiques territoriales.

⁴ CESER Bourgogne-Franche-Comté. Dynamiques territoriales : Quelles combinaisons gagnantes ?
Rapporteur : Annick Guyénot. Octobre 2017.

Figure 19 : Dépendance des économies locales

Typologie des intercommunalités selon que leur emploi dépend davantage de la demande locale ou de la demande extérieure. Source Insee INA 77. Octobre 2020.



Premier critère de différenciation : Territoires spécialisé ou territoire équilibré ?

L'Insee distingue les EPCI qui sont assis essentiellement sur la demande intérieure (économie de proximité) et ceux qui le sont sur la demande extérieure (économie universelle). Mais le travail met aussi en avant une troisième catégorie composée par les EPCI qui disposent d'un modèle plus équilibré : « Enfin, certains territoires présentent une double exposition, à savoir une certaine dépendance à la demande locale et une dépendance, souvent un peu plus marquée à la demande extérieure. Les intercommunalités davantage isolées, loin de l'influence des grands pôles d'emplois sont les plus concernées. L'économie locale y est plus autocentrée et le nombre d'emplois dits de proximité proche de la valeur régionale, car les besoins quotidiens des consommateurs sont satisfaits localement. Parallèlement, l'appareil productif de ces territoires est tourné vers l'industrie ou l'agriculture. C'est notamment le cas des intercommunalités de Luxeuil, de Gray, de Montbéliard, de Poligny, de Beaune ou encore de Montbard. Ces zones sont à la fois des pôles d'équipement de proximité pour leurs habitants et ceux des territoires voisins et des pôles d'emplois très

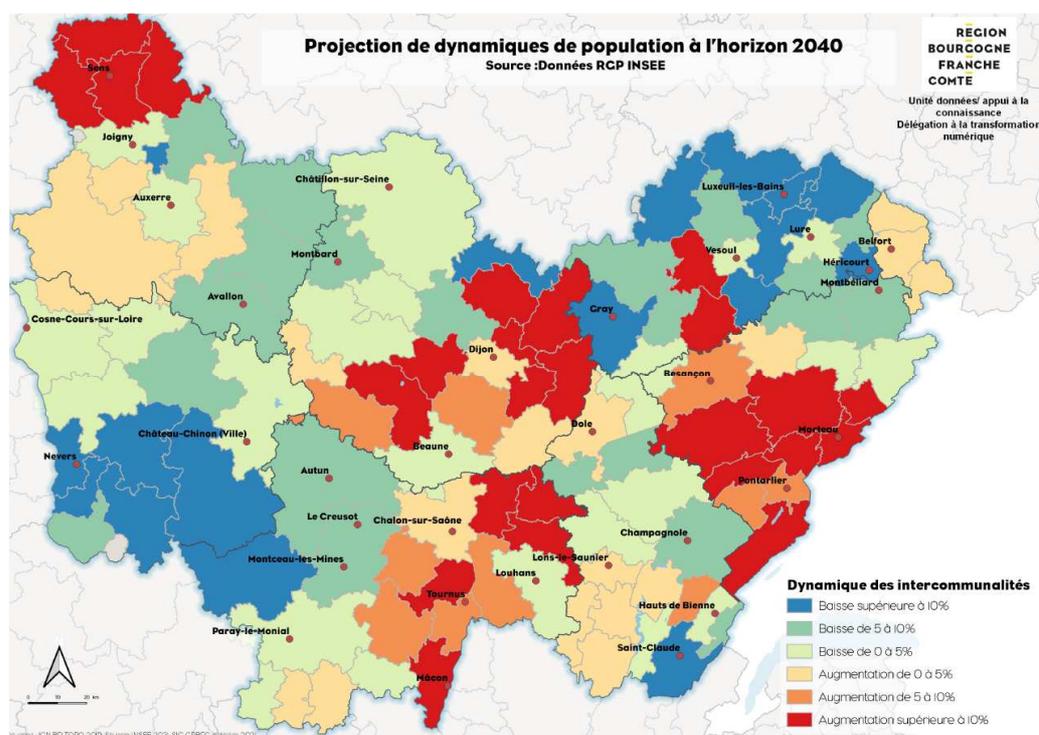
spécialisés. Se positionner sur des activités rares et tournées vers l'extérieur, notamment en termes de qualification des emplois, peut être une vraie opportunité, et l'ouverture vers des marchés extérieurs est aussi une source de richesse ». Sous cet éclairage, un modèle d'équilibre économique se dessine dans les territoires et sa géographie n'est pas celle des grandes villes. On fait ici la différence entre territoires qui concentrent les emplois (parfois au prix d'une forte spécialisation, et territoires qui possèdent les deux familles d'emploi de façon proportionnée.

Deuxième critère de différenciation : des spécialisations perdantes ou gagnantes ?

Le pari de l'économie de proximité comme levier de croissance territoriale n'est pas le même dans tous les territoires : Dans un EPCI dont l'emploi est assis à 85% sur l'économie de proximité et dont les projections démographiques à 20 ans sont négatives, quelle est la perspective réelle de développement de l'emploi ? Il ne suffit donc pas de mesurer les déséquilibres proximité/universel pour différencier les diagnostics, on peut aussi mettre ces différences en rapport avec les projections démographiques locales et repérer les territoires les plus fragiles, ceux dans lesquels l'apport d'activité universelle est plus important qu'ailleurs.

Figure 20 : Projection de population en 2040 par EPCI

Source Insee OMPHALE traitement Conseil régional.



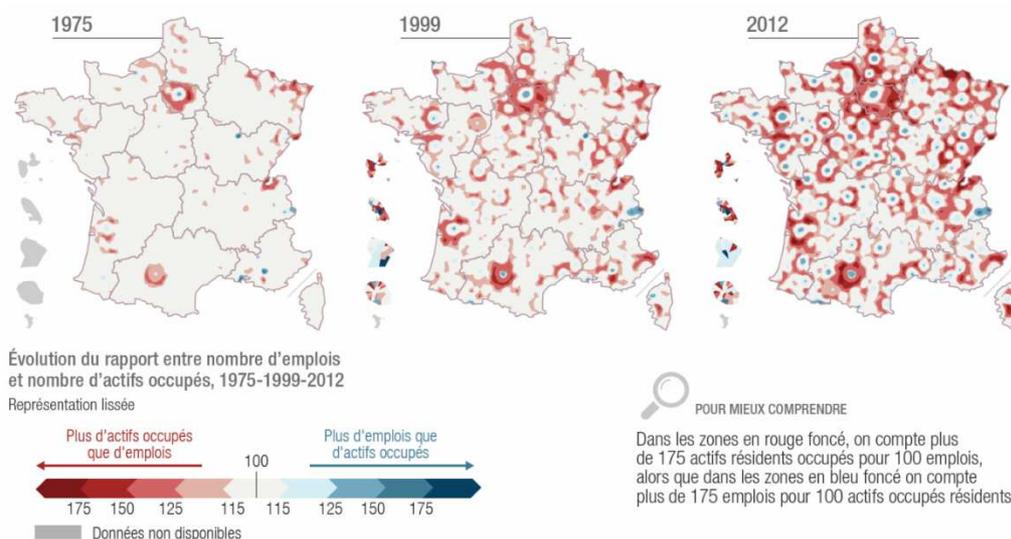
Même chose dans les territoires spécialisés dans l'économie universelle. L'analyse par secteurs conduite par l'AER nous renseigne sur le fait que certains secteurs sont bien positionnés dans les chaînes de valeur (Viticulture, fromages AOP, numérique...), d'autres subissent d'importantes révolutions qui fragilisent leurs perspectives d'emploi au moins à court terme (automobile). Le travail d'expertise des domaines de spécialisation et de positionnement dans leur écosystème international complète nécessairement la carte précédente. Cette approche pourrait aussi prendre en compte le contexte climatique aussi qui détermine des changements de marchés comme des capacités de production locales (Viticulture, fromages).

Troisième différence : le territoire peut-il tirer profit de coopérations avec les territoires voisins ?

Il faut se méfier des analyses géographiques trop statiques. Les habitants bougent tous les jours, notamment pour aller chercher du travail ailleurs. C'est même une caractéristique de l'époque.

Figure 21 : Une dissociation croissante entre lieux de résidence et lieux de travail.

Source : Insee, RP 1075 – 2012. Réalisation CGET 2016.



Certains territoires qui possèdent peu d'emploi ou des modèles très déséquilibrés concentrent parfois des populations d'actifs qui vont travailler ailleurs, pourvu que les bassins voisins soient dynamiques. On n'a donc pas tout dit de l'économie d'un territoire si l'on décrit ses emplois mais si l'on ne s'intéresse pas à l'endroit où ses habitants vont travailler. Les économies territoriales sont imbriquées à celles de leurs voisins et on peut le mesurer. C'est très visible dans le péri-urbain. Un observateur un peu pressé pourrait affirmer trop vite que la rareté de l'emploi caractérise une économie en crise. En réalité, la plupart de ces territoires présentent des niveaux de

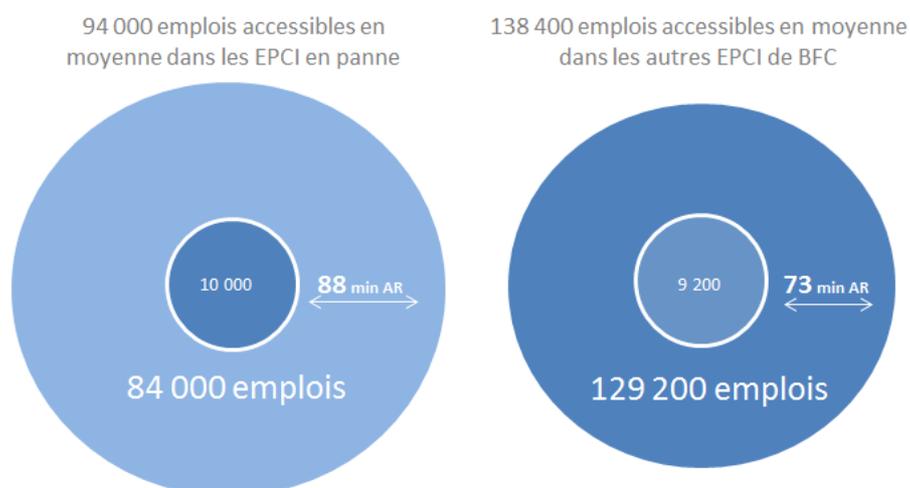
revenus très importants parce que les habitants vont travailler dans la ville centre. Ce principe vaut aussi pour les villes moyennes. Certes, leur économie dépend des questions d'équilibre interne de l'emploi (universel/proximité), de dynamiques démographiques pour la clientèle de l'économie de proximité ou du positionnement des filières universelles dans les chaînes de valeur mondiales, mais pas seulement : la façon dont les habitants de ce territoire accèdent ou non aux emplois qui sont extérieurs à l'EPCI détermine le développement de leur EPCI.

Zoom : Le nombre d'emplois accessibles depuis l'EPCI semble déterminant dans son destin démographique.

Le service Prospective du Conseil régional a conduit une étude sur les territoires en récession économique et démographique depuis 2008. En cherchant les points communs à ces territoires en crise, il est apparu qu'ils disposaient en moyenne d'autant d'emplois à l'intérieur de l'EPCI que ces emplois étaient aussi bien payés que dans les autres territoires, mais qu'en revanche, les habitants accédaient à des bassins d'emplois extérieurs beaucoup moins importants, de l'ordre de 30% inférieurs, malgré des déplacements 20% plus longs en moyenne.

Figure 22 : Nombre d'emplois accessibles depuis les EPCI. Profil type des EPCI en panne et des autres EPCI

Source Insee, RGP. Données 2016. Hors EPCI frontaliers et connectés aux bassins de Paris et Lyon.



Nombre d'emploi dans l'EPCI	EPCI en panne	autres EPCI	écart "en panne" / "autres"
Moyen	10 021	9 255	8,3%
Médian	6 197	2 994	107,0%

Nombre d'emplois dans le bassin EPCI	EPCI en panne	autres EPCI	
Moyen	94 961	138 389	-31,4%
Médian	79 546	137 161	-42,0%

Préconisation

Pour mettre en œuvre la territorialisation des politiques économiques, adaptée à la situation particulière de chaque EPCI, nous proposons d'établir une méthode d'analyse de l'économie de chaque territoire qui permettra de distinguer les enjeux différents. Dans un premier temps, ce diagnostic de différenciations pourrait être fondé sur 3 critères :

- L'équilibre de l'emploi universel/proximité
- Les dynamiques (avec AER)
- Les ressources d'emplois extra-territoriales

2 : Dynamique(s) 2008 - 2018

La région comptait en 2018, 1 071 787 emplois salariés et indépendants (Insee RP). Entre 2008 et 2018, elle a perdu 52 340 emplois, soit une baisse de de 4,7%. Certes, il est insatisfaisant de traiter de l'évolution récente sans prendre en compte l'impact de la crise sanitaire survenue depuis 2018 et en particulier depuis 2020. Celle-ci a modifié l'organisation des chaînes de valeur internationales et posé des enjeux de ré-industrialisation et de relocalisation dans un certain nombre de secteurs, notamment au titre de la souveraineté alimentaire et industrielle⁵. Mais les données fiables sur ce qui est réellement en train d'advenir ainsi que sur la forme précise des rebonds à la sortie de la crise nous parviendront dans les prochains mois seulement. En attendant d'en disposer et de proposer une actualisation fiable des tableaux statistiques, il reste intéressant de comprendre les dynamiques dans lesquelles les différents secteurs étaient engagés depuis la crise financière de 2008 et avant que ne survienne la crise sanitaire. Il est envisageable de mettre à jour cette analyse dès que les données seront disponibles.

L'économie universelle est responsable de 3 emplois perdus sur 4 en BFC.

En France et durant la période étudiée, les emplois immergés dans la mondialisation ont reculé de 6% (G3 : activités universelles courantes) et 17 % (G4 : activités universelles rares) pendant que les emplois de proximité ont augmenté de 4% (G1) et que les emplois régionaux ont augmenté de 7% (G2). C'est une nouvelle illustration d'un fait connu : la croissance et l'emploi en France ont été assis sur la consommation davantage sur la compétitivité internationale et l'exportation.

Figure 22 : Evolution de l'emploi entre 2008 et 2018 en France et en Bourgogne-Franche-Comté.

Données Insee, RP 2016 – 2020.

	G1	G2	G3	G4
France	523 127	410 457	-226 949	-289 881
BFC	-6 175	-8 016	-18 278	-20 090

	G1	G2	G3	G4
France	4%	7%	-6%	-17%
BFC	-1%	-4%	-11%	-21%

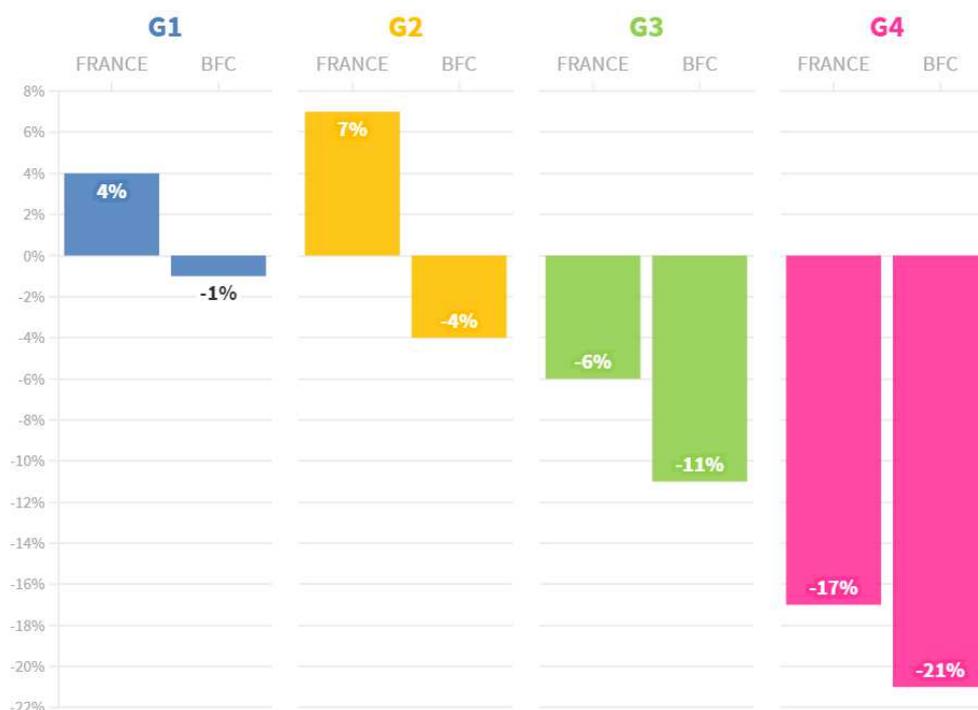
⁵ #1 - Désindustrialisation et relocalisation en France : quels enseignements ? banque des territoires . Novembre 2020. <https://www.banquedesterritoires.fr/desindustrialisation-et-relocalisation-en-france-quels-nseignements?>

La Bourgogne Franche-Comté a perdu 52 400 emplois entre 2008 et 2018 dont 38 300 dans l'économie universelle.

Sur la période 2008 – 2018, la région a perdu 38 300 emplois universels, en accusant des pertes à la fois dans la catégorie G3 (-18 200) et dans la catégorie G4 (-20 000). En proportion, ces évolutions ne sont plus lourdes que dans le reste de la France. Les emplois G3 perdent 11% contre 6% au niveau national et les emplois G4 perdent 21% contre 17% au niveau national.

Figure 23 : Evolution des emplois entre 2008 et 2018.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



France				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	14 643 861	15 166 988	523 127	4%
G2 (Emplois régionaux)	5 696 473	6 106 930	410 457	7%
G3 (Emplois internationaux courants)	3 550 576	3 323 627	-226 949	-6%
G4 (emplois internationaux rares)	1 705 019	1 415 138	-289 881	-17%
	25 595 929	26 012 684	416 755	2%

Bourgogne-Franche-Comté				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	654 003	647 828	-6 175	-1%
G2 (Emplois régionaux)	216 386	208 370	-8 016	-4%
G3 (Emplois internationaux courants)	159 511	141 233	-18 278	-11%
G4 (emplois internationaux rares)	94 335	74 245	-20 090	-21%
	1 124 235	1 071 676	-52 559	-5%

L'économie universelle en Bourgogne-Franche-Comté accuse un déficit d'environ 11 400 emplois par rapport à la dynamique moyenne en France sur la même période.

L'hypothèse proposée est simple : si l'emploi dans l'économie universelle avait évolué de façon conforme à la moyenne française, quel aurait été le résultat ? L'économie universelle G3 a perdu 18 278 emplois contre 10 196 si elle avait été conforme à la moyenne française entre 2008 et 2018 et l'économie G4 qui a perdu 20 090 emplois en 10 ans aurait dû en perdre « seulement » 16 038. Au final, c'est un déficit régional de 12 000 emplois sur la moyenne française. Cette approche délivre une toute autre image de la dynamique qui a traversé l'économie universelle entre 2008 et 2018 en Bourgogne-Franche-Comté. La perte d'emplois universels est supérieure à la moyenne française, mais moins handicapante pour le bilan régional que les écarts observés dans l'économie de proximité (38 000 emplois de moins que sur la moyenne nationale).

Figure 24 : Evolution des emplois entre 2008 et 2018.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



France				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	14 643 861	15 166 988	523 127	4%
G2 (Emplois régionaux)	5 696 473	6 106 930	410 457	7%
G3 (Emplois internationaux courants)	3 550 576	3 323 627	-226 949	-6%
G4 (emplois internationaux rares)	1 705 019	1 415 138	-289 881	-17%
	25 595 929	26 012 684	416 755	2%

Bourgogne-Franche-Comté				
	Emploi 2008	Emploi 2018	évolution	
G1 (Emplois de proximité)	654 003	647 828	-6 175	-1%
G2 (Emplois régionaux)	216 386	208 370	-8 016	-4%
G3 (Emplois internationaux courants)	159 511	141 233	-18 278	-11%
G4 (emplois internationaux rares)	94 335	74 245	-20 090	-21%
	1 124 235	1 071 676	-52 559	-5%

	Evolution théorique	Evolution réelle	écart
G1 (Emplois de proximité)	23 363	-6 175	-29 538
G2 (Emplois régionaux)	15 592	-8 016	-23 608
G3 (Emplois internationaux courants)	-10 196	-18 278	-8 083
G4 (emplois internationaux rares)	-16 038	-20 090	-4 051
	12 721	-52 559	-65 280

Le bilan régional de l'emploi est une addition de facteurs différents obtenus dans des domaines très différents de l'économie. Il n'y a pas de doutes que l'économie universelle doit reconquérir des positions sur les marchés internationaux, mais le bilan total de l'emploi en région se fera en travaillant sur les deux piliers de l'emploi : l'économie universelle et l'économie de proximité.

Géographie des dynamiques : Les plus grandes crises sont localisées.

Entre 2008 et 2018, la région a perdu 52 400 emplois dont 38 200 dans l'économie universelle. Cette famille d'emplois ne représente que 20% du total régional, mais 3 pertes sur 4. En réalité, 9 EPCI ont perdu plus de 1 000 emplois universels chacun et ils constituent à eux seuls 20 000 pertes, soit plus de la moitié des pertes totales de la région. Parmi ces 9 EPCI, 2 ont perdu à eux seuls plus de 12 000 emplois universels (PMA et Dijon Métropole). De l'autre côté du spectre, 10 EPCI ont gagné plus de 65 emplois. Mais ces gains très faibles ne compensent pas les lourdes pertes de plus de 1000 emplois par EPCI en 10 ans.

Figure 25 : Evolution des emplois universels par EPCI entre 2008 et 2018
Données Insee, RP 2016 - 2020.

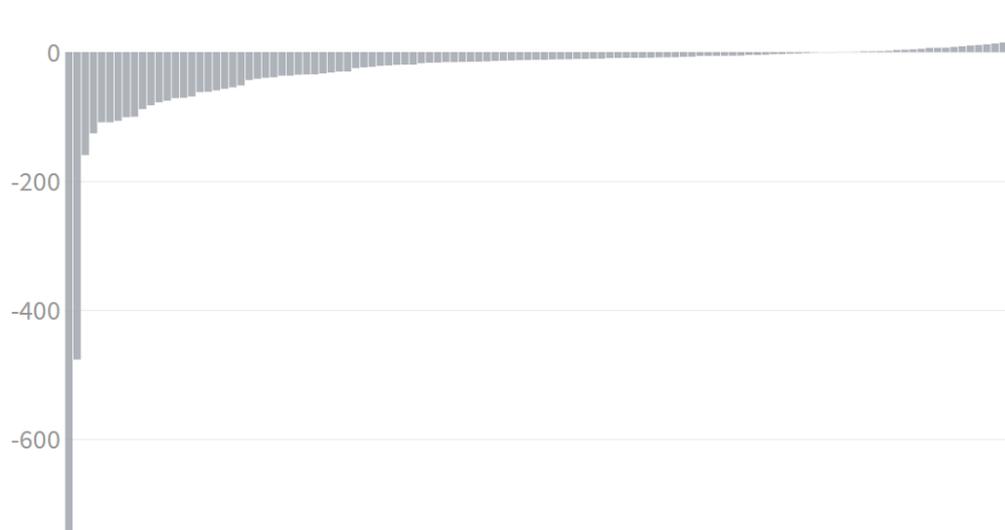
EPCI	Evolution de l'emploi G3 + G4 entre 2008 et 2018
CA Pays de Montbéliard Agglomération	-7 486
Dijon Métropole	-4 770
CA Grand Belfort	-1 599
CC Entre Arroux, Loire et Somme	-1 261
CA de Vesoul	-1 090
CC Haut-Jura Saint-Claude	-1 090
CU Le Creusot Montceau-les-Mines	-1 067
CC du Haut-Jura (Arcade)	-1 011
CA de Nevers	-1 003

EPCI	Evolution de l'emploi G3 + G4 entre 2008 et 2018
CC des Portes du Haut-Doubs	633
CC de Saulieu	149
CC de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges	133
CC Bresse Haute Saône	120
CC du Plateau de Frasne et du Val de Dragoon (Cfd)	110
CC du Gâtinais en Bourgogne	102
CC Porte du Jura	90
CC Chablis, Villages et Terroirs	80
CC du Pays d'Héricourt	68
CC du Doubs Baumeis	67

Dans le détail des EPCI de la région, l'emploi dans l'économie universelle (G3+G4) est rarement en hausse. En revanche, les pertes sont clairement concentrées.

EPCI	Evolution de l'emploi G3 + G4 entre 2008 et 2018
CC du Haut-Jura (Arcade)	-52%
CC Le Tonnerrois en Bourgogne	-49%
CC La Clayette Chauffailles en Briennais	-39%
CC Rahin et Chérimant	-39%
CC Bresse Revormant 71	-36%
CC du Pays de Villersaux	-36%
CC de la Plaine Juraissienne	-34%
CC du Sud Territoire	-33%
CA Pays de Montbéliard Agglomération	-33%
CC du Jolevinien	-32%
CC Haut-Jura Saint-Claude	-32%
CC de la Plaine Dijonnaise	-31%
CC Entre Arroux, Loire et Somme	-30%
CA de Vesoul	-29%
CC du Pays de Luxeuil	-28%
CC Yonne Nord	-28%
CC de l'Allantais	-28%
CC Jura Nord	-28%
CC Saône Doubs Bresse	-27%
CC du Pays Châtillonnais	-25%
CC du Pays de Mâche	-25%
CC Bassois Loire Marvaux	-25%
CC du Clunais	-24%
Dijon Métropole	-23%
CC du Nivernais Bouronnais	-23%
CC La Grandvallière	-23%
CC du Pays d'Aléria et de la Seine	-22%
CC de Marcigny	-22%
CC FarSt, Seine et Suzon	-21%
CA de Nevers	-21%
CC Tille et Venelle	-20%

Figure 26 : Evolution de l'emploi universel G3+ G4 dans les 116 EPCI entre 2008 et 2018.
Données Insee, RP 2016-2010

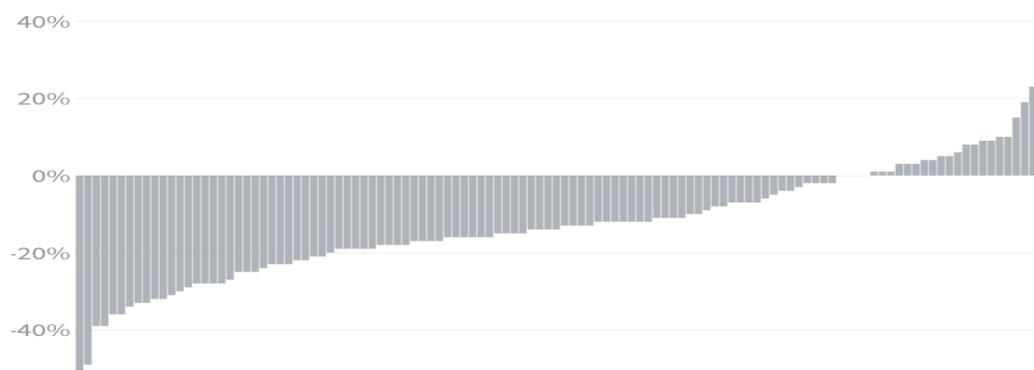


Un tiers des EPCI de la région ont perdu plus de 20% d'emplois universels en 10 ans.

Cette concentration des crises n'est pas seulement due à une concentration de l'emploi dans certains sites de la région. En proportion, les pertes d'emploi sont elles aussi massives dans un nombre restreint d'EPCI (31 EPCI accusent des pertes de plus 20%), mais dans une trentaine d'EPCI, l'évolution est positive ou limitée à des pertes inférieures à 5% des emplois.

Figure 18 : Evolution de l'emploi universel G3+ G4 dans les 116 EPCI entre 2008 et 2018 (%).

Données Insee, RP 2016-2010



Contrairement à l'emploi de proximité, la taille des villes ne détermine pas la dynamique de l'emploi universel.

Si on regarde l'évolution de l'emploi dans tous les EPCI de France sur la même période, on constate que la croissance de l'emploi de proximité (bleu et jaune) est plus importante dans les grands EPCI qu'ailleurs. En revanche, il est difficile de tirer ce genre de généralités pour ce qui concerne les emplois de l'économie universelle. Le facteur de taille semble jouer un peu sur l'évolution des emplois G3, mais pas du tout sur celle des emplois G4.

Figure 27 : Evolution de l'emploi en 4 catégories suivant la taille de l'EPCI (2008 – 2016).
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020.



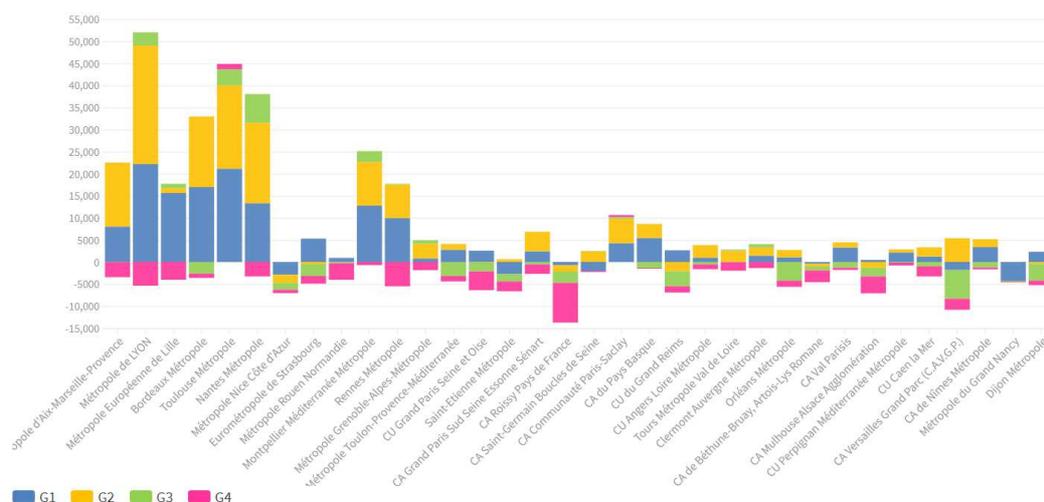
Légende :
 Evolution de l'emploi G1 (bleu)
 Evolution de l'emploi G2 (jaune)
 Evolution de l'emploi G3 (vert)
 Evolution de l'emploi G4 (rose)

	Evolution de l'emploi G1	Evolution de l'emploi G2	Evolution de l'emploi G3	Evolution de l'emploi G4
plus de 250 Kh.	202 367	224 796	-41 569	-96 588
entre 50 et 250 Kh.	86 180	36 534	-95 773	-95 663
moins de 50 Kh.	119 937	20 527	-120 886	-72 359

Dans le détail des grands EPCI de France, on constate des situations variables, mais il est très rare de constater des croissances d'emploi G3 et G4 dans ces territoires (mis à part les cas de Toulouse et Montpellier).

Figure 28 : Evolution de l'emploi dans les 34 Grands EPCI (Hors Paris) entre 2008 et 2016.

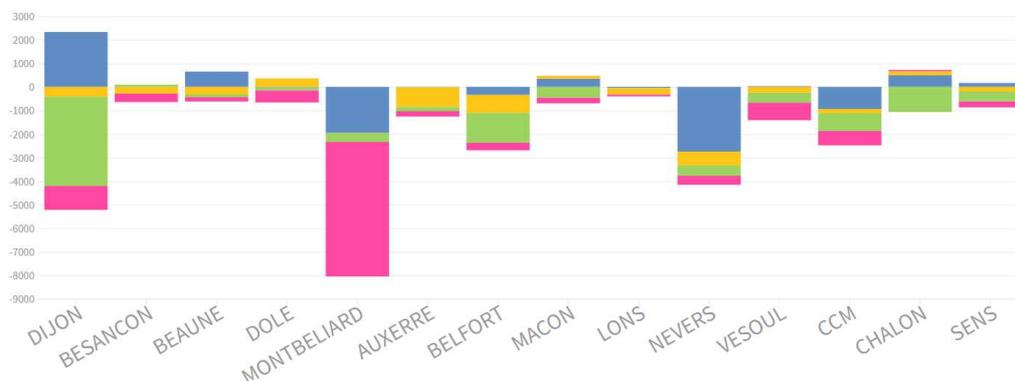
Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Note, Paris est dans la même situation, mais son poids rendrait le tableau illisible. En valeurs absolues.



Cette même diversité s’observe dans les grands EPCI de la région Bourgogne-Franche-Comté avec des territoires qui accusent des pertes d’emploi importantes en G3 (Dijon, Belfort) ou G4 (Montbéliard) et qui icompensent rarement ces pertes avec des croissnaces d’emploi de proximité comme le font les très grandes métropoles.

Figure 29 : Evolution de l'emploi dans les 14 Grands EPCI de BFC entre 2008 et 2016.

Données Insee, RP 2016. INA BFC 77. Octobre 2020. Note, Paris est dans la même situation, mais son poids rendrait le tableau illisible

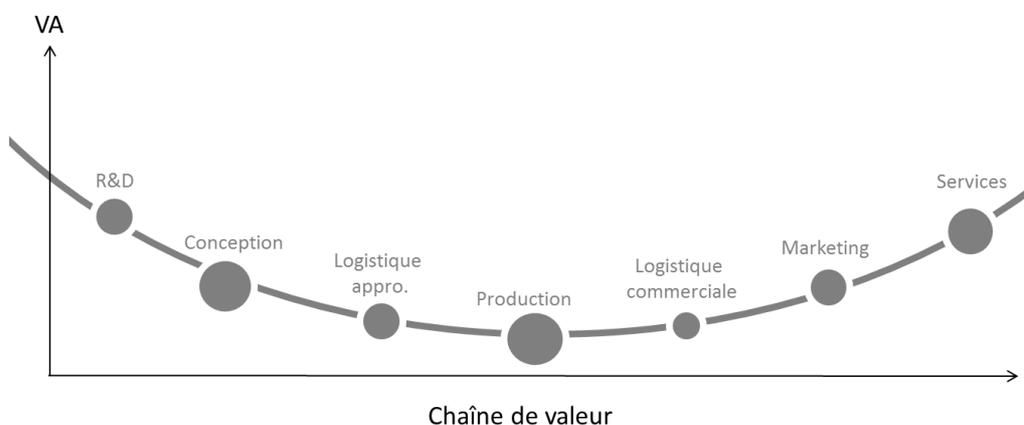


3 : Créer la richesse locale de demain.

Créer la richesse : une question de position des établissements locaux dans les chaînes de valeur mondiales.

La production de richesse par les établissements connectés aux marchés du monde (G3G4) dépend avant tout de la place que ces établissements tiennent dans les chaînes de valeurs mondiales. Si l'activité est positionnée dans un rôle avantageux, la richesse produite sera importante. On pourra dire que la position du secteur est bonne dans l'économie des échanges avec le monde. Pour résumer les choses, la CNUCED a recours à un schéma souvent utilisé : la courbe du sourire. « *La courbe du sourire conceptualise la production internationale comme une série de tâches interdépendantes et considère que le commerce international organisé au sein des CVM (Chaîne de Valeur Mondiales) revient à faire commerce de ces tâches plutôt que des marchandises* »⁶

Figure 30 : La courbe du sourire décrit la position d'une activité locale dans la chaîne de valeur.



Fixer la richesse produite : une question de flux à capter.

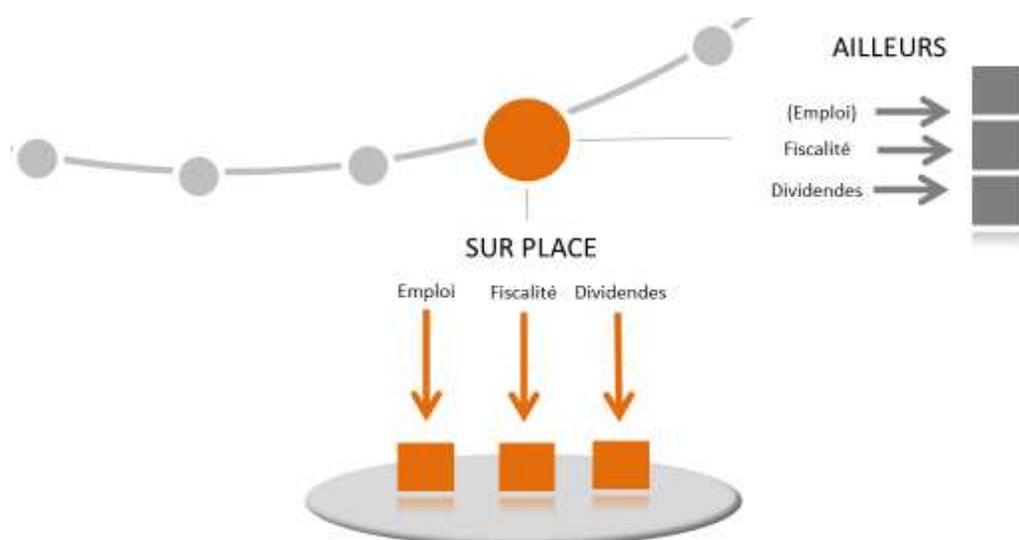
Temps 1 : fixer les richesses produites via les CVM.

Il n'y a qu'une partie de la richesse produite par un établissement dans les chaînes de valeur mondiales qui sont fixées sur le territoire. Elles le sont au travers des salaires

⁶ RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT 2018 CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. https://unctad.org/fr/system/files/official-document/tdr2018_fr.pdf

donnés aux habitants qui travaillent dans le site, au travers de la fiscalité locale et des dividendes quand les actionnaires sont des habitants du territoire (comme c'est souvent le cas dans la viticulture par exemple). Indirectement, on pourrait ajouter toute l'activité de sous-traitance locale que génère l'établissement (électricité, entretien du site etc...). Une autre partie de la richesse produite est distribuée ailleurs que sur le territoire, soit lorsque les opérateurs ne sont pas localisés sur place (télétravail), soit par le biais de la fiscalité nationale et des contributions aux systèmes de solidarité (retraite, chômage, maladie), soit enfin lorsque les dividendes sont versés à des actionnaires extérieurs.

Figure 31 : Fixation primaire de la valeur créée dans un territoire à partir des CVM.

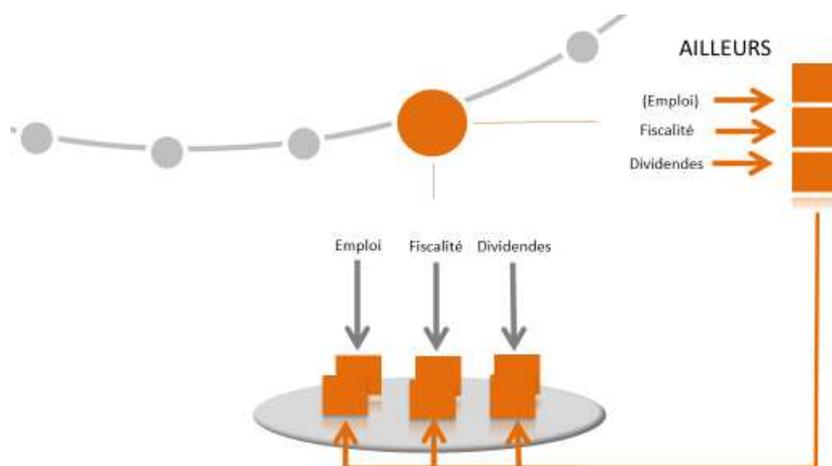


Temps 2 : Importer des revenus qui sont produits ailleurs.

A ce premier circuit de fixation de richesse qu'on pourrait qualifier de direct et qui est proportionnel à l'activité économique sur le territoire, s'ajoute un deuxième circuit qui est indirect. Il est fondé sur la capacité du territoire à attirer des flux de revenus en provenance de l'extérieur. Ces mécanismes ont été particulièrement décrits par L. Davezies⁷. Il s'agit d'abord des flux de la solidarité nationale, soit sous la forme de revenus directs aux personnes (retraites, chômage, allocations...), soit sous la forme de services publics et d'intérêt général financés par la solidarité nationale (éducation, santé...). Il s'agit aussi de dotations aux collectivités. Il s'agit enfin des flux du tourisme qui fixent des revenus produits et distribués ailleurs. Ces flux de revenus alimentent les circuits de l'économie de proximité (G1 et G2).

⁷ Laurent DAVEZIES. L'Etat a toujours soutenu ses territoires. La république des idées. Seuil. 2021.

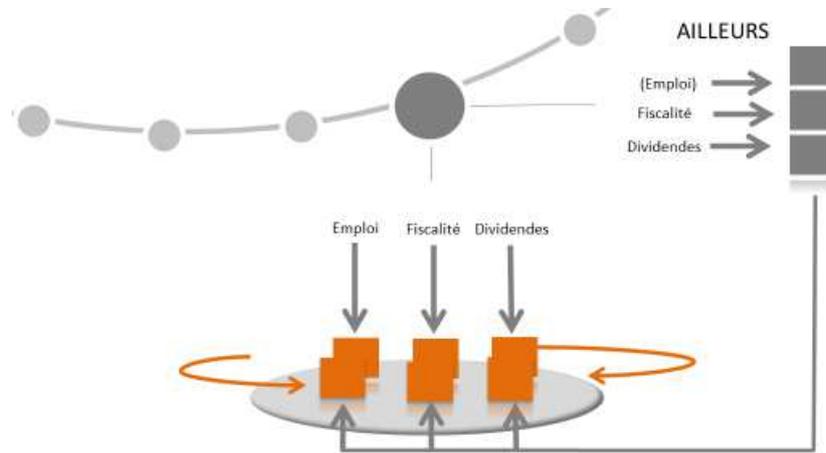
Figure 32 : Importation de revenus produits ailleurs



Pour conclure sur les mécanismes, on peut considérer schématiquement que l'économie universelle alimente un cycle de production de richesses sur place à partir des chaînes de valeur mondiales. A défaut de mesurer la richesse produite (PIB territorial) on l'appréhende au travers des données emploi G3 et G4. Ensuite une partie de ces richesses produites sont fixées sur place au travers des salaires, impôts et dividendes. A ces revenus susceptibles d'être consommés, s'ajoutent des flux de revenus qui viennent de la solidarité nationale.

L'ensemble de ces revenus directs et indirects constituent une base qui va permettre des consommations locales (Economie de proximité). On peut approcher l'importance de ces consommations dans les EPCI par les données sur l'emploi G1 et G2.

Figure 33 : Emplois de proximité (G1 et G2) et emplois universels (G3 et G4) dans le cycle de richesse territoriale.



Produire et fixer la richesse dans un territoire ont profondément évolué.

Les dynamiques territoriales sont le résultat de la capacité du territoire à produire et fixer de la richesse. Cette capacité a évolué en 40 ans parce que le monde a changé. Ce qu'on a appelé la désindustrialisation par exemple, c'est-à-dire la baisse des effectifs industriels, est le résultat d'une combinaison de plusieurs mécanismes macro-économiques qui ont modifié la capacité des certains territoires à produire de la richesse mais aussi, dans certains cas, uniquement sa capacité à distribuer une richesse équivalente sur le territoire. La richesse produite était la même, mais cette richesse se fixait moins sur place au cours du temps. Pour comprendre ce qui a changé, nous proposons de recenser les nouvelles données des processus de production et de fixation de richesse.

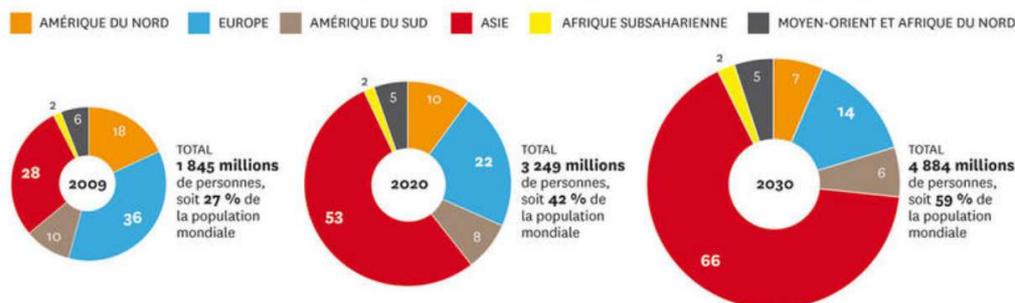
Ce qui a changé sur la production de richesses :

Croissance des marchés : émergence de nouveaux consommateurs à l'international.

En 40 ans de nouveaux marchés de consommateurs sont apparus. Ils ont bénéficié à des secteurs de la région plus qu'à d'autres. Dans certains cas, ces croissances de marchés se sont réalisées au bénéfice des territoires. La même production trouvait de nouveaux acheteurs. La valeur des productions locales a grossi avec l'arrivée de ces nouveaux marchés (Viticulture).

Figure 34 : Répartition des classes moyennes* dans le monde par zone géographique.

Source : Fondapol 2013, OCDE 2010. * Dont le revenu quotidien est compris entre 10 et 100 Dollars par habitant, en PPA.



Délocalisations : Concurrence d'autres territoires dans les CVM.

Avec l'abaissement des barrières douanières, les chaînes de valeur mondiales se sont allongées. Certains pays sont entrés dans le jeu de la concurrence et une partie des établissements de production, notamment industriels (mais pas seulement) ont été délocalisés ou concurrencés par des établissements extérieurs. Une note de la DG trésor estime à environ 13% la part des pertes d'emploi industriel imputables au délocalisations : « L'ouverture aux échanges internationaux influe sur l'emploi via de multiples canaux, qui rendent son impact difficile à évaluer. Deux méthodes ont été mises en œuvre. La première, fondée sur le contenu en emplois des échanges, conduit à attribuer à ces derniers 13 % de la baisse de l'emploi industriel entre 1980 et 2007 ». ⁸

Evolution des consommations : Moins de biens industriels, plus de services.

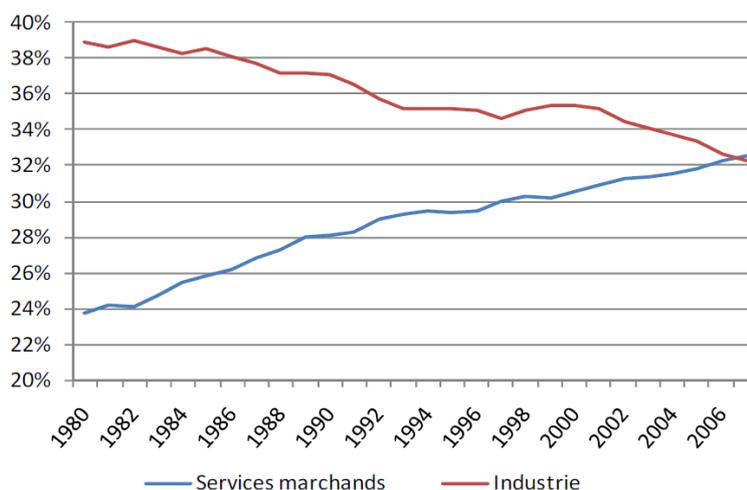
Les habitudes de consommation ont changé. La part du revenu des ménages consacrée à l'achat de biens matériels a baissé au profit d'autres formes de consommations (loisirs, numérique etc...). Certains territoires, bien positionnés dans les CVM sur la production de biens matériels ont directement subi cette mutation des consommations. « Près de 30 % des pertes d'emplois observées dans l'industrie sur la période 1980-2007 seraient imputables à la déformation de la structure de la demande... ». ⁹

⁸ Lilas Demmou. La désindustrialisation en France. DG Trésor du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi (France). Cahiers documents de travail. Numéro 2010/01 – Juin 2010.

⁹ Lilas Demmou. La désindustrialisation en France. DG Trésor du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi (France). Cahiers documents de travail. Numéro 2010/01 – Juin 2010.

Figure 35 : Poids de l'industrie et des services dans la demande intérieure.

Sources : Insee, calculs DG Trésor. Les Cahiers de la DG Trésor – n° 2010-01 – Juin 2010 – p. 20



Mutation de la courbe du sourire : Les fonctions qui captent le plus de VA ont changé.

Conséquence des nouvelles consommations et de délocalisations, les fonctions les plus rémunératrices ont évolué au cours du temps. Les fonctions de production, même si elles gardent le même niveau d'activités, parviennent difficilement à conserver la même part de la VA, aux dépens de fonctions de conception ou d'intermédiation avec les marchés (finances, plateformes numériques) qui s'arrogent une part croissante de la richesse produite¹⁰.

Métropolisation des diplômés : Les profils les plus qualifiés se sont concentrés dans grandes les villes.

Il y a 40 ans, la croissance de la population de cadres était relativement homogène en France, quelle que soit la taille des aires urbaines. Elle est aujourd'hui complètement différenciée, avec une croissance de 2;3% dans les aires urbaines de plus 500 000 habitants mais quasi nulle dans les aires urbaines moyennes.

¹⁰ Sociologie historique du capitalisme. Pierre François, Claire Lemerrier. La découverte 2020.

Figure 36: Croissance annuelle du nombre de cadres (25-64 ans), de 1968 à 2013 (%)

France Stratégie. Dynamique de l'emploi et des métiers : Quelle fracture territoriale ?
Février 2017

	1968-1999	1999-2006	2006-2013
Aire urbaine de Paris	3,9	2,9	1,4
Aires urbaines de plus de 500 000 habitants	4,3	3,7	2,3
Aires urbaines de 200 000 à 500 000 habitants	4,0	2,5	1,2
Aires urbaines de 100 000 à 200 000 habitants	3,9	2,2	0,8
Aires urbaines de moins de 100 000 habitants	3,8	2,0	0,4
Moyennes aires	3,7	2,1	0,2
Petites aires	3,6	2,4	0,5
Communes isolées	3,6	1,9	1,2
Ensemble de la France	4,0	2,9	1,4

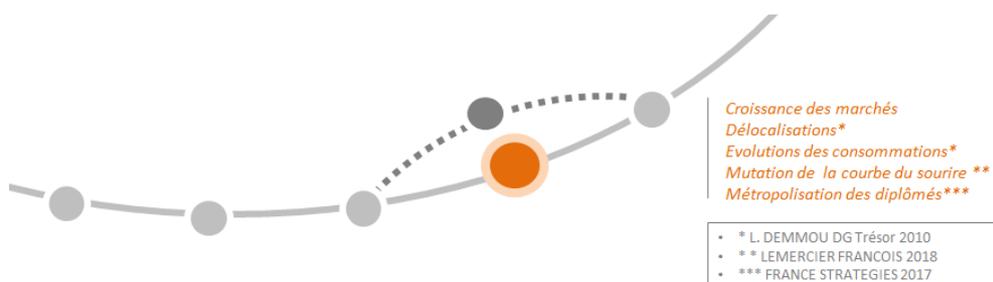
Lecture : apparaissent en orange et bleu les évolutions se démarquant de la moyenne générale de plus de 0,1 point.

Source : France Stratégie, d'après Insee, recensements de population au lieu de travail

En synthèse : en 40 ans, les données de la production de richesse sur un territoire ont changé de façon significative.

Suivant la nature des activités dans un territoire, les mutations de la production de richesse ont affecté la capacité de nombreux territoires à produire plus ou moins de richesses. Les territoires côtiers et métropolitains capables de produire des offres pour les consommations en croissance (tourisme, finances, numérique...) ont plus facilement repositionné leur création de valeur que ceux qui ont hérité des activités qui produisaient des biens industriels mais qui parviennent plus difficilement à faire évoluer leur appareil économique et les profils de main d'œuvre. Les nouvelles données changent plus vite que l'appareil économique d'un territoire.

Figure 37 : Mutations des conditions de production locales de la richesse au cours des 30 à 40 dernières années.



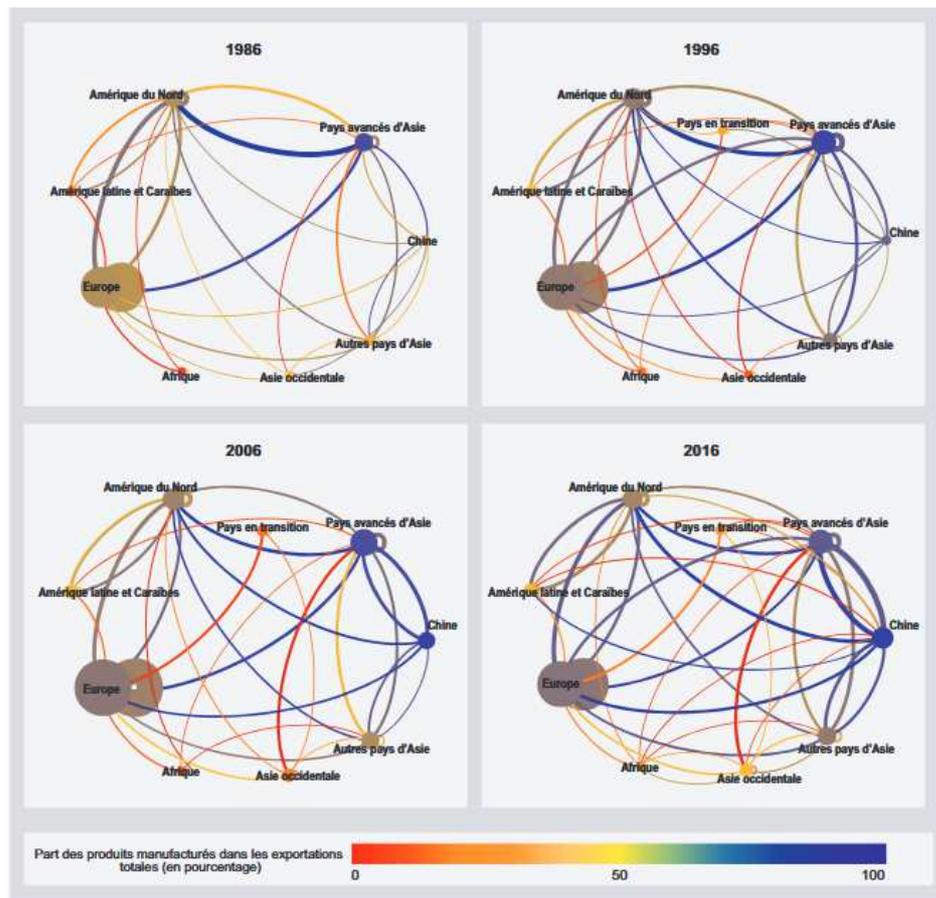
Ce qui a changé sur la fixation de richesses :

Fragmentation des « bassins productifs » : moins d'entraînement local.

Avec l'ouverture des frontières et la réduction des coûts de transport, la proximité des réseaux de sous-traitance héritée de la « tyrannie des transports » s'est distendue. Au cours des 40 dernières années, il était devenu moins nécessaire de disposer d'un réseau de sous-traitance locale autour de ce qu'on appelait un « bassin productif ». La présence d'une activité détermine de moins en moins l'arrivée d'autres activités.

Figure 38 : Réseau mondial d'échange de marchandises.

Source CNUCED. Rapport commerce 2018. Années sélectionnées 1986 - > 2016.



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade des Nations Unies.

Note : La taille des nœuds et la largeur des traits de liaison représentent les flux d'exportation en pourcentage du produit brut mondial. La couleur des nœuds et des traits de liaison reflète la quote-part des matières premières par rapport aux produits manufacturés. Les traits de liaison sont orientés dans le sens des aiguilles d'une montre. Lorsque les exportations d'un nœud donné représentent moins de 5 % de ses exportations totales, les traits de liaison ne sont pas tracés. L'expression « pays avancés d'Asie » désigne l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, Singapour, Hong Kong (Chine) et la province chinoise de Taïwan.

Gains de productivité : autant de richesses produites, mais moins de salariés.

L'emploi étant la première source de fixation de la richesse produite sur le territoire, c'est la capacité à fixer la richesse qui s'est dégradée sans que la quantité de richesse produite localement ne le soit forcément. La note DG Trésor de 2010 citée en référence estime à aux 2/3 aujourd'hui la part des emplois industriels perdus qui sont imputables aux gains de productivité : « *Les forts gains de productivité réalisés dans le secteur industriel joueraient un rôle croissant. Ils seraient à l'origine de près de 30 % des pertes d'emplois sur la période 1980-2007 et de 65 % depuis 2000* »¹¹. Il s'ensuit que la richesse produite se répartit différemment, en s'agrégeant moins sur les fonctions de production. Rapport 2018 de la CNUCED : « *La part des revenus revenant aux travailleurs du secteur manufacturier, qui sont d'excellents représentants de la main d'œuvre peu et moyennement qualifiée, a diminué de 3,7 points de pourcentages dans les pays à revenus élevés (entre 2000° et 2014)* ». p. 57

Figure 39 : Parts de la valeur ajoutée exportée dans les chaînes de valeur mondiales manufacturières, 2000-2014 Source CNUCED. Rapport commerce 2018.

	Revenu élevé		
	2000	2014	Écart
Capital	40,3	42,3	2,0
Travail	59,7	57,7	-2,0
Fonctions du siège	35,2	37,0	1,7
Fabrication	24,5	20,8	-3,7

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la Base de données mondiale des entrées-sorties (2016).

Note : La Base de données mondiale des entrées-sorties (version 2016) est composée de 43 pays plus une catégorie « Reste du monde », qui n'est incluse que dans les chiffres globaux. Le groupe à « revenu élevé » couvre 34 pays, dont les pays en développement à revenu élevé que sont la République de Corée et la province chinoise de Taïwan. Les « autres pays » comprennent deux pays développés (Bulgarie et Roumanie) et six pays en développement et pays en transition (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Mexique et Turquie). Tous les secteurs manufacturiers sont inclus.

Nouvelle division du travail dans l'économie de proximité

Même si on parvient à maintenir le niveau des revenus locaux tirés des chaînes de valeurs mondiales, l'alimentation de l'économie locale via les consommations n'a pas non plus été stable au cours des 40 dernières années. L'économie de proximité qu'on a longtemps considéré comme « abritée » des fluctuations est entrée dans un cycle de division du travail et de gains de productivité assis sur les mêmes déterminants que l'économie industrielle : externalisation de tâches, automatisation etc. (Économie de plateformes, services en ligne, caisses automatiques, délocalisations de fonctions supports...). Ces mutations réduisent, dans certains

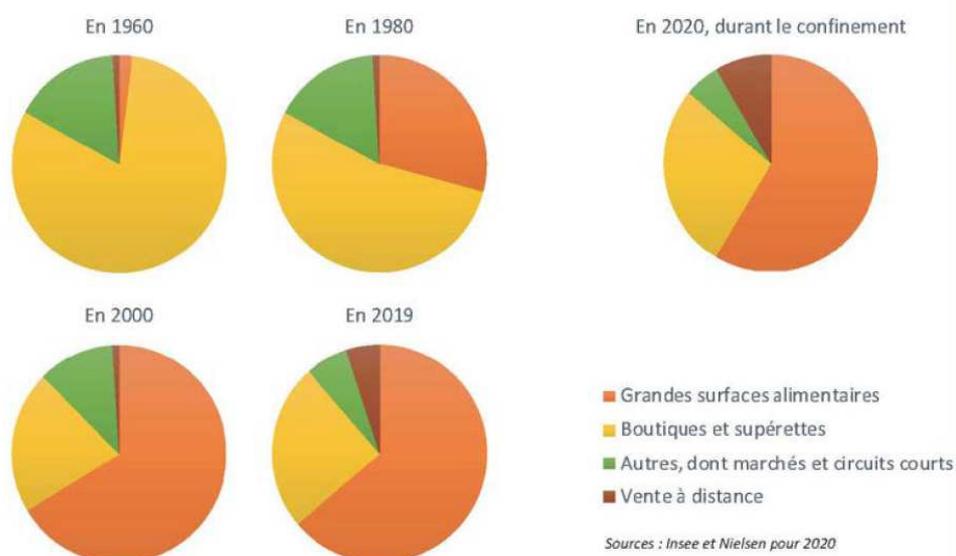
¹¹ Lilas Demmou. La désindustrialisation en France. DG Trésor du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi (France). Cahiers documents de travail. Numéro 2010/01 – Juin 2010. P. 34

territoires plus que d'autres, la capacité à fixer la richesse locale, malgré le maintien des niveaux de revenus et des niveaux de consommation de la population (cf. cahier dédié à l'économie de proximité).

Croissance des franchises dans l'économie de proximité

En 40 ans, la mutation de certains secteurs de l'économie de proximité a été importante. C'est le cas du commerce, mais pas seulement (comptables, services de soins à la personne etc...). Le système de franchises permet de mutualiser des fonctions support (approvisionnements, marketing, comptabilité...) et déterritorialise l'actionnariat des entreprises de l'économie de proximité. Ces deux mutations contribuent à fixer moins de richesses localement.

Figure 40 : Evolution des parts de marché dans le commerce alimentaire, par forme de vente en France. Source Institut pour la ville et le commerce 2020.



Source : Institut pour la Ville et le Commerce -2020

Evolutions des fiscalités locales sur les entreprises

La fiscalité locale est un des canaux de fixation de la richesse produite sur le territoire par les entreprises. Au cours des 40 dernières années, cette fiscalité a été profondément modifiée, en particulier, sur le calcul des bases : « Créée en 1975, (la Taxe Professionnelle) a connu plusieurs réformes. Au tout début, elle comprend une base liée à la valeur locative des immobilisations corporelles et une base liée à la

masse salariale. Cette conception la rapprochait d'une taxe sur les facteurs de production, ce qui introduisait une distorsion par l'élévation du coût d'usage du capital (Simula et Trannoy, 2009). Rapidement contestée (Bouzely,1982), la TP a connu de nombreuses réductions avant sa suppression totale à partir de 2010 (La Banque Postale, 2019). Cette suppression a considérablement fait évoluer la structure des revenus fiscaux pour le bloc communal, avec une part plus importante de leur revenu fiscal reposant sur les contributions des ménages »¹²

Internationalisation des participations.

Dans un système coopératif comme celui du Comté, la rémunération du capital est fixée localement au travers des redistributions de dividendes sur des actionnaires locaux dont la consommation va alimenter un cycle de proximité. La croissance de l'actionnariat international par rapport à des investisseurs locaux et familiaux a peu à peu réduit les flux de richesses qui fixait localement les gains. En outre, d'après les travaux de la CNUCED, la part de la VA distribuée aux actionnaires a augmenté en moyenne : *« L'évolution de la part des revenus des facteurs dans la chaînes de valeur mondiales manufacturières entre 1995 et 2008 a surtout profité aux propriétaires de capital ».* (CNUCED p. 55).

Mais la circulation de flux de revenus équilibre les situations géographiques.

S'il a été souvent plus difficile pour des territoires productifs de fixer la richesse produite, des cycles de redistributions de richesses en provenance de l'extérieur (revenus solidaires, salaires de fonction publique, tourisme, voire navetteurs) ont fonctionné pour permettre aux économies territoriales en difficulté de tenir, thèse défendue par L. DAVEZIES qui a travaillé sur les flux de revenus entre territoires : *« De façon générale, on voit que la contrepartie paradoxale à la concentration géographique de la Valeur Ajoutée (de la croissance) est un étalement du revenu ((du développement), avec une réduction continue depuis des décennies des inégalités inter-territoriales de revenus par habitants »¹³.*

En synthèse : en 40 ans, les règles de la fixation de richesse sur un territoire ont changé de façon significative.

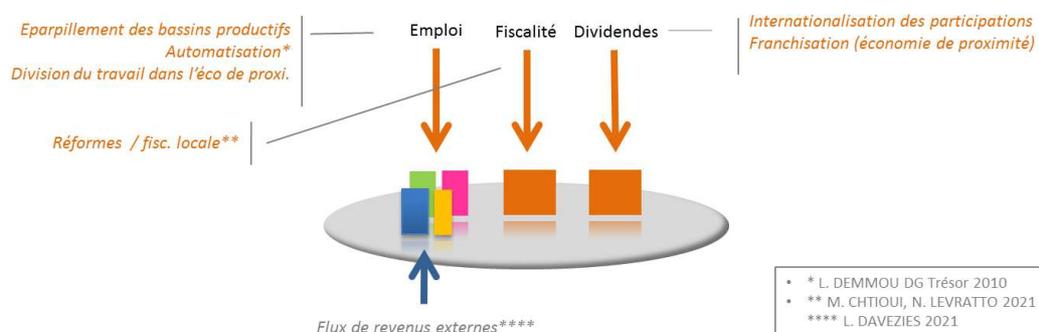
Même si la production de richesse était constante dans un territoire, les conditions de fixation de ces richesses via les canaux habituels comme les salaires, ont

¹² FISCALITÉ LOCALE ET DYNAMIQUE D' EMPLOI DES TERRITOIRES : ANALYSE EMPIRIQUE SUR LES COMMUNES FRANÇAISES Matthieu Chtioui, Nadine Levratto Armand Colin | « Revue d' Économie Régionale & Urbaine » 2021/2 Avril | pages 247 à 283

¹³ Laurent DAVEZIES. L'Etat a toujours soutenu ses territoires. La république des idées. Seuil. 2021.

sensiblement évolué au cours des années passées. Parfois au bénéfice de certains territoires. On peut penser que les plus grandes villes qui ont accueilli les « back offices » de services de proximité en ont davantage profité que d'autres (concentration des effectifs bancaires par exemple). On doit aussi observer avec L. Davezies que ce qui a été perdu en matière de fixation de richesse depuis la base productive du territoire a souvent été compensé par des flux de solidarité ou des mobilités de personnes (retraités, touristes, navetteurs).

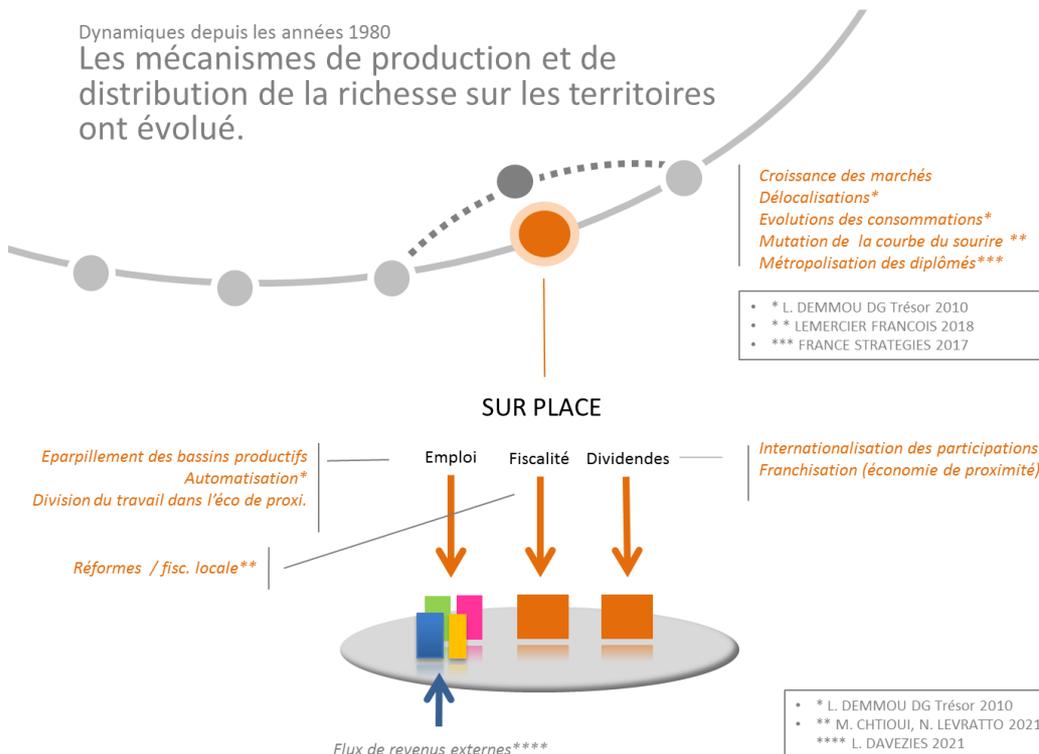
Figure 41 : Mutations des conditions de fixation locales de la richesse au cours des 30 à 40 dernières années.



Conclusion

En quarante ans, les conditions de créations et de fixation des richesses ont changé. Pas toujours au bénéfice des territoires de la région comme l'a montrée le diagnostic territorial. Mais les prochaines années ne sont pas le prolongement des années passées. Pour comprendre les enjeux que devront relever les économies territoriales de la région, que ce soit au stade de production de richesse ou à celui de fixation de la richesse, il faudrait recenser et hiérarchiser les nouvelles donnes du développement dans les années qui viennent.

Figure 42 : Mutations des conditions de création et fixation locales de la richesse au cours des 30 à 40 dernières années.



Quelles seront demain les nouvelles données de la production et de la fixation de la richesse territoriale ?

Les principes fondamentaux restent inchangés jusqu'à preuve du contraire. Demain, il faudra encore produire des richesses qu'on s'échange dans une organisation complexe (chaines de valeur) et une partie de ces richesses seront fixées sur le territoire. En revanche, forme de la production, la Division Internationale du Travail, les marchés accessibles et les conditions de fixation de cette richesse (l'emploi, la fiscalité, la rémunération du capital) ainsi que les flux de richesses extérieurs (touristes, nouveaux résidents) vont évoluer avec le monde. Ce qui s'est passé au cours des dernières années n'est pas l'annonce de ce qui se passera au cours des 30 prochaines années parce que les règles du jeu évoluent et continueront à le faire : risques pandémiques, réchauffement climatique, instabilités géopolitiques vont dicter les nouvelles formes de chaînes de valeur et déterminer les nouvelles conditions de fixation sur le territoire. Ce qui importe aujourd'hui, c'est d'appréhender ces nouvelles données. L'exercice n'a pas pour but de les recenser exhaustivement et de définir avec certitude leur impact sur l'économie des territoires de la région. Il s'agit d'ouvrir la réflexion afin de la conduire dans le cadre de rédaction collégiale du SRDEII dans chaque domaine de spécialisation.

Ce qui peut changer sur le temps 1 (production de la richesse sur le territoire).

Regroupement des CVM

Plusieurs arguments plaident pour le rapprochement géographique des éléments qui constituent une chaîne de valeur, de la conception à la livraison. L'enchérissement des coûts de transport, la sécurisation des approvisionnements en cas de crise sanitaire ou les tensions géopolitiques des grands blocs (Chine en particulier). Cette réduction redonnera du crédit au destin industriel de territoires adaptés à cette fonction¹⁴. Il faudra disposer de foncier et il faudra être bien relié à des flux qui seront rationalisés, chaque kilomètre coûtant davantage qu'avant. Enfin la proximité des principaux lieux de consommation rationalisera les livraisons de produits finis. La position géographique de la région, historiquement connue comme un lieu privilégié du passage des échanges en Europe, constituait moins un avantage comparatif dans une économie globalisée. Cette position peut redevenir un critère déterminant dans les nouvelles données du développement.

¹⁴ France Stratégie (2020), Les Politiques industrielles en France. Évolutions et comparaisons internationales, rapport pour l'Assemblée nationale, novembre, 688 pages. Rapporteur général : Vincent Aussilloux. Rapporteurs : Philippe Frocrain, Mohamed Harfi, Rémi Lallement et Guilhem Tabarly. Contributeurs : Étienne Beeker, Dominique Giorgi et Nicolas Meilhan.

Hybridation industrie – numérique

La carte des nouveaux lieux d'accueil des chaînes de valeur mondiales ne correspondra pas forcément la carte de la désindustrialisation. Les besoins qui ont conditionné l'implantation industrielle (disponibilités de ressources comme le charbon ou de main d'œuvre abondante et faiblement qualifiée) ne seront pas les besoins de l'économie du monde. Pierre VELTZ¹⁵ décrit cette économie qu'il qualifie d'hyper-industrielle comme une hybridation entre des fonctions de production traditionnelles et un très haut degré d'automatisation, intégrant les technologies numériques. L'industrie de demain n'est pas une industrie de main d'œuvre abondante et peu qualifiée, mais une industrie intégrée à des chaînes de valeur dans lesquelles les technologies numériques et ceux qui savent les piloter auront une place prépondérante. Cette problématique questionne la géographie de cette nouvelle économie, contrainte comme l'est l'industrie, mais nécessairement connectée aux lieux de conception et de pilotage des technologies numériques (métropoles).

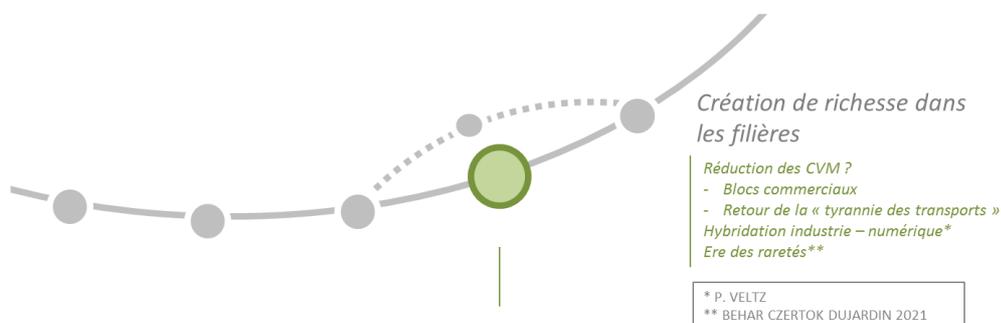
Raréfaction des ressources

« Il faut faire le deuil d'une action publique centrée sur le partage des fruits de la croissance, l'anticipation ou l'adaptation aux crises actuelles appelle à construire le consentement à des raretés »¹⁶ Que signifie produire de la richesse sur un territoire dans un contexte de raretés : raretés de l'énergie, rareté de l'eau, raretés des minerais, rareté des matériaux et rareté du foncier artificialisé. Ce défi, c'est celui de tous les territoires, incluant les voisins. Il impose à la fois de développer les ressources locales mais aussi d'apprendre demain à prioriser leur usage : Le foncier doit-il être consommé indifféremment pour des activités connectées aux chaînes de valeur et pour des services de proximité ? L'énergie consommée localement peut-elle être affectée de façon indifférenciée à des usages productifs créateurs de richesses comme à des usages récréatifs ou commerciaux ? L'ère des raretés imposera aussi de porter un autre regard sur ce qui constitue ressource : les flux de transport qui traversent la région par effet tunnel ne constituent-ils pas demain des ressources de mobilité pour les habitants et les marchandises de la région ?

¹⁵ P. VELTZ. La Société hyper-industrielle, le nouveau capitalisme productif. La république des idées. Seuil. 2017.

¹⁶ D. Béhar, S. Czertok et X. Dujardin. Faire région, Faire France, quand la région planifie. 2021.P 210.

Figure 43 : Mutations possibles des conditions de création de la richesse sur le territoire.



Ce qui peut changer sur le temps 2 (distribution de la richesse sur le territoire).

L'affaiblissement constant de l'emploi non qualifié.

Avec l'automatisation, des fonctions de production pourraient revenir s'implanter en Europe. Mais pour quels emplois ? Laurent Davezies¹⁷ cite les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles la fabrication numérique pourrait éliminer les deux tiers des emplois manufacturiers dans les pays en développement. L'enjeu de la qualification de la main d'œuvre est essentiel pour réussir à la fois la relocalisation industrielle, mais à l'échelle des territoires, l'équilibre territoriale des fonctions de production.

Le télétravail

Il est trop tôt pour apprécier la dimension actuelle du phénomène. Mais il est assez tôt pour réfléchir à ses conséquences. Sur un certain nombre de fonctions, le télétravail peut réduire le nombre de jours de présence nécessaire sur le lieu de travail. Avec l'hyper-industrialisation, il n'est pas exclu que ce phénomène essentiellement tertiaire aujourd'hui n'investisse aussi des emplois industriels ou agricoles demain. On devra prendre en compte trois conséquences possibles :

- L'allongement des navettes domicile – travail au sein d'une même région.
- Le changement de région de certains cadres, en particulier métropolitains, pour des résidences alternées lieux de travail – lieu de vie familiale.
- La concurrence de travailleurs résidents à l'étranger sur des fonctions télétravaillables.

¹⁷ Laurent Davezies. L'Etat a toujours soutenu ses territoires. La république des idées. Seuil. 2021. P. 37.

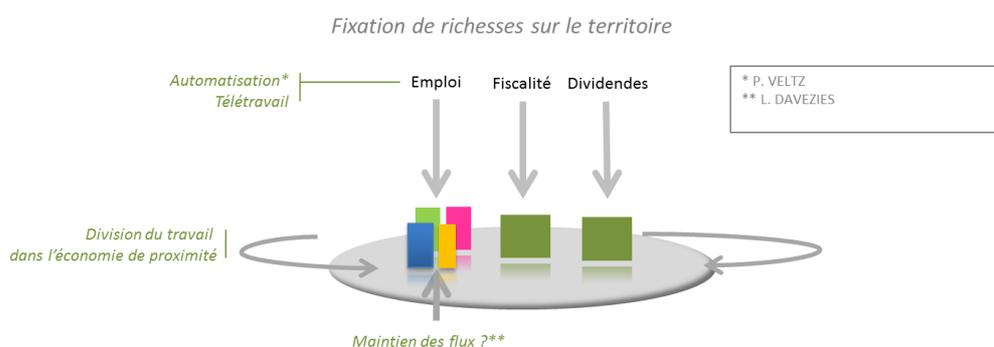
La division du travail dans l'industrie de proximité.

Nous employons volontairement l'expression « d'industrie de proximité » pour signifier l'enjeu dans lequel l'économie de proximité est entrée. Les phénomènes de fragmentation des chaînes de valeur à l'échelle internationale, avec des fonctions supports aux services de proximité qui se concentrent dans quelques agglomérations et parfois à l'étranger ainsi que des transferts de fonctions sur des technologies numériques correspondent à un scénario qu'a traversé l'industrie au cours des 30 dernières années. Si le service reste rendu localement, la chaîne de valeur qui produit ce service est davantage concentrée dans quelques territoires (back office) ou tout simplement automatisée. Maintenir une population sur place avec des revenus constants et une consommation locale équivalente ne produira pas autant de richesse localement si par ailleurs la richesse produite par la consommation locale n'alimente plus le territoire.

Le maintien des transferts secondaires de richesses

L. Davezies l'a montré, l'économie territoriale n'est pas seulement assise sur la production de richesse en lien avec les chaînes de valeur mondiales, mais aussi par la circulation de richesses produites ailleurs, via les retraités, les touristes, les navetteurs et via les circuits de redistribution des crédits publics (emplois de fonctionnaires et revenus des allocations de solidarités). Mais ce constat s'accompagne fatalement d'une question : combien de temps ? Dans un essai plus ancien, il mettait en garde contre la montée d'égoïsme territoriaux qui voudraient voir certaines régions conserver les fruits de la richesse produite aux dépens des circuits de la solidarité¹⁸.

Figure 44 : Mutations possibles des conditions de fixation de la richesse sur le territoire.

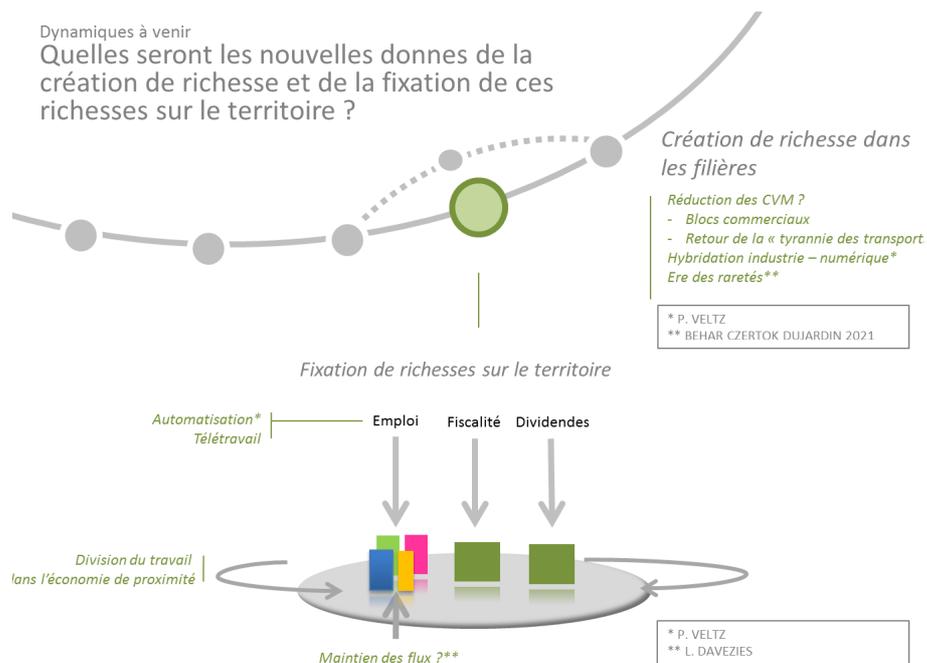


¹⁸ Laurent DAVEZIES. Le nouvel égoïsme territorial. La république des idées. Seuil. 2015.

Conclusion

Les années qui viennent ne ressembleront pas à celle qui sont passées. Le réchauffement climatique, le risque pandémique, les mouvements géopolitiques, les ambitions de relocalisation industrielle, l'organisation d'une économie moins consommatrice de carbone, la raréfaction des ressources ou le surgissement du télétravail vont profondément modifier la géographie des chaînes de valeur dans le monde et ouvrir des perspectives nouvelles en Europe. L'objectif pour les entreprises et particulièrement pour celles qui appartiennent aux secteurs de spécialisation de la région sera alors de se repositionner dans les chaînes de valeur mondiales. Les mutations profondes qui s'avancent constituent des risques économiques pour des secteurs installés mais sont aussi des opportunités de repositionnement, particulièrement dans les secteurs qui ont souffert au cours des trois dernières décennies. Il existe des opportunités pour les territoires résilients qui possèdent des ressources, de l'espace, des qualifications et des axes de communication intensément utilisés. Ces opportunités doivent être travaillées concrètement, dans chaque domaine de spécialisation, à partir d'une compréhension fine de ce que l'avenir signifie en termes de nouveaux défis. C'est pourquoi ce travail ne saurait être complet sans une déclinaison dans chaque secteur de spécialisation de la région et une projection de son fonctionnement dans les nouvelles données du développement économique : quel est l'avenir des secteurs d'avenir ?

Figure 45 : Mutations possibles des conditions de création et de fixation de la richesse sur le territoire.



ANNEXES

Annexe 1 Méthode de détermination des 7 types d'EPCI

EPCI pôle régional : Ce sont les EPCI centre des deux grandes aires urbaines de la région (Dijon et Besançon). Ces aires urbaines se distinguent des autres par le nombre d'habitants, mais aussi par la nature des fonctions de commandement (Préfectures, services de l'Etat, Conseil régional) et de services (hospitalier, universitaires, commerciaux) qu'elles exercent et qui déterminent des différences dans la structure de leur emploi. Enfin, elles apportent une offre de services post-bac sans équivalent dans la région.

EPCI Pôle urbains : Ce sont les EPCI au centre des aires urbaines les plus importantes de la région. En France, selon la définition qu'en donne l'Insee, un pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

EPCI Pôle médian : Ce sont les EPCI des aires urbaines de taille plus modeste dans la région. Les EPCI « pôle Médian » sont ceux dont les Aires Urbaines correspondant à la définition Insee des petits pôles et pôles moyens, c'est-à-dire ceux dont l'Unité Urbaine centre contient moins de 10 000 emplois et qui ne sont pas situés dans la couronne d'un autre pôle.

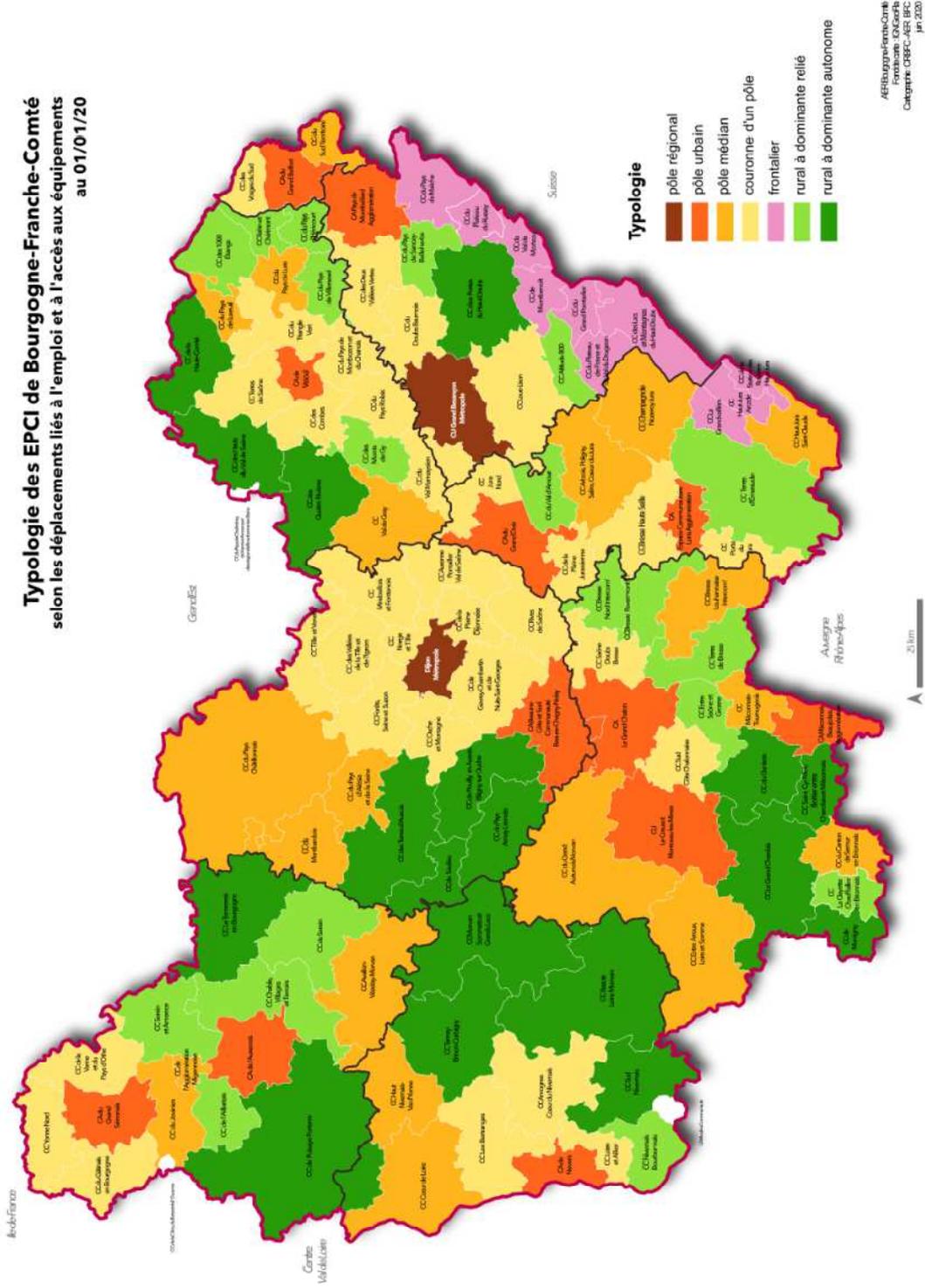
EPCI couronne d'un pôle : Ce sont les EPCI intégrés dans les Aires Urbaines d'un pôle plus important et dont l'activité dépend de ce pôle (navetteurs, services...). Dans le détail, cette catégorie est constituée d'EPCI dans lesquels la majorité de la population vit dans une commune dont une forte part de la population va travailler dans l'EPCI « pôle ».

EPCI Frontalier : Ce sont les EPCI dont les revenus dépendent des navettes effectuées à l'étranger (en Suisse) par la majorité des actifs. Dans le détail, ce sont les EPCI où au moins 20 % des actifs (en emploi) travaillent en Suisse. Delle a été sortie de cette catégorie pour des raisons de continuité géographique de la bande frontalière.

EPCI rural à dominante relié : Est qualifié de « rural » un EPCI dans lequel la plus grande partie de la population vit dans une commune située en dehors d'une aire urbaine (définition Insee 2019). Parmi les EPCI « ruraux », la catégorie « à dominante reliée » regroupe ceux dont plus de 50% des actifs occupant un emploi travaillent à l'extérieur de l'EPCI.

EPCI rural à dominante autonome : Est qualifié de « rural » un EPCI dans lequel la plus grande partie de la population vit dans une commune située en dehors d'une aire urbaine (définition Insee 2019). Parmi les EPCI « ruraux », la catégorie « à dominante autonome » regroupe ceux dont plus de 50% des actifs occupant un emploi travaillent dans l'EPCI.

Typologie des EPCI de Bourgogne-Franche-Comté selon les déplacements liés à l'emploi et à l'accès aux équipements au 01/01/2020



AFRIS Bourgogne-Comté
Projet de territoire
Cartographie CRBFC-AGR BFC
Jan 2020

	EPCI 2019	Populati 2016
Pôle régional	Dijon Métropole	251
Pôle régional	CA du Grand Besançon	193
Pôle urbain	CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny-Nolay	52
Pôle urbain	CA du Grand Dole	54
Pôle urbain	CA Pays de Montbéliard Agglomération	139
Pôle urbain	CA de l'Auxerrois	68
Pôle urbain	CA Grand Belfort	105
Pôle urbain	CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	75
Pôle urbain	CA ECLA (Espace Communautaire Lons Agglomération)	34
Pôle urbain	CA de Nevers	65
Pôle urbain	CA de Vesoul	32
Pôle urbain	CU Le Creusot Montceau-les-Mines	95
Pôle urbain	CA Le Grand Chalon	113
Pôle urbain	CA du Grand Sénonais	58
pôle médian	CC Haut-Jura Saint-Claude	20
pôle médian	CC Val de Gray	20
pôle médian	CC Avallon, Vézelay, Morvan	19
pôle médian	CC Haut Nivernais-Val d'Yonne	11
pôle médian	CC Loire, Vignobles et Nohain	25
pôle médian	CC Champagnole Nozeroy Jura	22
pôle médian	CC Mâconnais - Tournugeois	15
pôle médian	CC Entre Arroux, Loire et Somme	23
pôle médian	CC du Grand Autunois Morvan	36
pôle médian	CC La Clayette Chauffailles en Brionnais	15
pôle médian	CC Bresse Louhannaise Intercom'	28
pôle médian	CC Arbois, Poligny, Salins, Coeur du Jura	22
pôle médian	CC du Pays Châtillonnais	20
pôle médian	CC du Pays d'Alésia et de la Seine	7
pôle médian	CC du Montbardois	10
pôle médian	CC du Pays de Lure	19
pôle médian	CC du Pays de Luxeuil	15
pôle médian	CC de l'Agglomération Migennoise	15
pôle médian	CC du Jovinien	21
pôle médian	CC du Sud Territoire	23
Couronne d'un pôle	CC de la Plaine Dijonnaise	22
Couronne d'un pôle	CC Ouche et Montagne	10
Couronne d'un pôle	CC Forêts, Seine et Suzon	6
Couronne d'un pôle	CC Saône Doubs Bresse	12

Couronne d'un pôle	CC du Pays de Montbozon et du Chanois	6559
Couronne d'un pôle	CC du Triangle Vert	11048
Couronne d'un pôle	CC Terres de Saône	13343
Couronne d'un pôle	CC du Val Marnaysien	14190
Couronne d'un pôle	CC Amognes Coeur du Nivernais	8687
Couronne d'un pôle	CC Loue-Lison	25268
Couronne d'un pôle	CC Les Bertranges	19963
Couronne d'un pôle	CC des Deux Vallées Vertes	16386
Couronne d'un pôle	CC des Vosges du Sud	15438
Couronne d'un pôle	CC Norge et Tille	15790
Couronne d'un pôle	CC Bresse Haute Seille	19102
Couronne d'un pôle	CC de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges	29798
Couronne d'un pôle	CC Auxonne Pontallier Val de Saône	23406
Couronne d'un pôle	CC Tille et Venelle	4980
Couronne d'un pôle	CC Porte du Jura	10566
Couronne d'un pôle	CC Mirebellois et Fontenois	12617
Couronne d'un pôle	CC des Vallées de la Tille et de l'Ignon	13519
Couronne d'un pôle	CC Rives de Saône	20705
Couronne d'un pôle	CC du Doubs Baumois	16074
Couronne d'un pôle	CC Jura Nord	11582
Couronne d'un pôle	CC de la Plaine Jurassienne	9274
Couronne d'un pôle	CC Loire et Allier	7194
Couronne d'un pôle	CC des Combes	7663
Couronne d'un pôle	CC du Pays Riolois	12524
Couronne d'un pôle	CC Sud Côte Chalonnaise	11479
Couronne d'un pôle	CC de la Vanne et du Pays d'Othe	8722
Couronne d'un pôle	CC du Gâtinais en Bourgogne	17453
Couronne d'un pôle	CC Yonne Nord	24568
Frontalier	CC du Pays de Maïche	18686
Frontalier	CC des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs	15721
Frontalier	CC de Montbenoît	7586
Frontalier	CC du Grand Pontarlier	26976
Frontalier	CC du Val de Morteau	20463
Frontalier	CC du Plateau de Russey	6478
Frontalier	CC du Plateau de Frasne et du Val de Drugeon (Cfd)	5949
Frontalier	CC du Haut-Jura (Arcade)	9400
Frontalier	CC La Grandvallièrè	5365
Frontalier	CC de la Station des Rousses-Haut Jura	7030
Rural à dominante autonome	CC Le Grand Charolais	37665
Rural à dominante autonome	CC de Puisaye-Forterre	36457
Rural à dominante autonome	CC des Portes du Haut-Doubs	25869

Rural à dominante autonome	CC Sud Nivernais	21
Rural à dominante autonome	CC de la Haute Comté	18
Rural à dominante autonome	CC Le Tonnerrois en Bourgogne	16
Rural à dominante autonome	CC des Terres d'Auxois	15
Rural à dominante autonome	CC Bazois Loire Morvan	15
Rural à dominante autonome	CC du Clunisois	13
Rural à dominante autonome	CC Morvan Sommets et Grands Lacs	12
Rural à dominante autonome	CC Tannay-Brinon-Corbigny	9
Rural à dominante autonome	CC des Quatre Rivières	9
Rural à dominante autonome	CC des Hauts du Val de Saône	8
Rural à dominante autonome	CC de Pouilly-en-Auxois/Bligny-sur-Ouche	8
Rural à dominante autonome	CC Saint Cyr Mère Boitier entre Charolais et Mâconnais	7
Rural à dominante autonome	CC du Pays Arnay Liernais	7
Rural à dominante autonome	CC de Marcigny	6
Rural à dominante autonome	CC de Saulieu	5
Rural à dominante relié	CC Serein et Armanche	24
Rural à dominante relié	CC Terres de Bresse	22
Rural à dominante relié	CC du Pays d'Héricourt	21
Rural à dominante relié	CC Chablis Villages et Terroirs	15
Rural à dominante relié	CC Rahin et Chérimont	11
Rural à dominante relié	CC Entre Saône et Grosne	11
Rural à dominante relié	CC de l'Aillantais	10
Rural à dominante relié	CC Bresse Revermont 71	9
Rural à dominante relié	CC du Val d'Amour	9
Rural à dominante relié	CC des 1000 Étangs	8
Rural à dominante relié	CC du Pays de Villersexel	7
Rural à dominante relié	CC du Serein	7
Rural à dominante relié	CC Jura Sud	6
Rural à dominante relié	CC Petite Montagne	6
Rural à dominante relié	CC Bresse Nord Intercom'	6
Rural à dominante relié	CC Altitude 800	6
Rural à dominante relié	CC des Monts de Gy	6
Rural à dominante relié	CC de la Région d'Orgelet	5
Rural à dominante relié	CC du Pays des Lacs	5
Rural à dominante relié	CC du Nivernais Bourbonnais	5
Rural à dominante relié	CC du Pays de Sancey-Belleherbe	5
Rural à dominante relié	CC du Canton de Semur-en-Brionnais	5

Annexe 2 : Méthode de détermination des emplois G1, G2, G4 et G4. (Insee 2020)

Analyse de la distribution de l'emploi en NAF700 par zone d'emploi

Les travaux de Frocrain & Giraud sur la question des emplois abrités et exposés, constituent le point de départ de cette étude. La nomenclature qu'ils proposent, basée sur les regroupements de la nomenclature d'activité 2008, a pour objectif de dépasser l'idée largement répandue que les activités exposées à la concurrence étrangère correspondent aux secteurs primaires et secondaires, supposant implicitement que les services sont non-échangeables.

D'après leurs travaux, le **secteur exposé** correspond aux activités de biens et de services pouvant être produits dans un pays/territoire et consommées dans un autre. Dans le cas particulier du tourisme, ce sont les consommateurs étrangers qui se déplacent. Ainsi les emplois du secteur exposé sont en concurrence avec des emplois situés dans d'autres pays. Ces emplois tendent à se concentrer géographiquement afin de profiter d'économies d'échelle, de l'accès aux infrastructures de transport ou à certaines matières premières. À l'inverse, le **secteur abrité** produit pour satisfaire exclusivement la demande intérieure/locale. Les emplois de ce secteur ne sont en concurrence qu'avec des emplois implantés dans le même pays, voire dans la même ville. Ces activités sont spatialement beaucoup plus dispersées que les activités exposées, puisqu'elles servent à des clients locaux. Elles ont tendance à suivre la répartition de la population et des revenus.

Pour mesurer la propension qu'à une activité à se disperser ou à se concentrer sur certains territoires, l'**indice de Gini** est l'indicateur adapté.

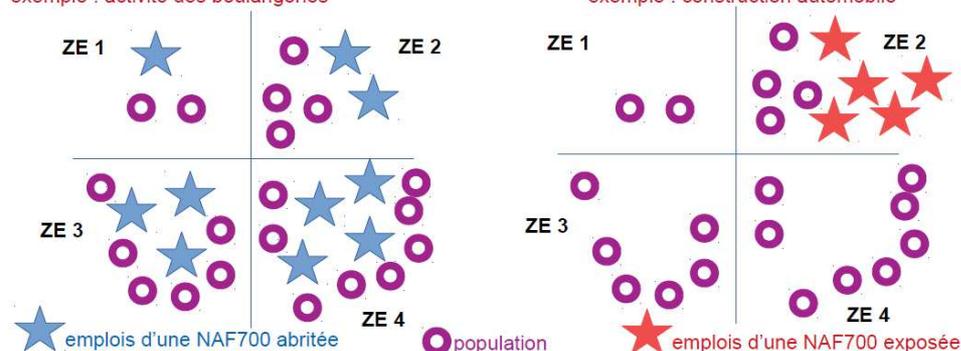
Les travaux de Frocrain et Giraud ont permis de mesurer la répartition des emplois au niveau des divisions de la NAF (88 postes) (données du recensement de la population 2012) en fonction de la demande adressée (données de la comptabilité nationale – RP – Filosofi). Elle a permis de produire la nomenclature des activités exposées et abritées en annexe 1. La difficulté de cette méthode pour le niveau régional, notamment quand on observe l'activité des intercommunalités, est que la NAF88 paraît encore trop agrégée. Certaines classes sont affectées à tort dans la même catégorie que leur division ce qui pose problème quand on analyse de petits territoires, avec peu d'emplois. On pourra citer l'exemple classique des boulangeries, classées comme « exposées à la concurrence » car il s'agit d'une activité de la division « 10. Fabrication de produits alimentaires » qui est globalement une activité exposée.

La méthode proposée ci-dessous a pour objectif de fournir une nomenclature des emplois exposés/abrités basée sur un niveau plus fin de la NAF. Les calculs réalisés par Frocrain et Giraud n'ont pas pu être reproduits à l'identique car les données de la comptabilité nationale ne sont pas disponibles à un niveau plus détaillé qu'à 88 postes. De ce fait, le calcul de l'indice de Gini a été ici simplifié, et réduit à l'estimation de la répartition des emplois simplement par rapport à la population. Par rapport à l'approche de Frocrain et Giraud, il ne prend plus compte l'hétérogénéité spatiale de la consommation des entreprises, mais seulement celle des ménages. Pour chaque sous-classe de la NAF (732 postes), la répartition des emplois correspondants a donc été étudiée selon la population des ZE.

Lien entre répartition spatiale des emplois et de la population, indice de Gini, emplois exposés et abrités

Gini proche de zéro, l'activité est abritée
exemple : activité des boulangeries

Gini proche de 1, l'activité est exposée
exemple : construction automobile



Ce calcul permet de mesurer très simplement le lien qu'à une activité avec la population locale. Il permet de déterminer les activités qui sont complètement dépendantes de la présence d'habitants. Inversement, il permet de repérer les activités qui se développent indépendamment de la démographie, donc liées à d'autres facteurs, purement logistiques et économiques.

Répartition des activités de la NAF700 en 4 classes

Les indices de Gini obtenus pour les 732 sous-classes de la NAF ont été répartis en 4 groupes tenant compte de la distribution des valeurs (méthode de découpage en classe selon Jenks et kmeans convergentes).

Le 1er groupe réunit les activités dont le Gini est faible (inférieur à 0,34), ce qui signifie que pour ces activités, la répartition de l'emploi est très proche de celle de la population. On peut considérer que ce groupe réunit des activités totalement « abritées ». Elles représentent près de 650 000 emplois en Bourgogne-Franche-Comté, avec en tête au niveau NAF732, les emplois de fonction publique générale, l'enseignement primaire et secondaire, les hypermarchés et supermarchés, la restauration traditionnelle, l'action sociale, les salons de coiffures, les boulangeries.

Ce 1er groupe concentre les activités destinées à satisfaire exclusivement les consommateurs locaux. L'évolution des emplois appartenant à cette catégorie est un bon baromètre pour juger des retombées économiques liées à la consommation de la population dans un territoire.

Le 2e groupe réunit des activités qui sont encore souvent liée à la présence de population, donc davantage abritée qu'exposées, mais correspondent à des activités plus « rares » pour certains territoires. On peut citer l'enseignement supérieur, les cabinets d'architecture, les transports ferroviaires, l'hôtellerie. Dans cette classe, apparaissent deux types d'activités de l'industrie manufacturière, celles liées à la fabrication de produits métalliques hors machines et équipements et à l'imprimerie. Cette classe regroupe 200 000 emplois en Bourgogne-Franche-Comté.

Ce deuxième groupe est le plus difficile à analyser. Il regroupe davantage des emplois liés à un certain niveau de service pour sa population et pour les populations environnantes. Il sera davantage présent dans les grandes intercommunalités. Il correspond à des emplois abrités « rares ». Il peut difficilement être assimilés à un groupe d'emplois exposés.

Le 3e groupe réunit des activités davantage exposées, peu liées à la présence de la population. La plupart des activités agricoles entrent dans cette catégorie, notamment l'élevage de bovins, la culture céréalière. La moitié des activités de l'industrie manufacturière sont présentes dans cette classe, notamment les équipementiers de l'automobile et l'industrie pharmaceutique. Le commerce de gros y est présent. Pour l'administration, les services de la défense font également partie de cette classe.

Le 4e groupe concentre les activités les moins liées à la présence de la population, donc les plus exposées. Les deux plus grandes activités en Bourgogne-Franche-Comté de cette catégorie sont la construction de véhicule automobile et la culture de la vigne. On trouve aussi la sidérurgie, l'horlogerie et plusieurs activités des IIA.

Les 3e et 4e groupe correspondent clairement à des emplois exposés, à différents degrés de concentration sur le territoire.

Répartition des emplois au lieu de travail en Bourgogne-Franche-Comté en 2016, selon leur lien à la population et l'activité

A10	Libellé A10	1. Liée à la population ++	2. Liée à la population +	3. Liée à la population -	4. Liée à la population --	Total Résultat
A	Agriculture, sylviculture et pêche	0%	1%	24%	15%	46 200
BE	Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2%	16%	49%	83%	179 000
F	Construction	9%	5%	0%	0%	67 800
G	Commerce, réparation d'automobile et motocycles	15%	16%	6%	0%	137 300
H	Transports et entreposage	4%	11%	1%	1%	51 100
I	Hébergement et restauration	4%	6%	0%	0%	36 400
J	Information et communication	0%	3%	4%	0%	12 300
K	Activités financières et d'assurance	1%	9%	1%	0%	25 000
L	Activités immobilières	1%	1%	0%	0%	11 100
MN	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	9%	16%	5%	0%	96 700
OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	51%	9%	8%	0%	362 900
RU	Autres activités de services	5%	8%	1%	0%	49 400
	Total	650 700	208 300	140 100	76 400	1 075 400

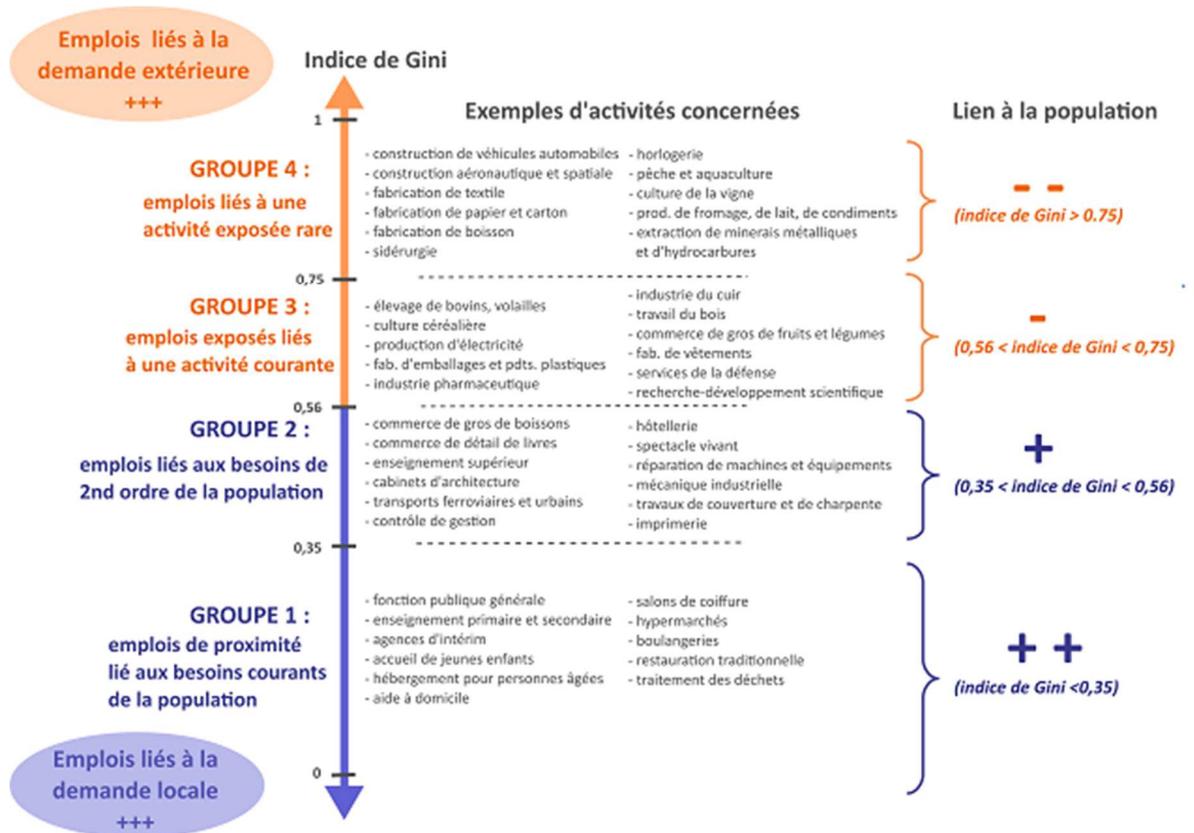
Source : Insee, recensement de la population 2016

En résumé :

Les travaux de Frocrain & Giraud ([pour en savoir plus](#)) sur la question des emplois abrités et exposés, constituent le point de départ de cette étude. D'après leurs études, le secteur exposé correspond aux activités de biens et de services pouvant être produits dans un pays ou territoire et consommés dans un autre. Ainsi les emplois du secteur exposé sont en concurrence avec des emplois situés dans d'autres territoires. Ces emplois tendent à se concentrer géographiquement afin de profiter d'économies d'échelle, de l'accès aux infrastructures de transport ou à certaines matières premières. À l'inverse, le secteur abrité produit pour satisfaire exclusivement la demande intérieure et locale. Les emplois de ce secteur ne sont en concurrence qu'avec des emplois implantés dans la même zone. Ces activités sont spatialement beaucoup plus dispersées que les activités exposées, puisqu'elles servent à des clients locaux. Elles ont tendance à suivre la répartition de la population et des revenus. Les travaux des deux chercheurs se sont notamment appuyés sur les données du recensement de la population pour estimer l'emploi et de la comptabilité nationale pour estimer la demande adressée aux ménages et aux entreprises. Ces dernières ne sont disponibles qu'à un niveau agrégé de la Nomenclature d'Activité Française (NAF rév. 2) en 88 postes.

La présente étude a pour objectif de mesurer le lien entre la répartition de l'emploi et la répartition de la population à un niveau plus détaillé de la NAF. Les données du recensement de la population ont ainsi été utilisées pour disposer de l'emploi selon les 732 postes de la NAF. Les répartitions des emplois et de la population par zone d'emploi ont été comparées à l'aide d'un indice de Gini pour ces 732 activités. Ce calcul permet in fine de mesurer simplement la dépendance d'une activité à la présence de la population locale. Ce lien est représenté par un indice compris entre 0 et 1. Plus l'indice est proche de 0, plus la répartition de l'emploi correspond à celle de la population sur le territoire, synonyme que l'emploi dépend essentiellement de la demande locale. À l'inverse, un indice proche de 1 signifie que la répartition de l'emploi ne dépend pas de la répartition de la population, donc dépend davantage de la demande extérieure. Les indices de Gini ainsi obtenus pour les 732 sous-classes ont été hiérarchisés et répartis en 4 groupes d'emplois ([figure encadré](#)), du groupe ayant les indices les plus faibles, à ceux ayant les indices les plus élevés. Les groupes se distinguent ainsi les uns des autres par leur lien avec la demande locale ou la demande extérieure.

Les activités de la NAF peuvent être réparties en 4 groupes selon leur lien avec la demande locale



Source : Insee, RP 2016 (enquêtes annuelles de recensement de la population de 2014 à 2018)

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G1
(Economie de grande proximité)

Agriculture, sylviculture et pêche

0119Z Autres cultures non permanentes

0149Z Élevage d'autres animaux

Industries extractives

0812Z Exploit. gravière & sabl., extr. argile

Industries alimentaires

1071C Boulangerie et boulangerie-pâtisserie

Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution

3600Z Captage, traitement & distribution d'eau

3700Z Collecte et traitement des eaux usées

3811Z Collecte des déchets non dangereux

3832Z Récupération de déchets triés

Construction

4120A Construction de maisons individuelles

4120B Construction d'autres bâtiments

4211Z Construction de routes et autoroutes

4312A Travaux de terrassement courants

4321A Travaux instal. électriq. ds tous locaux

4322A Travaux instal. eau & gaz en tous locaux

4322B Travaux instal. éqipt thermique & clim.

4331Z Travaux de plâtrerie

4332A Travaux de menuiserie bois et PVC

4332B Travaux menuiserie métal. & serrurerie

4333Z Travaux revêtement des sols et des murs

4334Z Travaux de peinture et vitrerie

4339Z Autres travaux de finition

4399C Trav. maçon. gle & gros oeuvre bâtiment

4399D Aut. travaux spécialisés de construction

Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

4511Z Comm. de voiture & véhicule auto. léger

4520A Entretien & répar. véhicule auto. léger

4531Z Commerce de gros d'équipement automobile

4532Z Commerce de détail équipement automobile

4540Z Commerce et réparation de motocycles

4619B Autre interm. commerce en prods divers

4673A Com. gros bois & matériaux construction

4673B Cg appareil sanitaire & prod. décoration

4711B Commerce d'alimentation générale

Hébergement et restauration

5610A Restauration traditionnelle

5610C Restauration de type rapide

5621Z Services des traiteurs

5630Z Débits de boissons

Activités financières et d'assurance

6619A Support juridiq. gest. patrimoine mobil.

6622Z Act. des agents & courtiers d'assurances

Activités immobilières

6820A Location de logements

6820B Location terrain & autre bien immobilier

6831Z Agences immobilières

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

6910Z Activités juridiques

6920Z Activités comptables

7112A Activité des géomètres

7120A Contrôle technique automobile

7500Z Activités vétérinaires

Activités de services administratifs et de soutien

7732Z Loc. & loc.-bail mach. & éqpt pr constr.

7820Z Activ. des agences de travail temporaire

8121Z Nettoyage courant des bâtiments

8122Z Aut. act. nettoyage bâtim. & nett. ind.

8130Z Services d'aménagement paysager

8219Z Photocopie & aut. act. spé. sout. bureau

Administration publique

8411Z Administration publique générale

8412Z A. p. santé form. cult. & soc. (sf sécu)

8413Z Adm. publique des activités économiques

8424Z Activités d'ordre public et de sécurité

8425Z Services du feu et de secours

8430A Activités générales de sécurité sociale

Enseignement

8510Z Enseignement pré-primaire

8520Z Enseignement primaire

8531Z Enseignement secondaire général

8532Z Enseignemt secondaire techn. ou profess.

8552Z Enseignement culturel

4711C	Supérettes	8553Z	Enseignement de la conduite
4711D	Supermarchés	8559A	Formation continue d'adultes
4711F	Hypermarchés	8559B	Autres enseignements
4719B	Autres comm. détail en magasin non spéc.	Santé humaine et action sociale	
4722Z	Com. dét. viande & prdt avec viande (ms)	8610Z	Activités hospitalières
4724Z	Comm. dét. pain pâtiss. & confiser. (ms)	8621Z	Activité des médecins généralistes
4726Z	Comm. dét. produit à base de tabac (ms)	8622A	Act. radiodiagnostic et de radiothérapie
4729Z	Aut. com. détail alim. en mag. spéciali.	8622C	Autre activité des médecins spécialistes
4730Z	Comm. détail carburant en mag. spéciali.	8623Z	Pratique dentaire
4751Z	Com. dét. textiles en magasin spécialisé	8690A	Ambulances
4752A	Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.<400m2)	8690B	Laboratoires d'analyses médicales
4752B	Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.>400m2)	8690D	Act. des infirmiers et des sages-femmes
4754Z	Comm. dét. appareil électroménager (ms)	8690E	Act. rééduc. appareillag. & pédic.-podo.
4759A	Commerce de détail de meubles	8690F	Activités de santé humaine nca.
4759B	Comm. détail autres équipements du foyer	8710A	Hébergmt médicalisé pour personnes âgées
4764Z	Com. dét. articles de sport en mag. spé.	8710B	Hébergmt médicalisé pr enfants handicapés
4765Z	Com. dét. jeux & jouets en mag. spécial.	8720A	Hébrgt soc. hand. mental & malade mental
4771Z	Com. dét. habillement en mag. spécialisé	8730A	Hébergement social pour personnes âgées
4772A	Commerce de détail de la chaussure	8790A	Hébergmt social pr enfants en difficulté
4773Z	Comm. dét. produits pharmaceutiques (ms)	8790B	Hébrgt soc. adult., famille en difficulté
4774Z	Com. dét. art. médicaux & orthopéd. (ms)	8810A	Aide à domicile
4775Z	Com. dét. parfumerie & prodt beauté (ms)	8810C	Aide par le travail
4776Z	Com. dét. fleur plante anim. cie + alim.	8891A	Accueil de jeunes enfants
4777Z	Com. dét. art. horlogerie & bijout. (ms)	8899B	Action sociale sans hébergement n.c.a.
4778A	Commerces de détail d'optique	Arts, spectacles et activités récréatives	
4778C	Autre commerce détail spécialisé divers	9311Z	Gestion d'installations sportives
4781Z	Cd alimentaire sur éventaire & marché	9312Z	Activités de clubs de sports
4789Z	Aut. com. dét. sur éventaires & marchés	9329Z	Autres activités récréative & de loisirs
4799A	Vente à domicile	Autres activités de services	
4799B	Vente par automate, aut. cd hors magasin	9499Z	Aut. org. fonctionnant par adhé. volont.
Transports et entreposage		9511Z	Répar. ordinateur & équipt périphérique
4939A	Transport routier régulier de voyageurs	9529Z	Répar. aut. biens personnel & domestique
4941A	Transports routiers de fret interurbains	9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail
4941B	Transports routiers de fret de proximité	9602A	Coiffure
5310Z	Activ. poste (obligation sce universel)	9602B	Soins de beauté
		9603Z	Services funéraires
		9609Z	Autres services personnels n.c.a.
		Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	
		9700Z	Act. ménage: empl. de person. domestique

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G2
(Economie de proximité de dimension régionale)

Source Insee BFC INA 70 . Octobre 2020.

Agriculture, sylviculture et pêche

0119Z Autres cultures non permanentes
0149Z Élevage d'autres animaux

Industries extractives

0812Z Exploit. gravière & sabl., extr. argile

Industrie manufacturière

1013B Charcuterie
1071B Cuisson de produits de boulangerie
1071D Pâtisserie
1812Z Autre imprimerie (labeur)
1813Z Activités de pré-presses
Fab. élément en béton pour la construct.
2361Z
2363Z Fabrication de béton prêt à l'emploi
2370Z Taille, façonnage & finissage de pierres
2511Z Fab. structure métal. & partie structure
2512Z Fabric. de portes et fenêtres en métal
2561Z Traitement et revêtement des métaux
2562B Mécanique industrielle
Fab. aut. meub. & ind. connexe ameublmnt
3109B
3213Z Fab. art. bijout. fantaisie & similaire
Fab. matériel médico-chirurg. & dentaire
3250A Répar. machine & équipement mécaniques
3312Z
3314Z Réparation d'équipements électriques
3320A Instal. struct. métal., chaudr. & tuyau.
Instal. machines & équipement mécanique
3320B
3320C Instal. éqpts ctrlr des processus indus.
3320D Inst. éqpt élec. électro. optiq. ou aut.

Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

3513Z Distribution d'électricité
3522Z Distrib. combustible gazeux pr conduites
3530Z Prod. & distrib. vapeur et air condit.

Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution

3821Z Traitmnt & élimin. déchets non dangereux

Transports et entreposage

4910Z Transport ferrov. interurbain voyageur
4931Z Transport urbain & suburbain de voyageur
4932Z Transports de voyageurs par taxis
4939B Autres transports routiers de voyageurs
4941C Location de camions avec chauffeur
4942Z Services de déménagement
5210B Entreposage et stockage non frigorifique
5221Z Sces auxiliaires de transport terrestre
5229A Messagerie, fret express
5229B Affrètement & organisation des transp.

Hébergement et restauration

5510Z Hôtels et hébergement similaire
5520Z Hébergnt tourist. & aut. hbt courte durée
5590Z Autres hébergements
5610B Cafétérias et autres libres-services
5629A Restauration collective sous contrat
5629B Autres services de restauration n.c.a.

Information et communication

5813Z Édition de journaux
5914Z Projection de films cinématographiques
6110Z Télécommunications filaires
6201Z Programmation informatique
6311Z Traitt donnée, hébergnt & activ. connexe

Activités financières et d'assurance

6419Z Autres intermédiations monétaires
6420Z Activités des sociétés holding
6512Z Autres assurances
6619B Aut. aux. sce financ. hs ass. retr. nca.
6621Z Évaluation des risques et dommages

Activités immobilières

6810Z Activité marchands de biens immobiliers
6832A Administrat. immeuble & autre bien immo.

Construction

4110A	Promotion immobilière de logements
4221Z	Construction de réseaux pour fluides
4222Z	Const. réseaux électriq. & de télécom.
4299Z	Constr. aut. ouvrage de génie civil nca.
4311Z	Travaux de démolition
4312B	Travaux de terrassement spécialisés
4329A	Travaux d'isolation
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a.
4332C	Agencement de lieux de vente
4391A	Travaux de charpente
4391B	Travaux de couverture par éléments
4399A	Travaux d'étanchéification
4399B	Travaux montage de structure métallique

Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

	Commerce d'autres véhicules automobiles
4519Z	automobiles
4520B	Entretien & répar. autre véhicule auto. Interm. comm. bois & matériaux construc.
4613Z	construc.
4618Z	Int. spécialis. comm. aut. prod. spécif.
4634Z	Commerce de gros de boissons
4638B	Comm. gros alimentaire spécialisé divers
4639B	Comm de gros alimentaire non spécialisé
4643Z	Commerce de gros appareil électroménager
4644Z	Com. gros vaisselle verrerie prod. entr.
4646Z	Comm. gros de produits pharmaceutiques
4649Z	Commerce gros d'autres biens domestiques
4651Z	Comm. gros ordi. éqpt périph. & logiciel
4661Z	Commerce de gros de matériel agricole
4663Z	Com. gros machine pr extrac., constr. GC
4666Z	Com. gros autre machine & éqpt bureau
4669A	Commerce de gros de matériel électrique
4669B	Com. gros fourniture & éqpt ind. div.
4669C	Cg fourniture & éqpt div. pr com. & sces
4671Z	Com. gros combustible & produits annexes
4672Z	Commerce de gros de minerais et métaux
4674A	Commerce de gros de quincaillerie
4674B	Cg fourniture pour plomberie &

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

7010Z	Activités des sièges sociaux
7022Z	Conseil pr affaire & aut. cons. gestion
7111Z	Activités d'architecture
7112B	Ingénierie, études techniques
7120B	Analyses, essais & inspection technique
7311Z	Activités des agences de publicité
7312Z	Régie publicitaire de médias
7410Z	Activités spécialisées de design
7420Z	Activités photographiques
7430Z	Traduction et interprétation
7490A	Activ des économistes de la construction
7490B	Act. spéc. scientif. & techniq. diverses

Activités de services administratifs et de soutien

7711A	Loc. courte durée voit. & v. auto. léger
7712Z	Location et location-bail de camions
7729Z	Loc. & loc.-bail aut. bien perso. & dom.
7739Z	Loc. & loc.-bail mach., éqpt & bien div.
7830Z	Aut. mise à dispo. de ressource humaine
7911Z	Activités des agences de voyage
7990Z	Autre serv. réservation & activ. connexe
8010Z	Activités de sécurité privée
8020Z	Activités liées aux systèmes de sécurité
8129A	Désinfection désinsectisatn dératisation
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.
8211Z	Services admin. combinés de bureau
8230Z	Organisation salon profession. & congrès
8299Z	Autre activité de soutien aux entr. nca.

Administration publique

8423Z	Justice
8430C	Distribution sociale de revenus

Enseignement

8542Z	Enseignement supérieur
8551Z	Enseigmnt discipl. sport. & act. loisir.

Santé humaine et action sociale

8622B	Activités chirurgicales
8690C	Centres de collecte et banques d'organes

	chauffage		
4675Z	Commerce de gros de produits chimiques	8710C	Hébrgt médic. adul. hand. & aut. ht méd.
4676Z	Commerce gros d'aut. prod. intermédiaire	8810B	Accueil ss hbgt adult. hand., pers. âgée
4690Z	Commerce de gros non spécialisé	8891B	Accueil sans hébergt d'enfant handicap
4711A	Commerce de détail de produits surgelés	8899A	Aut. accueil sans hébrgt enfants & ado.
4721Z	Com. détail fruit & légume en mag. spéc.	9001Z	Arts du spectacle vivant
4723Z	Comm. détail poisson crustacé etc. (ms)	9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant
4725Z	Com. détail boisson en magasin spéciali.	9003A	Création artistique (arts plastiques)
4741Z	Com. dét ordi. un. périph. & logicl (ms)	9003B	Autre création artistique
4742Z	Comm. dét. matériel télécom. (ms)	9004Z	Gestion de salles de spectacles
4743Z	Comm. dét. matériels audio/vidéo (ms)	9101Z	Gestion des bibliothèques & des archives
4753Z	Cd tapis moquette & revêt. mur sol (ms)	9103Z	Gestion site histor. & attraction simil.
4761Z	Comm. dét. livres en magasin spécialisé	9313Z	Activité des centres de culture physique
4762Z	Comm. détail journaux & papeterie (ms)	9319Z	Autres activités liées au sport
4772B	Com. dét. maroquinerie & article voyage	9411Z	Act. organisations patronale & consul.
4778B	Comm. détail de charbons & combustibles	9412Z	Act. des organisations professionnelles
4779Z	Comm. détail biens d'occasion en magasin	9420Z	Activités des syndicats de salariés
4782Z	Cd textiles habillt & chauss. s/marchés	9491Z	Activités des organisations religieuses
4791A	Vente à distance sur catalogue général	9521Z	Réparation prdts électroniq. grd public
4791B	Vente à distance sur catalogue spécialis	9522Z	Répar. électromén. & éqpt maison & jard.
		9523Z	Réparation chaussures & articles en cuir
		9524Z	Réparation meubles & d'équipt du foyer
		9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros
		9604Z	Entretien corporel

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G3
(Economie universelle courante)

Agriculture, sylviculture et pêche

0111Z	Cult céréale, légumineuse, graine oléag.
0113Z	Cult. légume, melon, racine & tubercule
0124Z	Culture de fruits à pépins et à noyau
0130Z	Reproduction de plantes
0141Z	Élevage de vaches laitières
0142Z	Élevage d'autres bovins et de buffles
0143Z	Élevage de chevaux et d'autres équidés
0147Z	Élevage de volailles
0150Z	Culture et élevage associés
0161Z	Activités de soutien aux cultures
0162Z	Activités de soutien à la prod. animale
0210Z	Sylviculture & autres act. forestières
0220Z	Exploitation forestière
0240Z	Services de soutien à l'expl. forestière
0322Z	Aquaculture en eau douce

Industries extractives

0811Z	Extr. pierre ornement. & construct. etc.
-------	--

Industrie manufacturière

1011Z	Transf. & conserv. viande de boucherie
1013A	Prépa. indust. produits à base de viande
1051A	Fab. de lait liquide & de produits frais
1061A	Meunerie
1071A	Fab. indust. de pain & pâtisserie fraîche
1072Z	Fab. pain, biscuit & pâ Tiss. de conserv.
1082Z	Fabric. de cacao, chocolat & confiseries
1083Z	Transformation du thé et du café
1085Z	Fabrication de plats préparés
1089Z	Fab. d'autres prod. alimentaires n.c.a.
1105Z	Fabrication de bière
1107B	Production de boissons rafraîchissantes
1392Z	Fab. d'article textile, sauf habillement
1413Z	Fabrication de vêtements de dessus
1419Z	Fabric. autres vêtements et accessoires
1512Z	Fab. art. voyage, maroquin., & sellerie
1610A	Sciage & rabotage bois, sf imprégnation

Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles

4611Z	Interm. du comm. en produits agricoles
4612B	Aut. ic comb. mét. minér. & prod. chim.
4614Z	Int. comm. équipt indus., navire & avion
4615Z	Int. comm. meuble, art. ménage & quinc.
4616Z	Int. comm. textile, habillt & assimil.
4617B	Autre ic en denrées, boissons et tabac
4619A	Centrales d'achat non alimentaires
4621Z	Com gros céréal. tab. brt & alim. bétail
4622Z	Commerce de gros de fleurs et plantes
4623Z	Commerce de gros d'animaux vivants
4631Z	Commerce de gros de fruits et légumes
4632A	Commerce de gros de viandes de boucherie
4632C	Commerce de gros de volailles et gibier
4633Z	Com. gros prod. laitier oeuf & mat. grse
4636Z	Com. gros de sucre chocolat & confiserie
4637Z	Comm. gros de café, thé, cacao et épices
4639A	Commerce de gros de produits surgelés
4641Z	Commerce de gros de textiles
4642Z	Commerce gros d'habillement & chaussures
4645Z	Com. gros parfumerie & produit de beauté
4647Z	Com. gros meuble tapis appareil éclaira.
4648Z	Com. gros artic. horlogerie & bijouterie
4652Z	Cg éqpt & composant électron. & télécom.
4662Z	Commerce de gros de machines-outils
4665Z	Commerce de gros de mobilier de bureau
4677Z	Commerce de gros de déchets et débris
4711E	Magasins multi-commerces
4719A	Grands magasins
4763Z	Com. dét. enreg. musicaux & vidéo (ms)

Transports et entreposage

4920Z	Transports ferroviaires de fret
4950Z	Transports par conduites
5030Z	Transports fluviaux de passagers
5210A	Entreposage et stockage frigorifique
5224B	Manutention non portuaire

1610B	Imprégnation du bois	5320Z	Autres activités de poste et de courrier
1623Z	Fab. charpentes et autres menuiseries	Hébergement et restauration	
1624Z	Fabrication d'emballages en bois	5530Z	Terrain camping & parc pr caravane etc.
1629Z	Fab. objet div. bois, liège, vann., etc.	Information et communication	
1721A	Fabrication de carton ondulé	5811Z	Édition de livres
1721B	Fabrication de cartonnages	5814Z	Édition de revues et périodiques
1729Z	Fab. aut. article en papier ou en carton	5819Z	Autres activités d'édition
1814Z	Reliure et activités connexes	5829A	Édition de logiciel système et de réseau
2011Z	Fabrication de gaz industriels	5829B	Edit. logiciel outil développ. & langage
2030Z	Fab. de peinture, vernis, encre & mastic	5829C	Edition de logiciels applicatifs
2041Z	Fab. savon, détergent & prod. entretien	5911A	Prod. film & prog. pour la télévision
2042Z	Fab. parfum & produit pour la toilette	5911B	Prod. film institutionnel & publicitaire
2059Z	Fabric. autres produits chimiques n.c.a.	5920Z	Enregistrement sonore & édition musicale
2110Z	Fab. de produits pharmaceutiques de base	6010Z	Édition et diffusion de programmes radio
2120Z	Fabric. de préparations pharmaceutiques	6020A	Edition de chaînes généralistes
2219Z	Fabric. d'autres articles en caoutchouc	6120Z	Télécommunications sans fil
2221Z	Fab. plaque, feuille, tube, etc. plast.	6190Z	Autres activités de télécommunication
2222Z	Fab. d'emballage en matière plastique	6202A	Conseil en système & logiciel informati.
2223Z	Fab. élément mat. plastiq. pr construct.	6202B	Tierce mainten. syst. & appli. nformati.
2229A	Fab. pièce techniq. base mat. plastiq.	6203Z	Gestion d'installations informatiques
2229B	Fab. prod. conso. courante en plastique	6209Z	Autres activités informatiques
2312Z	Façonnage & transformation du verre plat	6312Z	Portails Internet
2341Z	Fab. art. céramiq. usage domest. & déco.	6391Z	Activités des agences de presse
2369Z	Fab. aut. ouvrage béton, ciment, plâtre	6399Z	Autres services d'information n.c.a.
2399Z	Fab. aut. prod. minéraux non métal. nca.	Activités financières et d'assurance	
2550B	Découpage, emboutissage	6411Z	Activités de banque centrale
2573A	Fabrication de moules et modèles	6430Z	Fonds placement & entité financ. simil.
2573B	Fabrication d'autres outillages	6491Z	Crédit-bail
2593Z	Fab. art. fil métal., chaîne & ressort	6492Z	Autre distribution de crédit
2599B	Fabric. d'autres articles métalliques	6499Z	Aut. act. finan. hs as. & c. retra. nca.
2612Z	Fab. de cartes électroniques assemblées	6511Z	Assurance vie
2620Z	Fab. ordinateur & équipement périphériq.	6629Z	Aut. act. aux. assur. & caisse retraite
2630Z	Fabric. d'équipements de communication	6630Z	Gestion de fonds
2651B	Fab. instrumentation scientif. & tech.	Activités immobilières	
2712Z	Fab. mat. de distrib. & de cde électri.	6832B	Support juridi. gestion patrimoine immo.
2733Z	Fabric. matériel installation électrique	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	
2740Z	Fabric. appareils d'éclairage électrique	7021Z	Conseil en relation publique & communic.
2790Z	Fabric. d'autres matériels électriques	7211Z	Recherche-développement en biotechnologie
2812Z	Fab. équipement hydraulique & pneumatiq.	7219Z	R&D : aut. sciences physique & naturelle
2822Z	Fab. matériel de lavage & de manutention	7220Z	R&D en sciences humaines et sociales
2825Z	Fab. équipt aérauliq. & frigorifiq. ind.	7320Z	Études de marché et sondages

2829B	Fab. d'autres machines d'usage général	Activités de services administratifs et de soutien	
2893Z	Fab. machine pour l'indus. agro-aliment.	7711B	Loc. longue durée voit. & v. auto. léger
2899B	Fabric. d'autres machines spécialisées	7721Z	Loc. & loc.-bail article loisir & sport
2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	7733Z	Loc. & loc.-bail mach. bur. & mat. info.
2932Z	Fabric. d'autres équipements automobiles	7740Z	Loc-bail propr. intel., sf oeuvre avec ©
3101Z	Fab. de meubles de bureau et de magasin	7810Z	Activ. agence placement de main-d'oeuvre
3102Z	Fabrication de meubles de cuisine	7912Z	Activités des voyagistes
3212Z	Fab. article de joaillerie et bijouterie	8030Z	Activités d'enquête
3220Z	Fabrication d'instruments de musique	8110Z	Act. combinée soutien lié aux bâtiments
3230Z	Fabrication d'articles de sport	8220Z	Activités de centres d'appels
3240Z	Fabrication de jeux et jouets	8291Z	Act. recouv. fac. & info. fin. s/client.
3299Z	Autres activités manufacturières n.c.a.	8292Z	Activités de conditionnement
3311Z	Réparation d'ouvrages en métaux	Administration publique	
3313Z	Répar. matériel électronique & optique	8422Z	Défense
3319Z	Réparation d'autres équipements	8430B	Gestion des retraites complémentaires
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné		Enseignement	
3511Z	Production d'électricité	8560Z	Activités de soutien à l'enseignement
3512Z	Transport d'électricité	Santé humaine et action sociale	
3514Z	Commerce d'électricité	8720B	Hébergement social pour toxicomanes
3523Z	Commerce combustible gazeux par conduite	8730B	Héberg. social pour handicapés physiques
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution		Arts, spectacles et activités récréatives	
3812Z	Collecte des déchets dangereux	9102Z	Gestion des musées
3822Z	Traitm. & élimination déchets dangereux	9104Z	Gest. jardin bota. & zoo. & réserv. nat.
3831Z	Démantèlement d'épaves	9200Z	Organisation jeux de hasard & d'argent
3900Z	Dépollution & autres sces gestion déchets	9321Z	Act. parcs attractions & parcs à thèmes
Construction		Autres activités de services	
4110C	Promotion immobilière d'autres bâtiments	9492Z	Activités des organisations politiques
4110D	Supports juridiques de programmes	9512Z	Réparation équipements de communication
4212Z	Const. voie ferrée surface & souterraine	9525Z	Répar. articles horlogerie & bijouterie
4213A	Construction d'ouvrages d'art		
4291Z	Construc. ouvrages maritimes et fluviaux		
4313Z	Forages et sondages		
4321B	Travaux instal. électriq. sr voie publi.		
4399E	Location avec opérateur mat. de constr.		

Liste des Secteurs d'activité (NAF 732) référencés dans la catégorie G4
(Economie universelle rare)

Agriculture, sylviculture et pêche

0112Z	Culture du riz	2365Z	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment
0114Z	Culture de la canne à sucre	2391Z	Fabrication de produits abrasifs
0115Z	Culture du tabac	2410Z	Sidérurgie
0116Z	Culture de plantes à fibres	2420Z	Fab. tube, profilé creux etc. en acier
0121Z	Culture de la vigne	2431Z	Étirage à froid de barres
0122Z	Culture fruits tropicaux et subtropicaux	2432Z	Laminage à froid de feuillards
0123Z	Culture d'agrumes	2433Z	Profilage à froid par formage ou pliage
0125Z	Cult. d'aut. fruits & de fruits à coque	2434Z	Tréfilage à froid
0126Z	Culture de fruits oléagineux	2441Z	Production de métaux précieux
0127Z	Culture de plantes à boissons	2442Z	Métallurgie de l'aluminium
0128Z	Cult. plante aromatiq. médicin. pharma.	2443Z	Métallurgie du Pb, du Zn ou du Sn
0129Z	Autres cultures permanentes	2444Z	Métallurgie du cuivre
0144Z	Élevage de chameaux & d'autres camélidés	2445Z	Métallurgie autres métaux non ferreux
0145Z	Élevage d'ovins et de caprins	2446Z	Élaboration et transform. mat. nucléaire
0146Z	Élevage de porcins	2451Z	Fonderie de fonte
0163Z	Traitement primaire des récoltes	2452Z	Fonderie d'acier
0164Z	Traitement des semences	2453Z	Fonderie de métaux légers
0170Z	Chasse, piégeage et services annexes	2454Z	Fonderie d'autres métaux non ferreux
0230Z	Récolte prodts forestiers non ligneux	2521Z	Fab. radiat. & chaudière pr chauff. ctrl
0311Z	Pêche en mer	2529Z	Fab. aut. réservoir, citerne, etc. métal.
0312Z	Pêche en eau douce	2530Z	Fab. générat. vapeur sf pr chauff. ctrl
0321Z	Aquaculture en mer	2540Z	Fabrication d'armes et de munitions
	Industries extractives	2550A	Forge; métallurgie des poudres
0510Z	Extraction de houille	2562A	Décolletage
0520Z	Extraction de lignite	2571Z	Fabrication de coutellerie
0610Z	Extraction de pétrole brut	2572Z	Fabrication de serrures et de ferrures
0620Z	Extraction de gaz naturel	2591Z	Fab. fût & emballage métalliq. similaire
0710Z	Extraction de minerais de fer	2592Z	Fabric. d'emballages métalliques légers
0721Z	Extr. de minerais d'uranium & de thorium	2594Z	Fabrication de vis et de boulons
0729Z	Extr. aut. minerais de métaux non ferreux	2599A	Fabric. d'articles métalliques ménagers
0891Z	Extr. minéraux chimiq. & engrais min.	2611Z	Fabrication de composants électroniques
0892Z	Extraction de tourbe	2640Z	Fab. produit électronique grand public
0893Z	Production de sel	2651A	Fab. équipement d'aide à la navigation
0899Z	Autres activités extractives n.c.a.	2652Z	Horlogerie
0910Z	Act. de soutien à l'extr. hydrocarbures	2660Z	Fab. éqpt irradi. médic. & électromedic.

0990Z	Act. de soutien aut. indus. extractives	2670Z	Fab. matériel optique et photographique
Industrie manufacturière		2680Z	Fab. de supports magnétiques et optiques
1012Z	Transf. & conserv. de viande de volaille	2711Z	Fab. moteur génér. transfo. & mat. élec.
1020Z	Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	2720Z	Fabric. pile & accumulateur électrique
1031Z	Transf. et conserv. de pommes de terre	2731Z	Fabrication de câbles de fibres optiques
1032Z	Préparation de jus de fruits et légumes	2732Z	Fab. aut. fil & câble éltron. ou éltriq.
1039A	Autre transf. et conserv. de légumes	2751Z	Fabrication d'appareils électroménagers
1039B	Transformation et conservation de fruits	2752Z	Fab. appareils ménagers non électriques
1041A	Fabrication d'huiles et graisses brutes	2811Z	Fab. moteur & turb. sf pr avion & véhic.
1041B	Fab. d'huiles et graisses raffinées	2813Z	Fabric. d'autres pompes et compresseurs
1042Z	Fab. de margarine & graisses similaires	2814Z	Fabric. autres articles de robinetterie
1051B	Fabrication de beurre	2815Z	Fab. engrenage & organe méca. transmis.
1051C	Fabrication de fromage	2821Z	Fabrication de fours et brûleurs
1051D	Fabrication d'autres produits laitiers	2823Z	Fab. machine équipt bureau (sf ordinat.)
1052Z	Fabrication de glaces et sorbets	2824Z	Fab. outillage portatif à moteur incorp.
1061B	Autres activités du travail des grains	2829A	Fab. éqpt emballage condition. & pesage
1062Z	Fabrication de produits amylacés	2830Z	Fab. machines agricoles et forestières
1073Z	Fabrication de pâtes alimentaires	2841Z	Fab. de machines de formage des métaux
1081Z	Fabrication de sucre	2849Z	Fabrication d'autres machines-outils
1084Z	Fabric. de condiments et assaisonnements	2891Z	Fabric. de machines pour la métallurgie
1086Z	Fab. d'aliment homogénéisé & diététique	2892Z	Fab. machine pour extraction ou constr.
1091Z	Fabric. d'aliments pour animaux de ferme	2894Z	Fab. machine pour industries textiles
1092Z	Fab. aliments pour animaux de compagnie	2895Z	Fab. machine pr indus. papier & carton
1101Z	Prod. de boissons alcooliques distillées	2896Z	Fab. machine pr trav. du caoutch, plast.
1102A	Fabrication de vins effervescents	2899A	Fabrication de machines d'imprimerie
1102B	Vinification	2910Z	Construction de véhicules automobiles
1103Z	Fabrication de cidre & de vins de fruits	2931Z	Fab. équipt électriq. & électron. auto.
1104Z	Prod. aut. boisson fermentée non distil.	3011Z	Construct. navires & structure flottante
1106Z	Fabrication de malt	3012Z	Construction de bateaux de plaisance
1107A	Industrie des eaux de table	3020Z	Const. loco. & autre mat. ferro. roulant
1200Z	Fabrication de produits à base de tabac	3030Z	Construction aéronautique et spatiale
1310Z	Prépa. de fibres textiles et filature	3040Z	Constr. véhicules militaires de combat
1320Z	Tissage	3091Z	Fabrication de motocycles
1330Z	Ennoblement textile	3092Z	Fab. bicyclette & véhic. pour invalides
1391Z	Fabrication d'étoffes à mailles	3099Z	Fab. aut. équipement de transport n.c.a.
1393Z	Fabrication de tapis et moquettes	3103Z	Fabrication de matelas
1394Z	Fabric. de ficelles, cordes et filets	3109A	Fabric. sièges d'ameublement d'intérieur
1395Z	Fabric. de non-tissés, sauf habillement	3211Z	Frappe de monnaie
1396Z	Fab. autre textile techniq. & industriel	3250B	Fabrication de lunettes

1399Z	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	3291Z	Fabrication d'articles de broserie
1411Z	Fabrication de vêtements en cuir	3315Z	Réparation et maintenance navale
1412Z	Fabrication de vêtements de travail	3316Z	Répar. & maint. aéronef & eng. spatiaux
1414Z	Fabrication de vêtements de dessous	3317Z	Répar. & maint. d'aut. éqipt transport
1420Z	Fabrication d'articles en fourrure	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
1431Z	Fabric. d'articles chaussants à mailles	3521Z	Production de combustibles gazeux
1439Z	Fabrication d'autres articles à mailles	Constructi on	
1511Z	Prépa. cuirs; prép. & teinture fourrures	4110B	Promotion immobilière de bureaux
1520Z	Fabrication de chaussures	4213B	Construction et entretien de tunnels
1621Z	Fabric. placage et panneaux de bois	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	
1622Z	Fabrication de parquets assemblés	4612A	Centrales d'achat de carburant
1711Z	Fabrication de pâte à papier	4617A	Centrales d'achat alimentaires
1712Z	Fabrication de papier et de carton	4624Z	Commerce de gros de cuirs et peaux
1721C	Fabrication d'emballages en papier	4632B	Comm. gros de produits à base de viande
1722Z	Fab. article papier sanit. ou domestique	4635Z	Comm. gros de produits à base de tabac
1723Z	Fabrication d'articles de papeterie	4638A	Com. gros aut. alim. yc poisson crustacé
1724Z	Fabrication de papiers peints	4664Z	Com. gros machine pr ind. text. & habil.
1811Z	Imprimerie de journaux	Transports et entreposage	
1820Z	Reproduction d'enregistrements	4939C	Téléphériques et remontées mécaniques
1910Z	Cokéfaction	5010Z	Transport maritime & côtier de passagers
1920Z	Raffinage du pétrole	5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret
2012Z	Fabrication de colorants et de pigments	5040Z	Transports fluviaux de fret
2013A	Enrichissement & retrait. mat. nucléaire	5110Z	Transports aériens de passagers
2013B	Fab. aut. prod. chim. inorg. base n.c.a.	5121Z	Transports aériens de fret
2014Z	Fab. aut. prod. chimique org. de base	5122Z	Transports spatiaux
2015Z	Fabric. de produits azotés et d'engrais	5222Z	Sces auxiliaires des transports par eau
2016Z	Fabric. de matières plastiques de base	5223Z	Sces auxiliaires des transports aériens
2017Z	Fabrication de caoutchouc synthétique	5224A	Manutention portuaire
2020Z	Fab. pesticide & aut. prod. agrochimique	Information et communication	
2051Z	Fabrication de produits explosifs	5812Z	Édition répertoires & fichiers d'adresse
2052Z	Fabrication de colles	5821Z	Édition de jeux électroniques
2053Z	Fabrication d'huiles essentielles	5911C	Production de films pour le cinéma
2060Z	Fab. fibre artificielle ou synthétique	5912Z	Post-production film & prog. télévision
2211Z	Fabrication et rechapage de pneumatiques	5913A	Distribution de films cinématographiques
2311Z	Fabrication de verre plat	5913B	Edition et distribution vidéo
2313Z	Fabrication de verre creux	6020B	Edition de chaînes thématiques
2314Z	Fabrication de fibres de verre	6130Z	Télécommunications par satellite
2319Z	Fab. & façonnage aut. article en verre	Activités financières et d'assurance	
2320Z	Fabrication de produits réfractaires	6520Z	Réassurance

2331Z	Fabrication de carreaux en céramique	6530Z	Caisses de retraite
2332Z	Fab. produit construct. en terre cuite	6611Z	Administration de marchés financiers
2342Z	Fab. appareil sanitaire en céramique	6612Z	Courtage valeur mobilière & marchandise
2343Z	Fab. isolateur & pièce isolante céramiq.	Activités de services administratifs et de soutien	
2344Z	Fab. aut. prod. céram. à usage technique	7722Z	Location de vidéocassette & disque vidéo
2349Z	Fabrication d'autres produits céramiques	7731Z	Loc. & loc.-bail machine & éqpt agricole
2351Z	Fabrication de ciment	7734Z	Loc. & loc.-bail mat. transport par eau
2352Z	Fabrication de chaux et plâtre	7735Z	Loc. & loc.-bail mat. transport aérien
2362Z	Fab. élément en plâtre pour la construc.	Administration publique	
2364Z	Fabrication de mortiers et bétons secs	8421Z	Affaires étrangères
		Enseignement	
		8541Z	Enseignement post-secondaire non sup.
		Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	
		9810Z	Act. ménage : prod. biens (usage propre)
		9820Z	Act. ménage : prod. serv. (usage propre)
		Activités extra-territoriales	
		9900Z	Act. organisations extraterritoriales

2018 – Structure de l'emploi par EPCI en G1-G4.

Source : Insee – Recensement de la population – exploitations principale et complémentaire

		Part des emplois en G1	Part des emplois en G2	Part des emplois en G3	Part des emplois en G4	TO TA L
2421 0041 0	Dijon Métropole	62%	27%	9%	2%	10 0%
2425 0036 1	CA du Grand Besançon Métropole	61%	24%	13%	2%	10 0%
2000 0668 2	CA Beaune, Côte et Sud - Communauté Beaune-Chagny- Nolay	53%	23%	10%	14%	10 0%
2000 1065 0	CA du Grand Dole	61%	19%	9%	10%	10 0%
2000 6564 7	CA Pays de Montbéliard Agglomération	55%	18%	12%	14%	10 0%
2000 6711 4	CA de l'Auxerrois	69%	20%	8%	3%	10 0%
2000 6905 2	CA Grand Belfort	61%	22%	10%	7%	10 0%
2000 7030 8	CA Mâconnais Beaujolais Agglomération	65%	21%	7%	7%	10 0%
2000 7111 6	CA Ecla (Espace Communautaire Lons Agglomération)	69%	17%	7%	7%	10 0%
2458 0440 6	CA de Nevers	67%	20%	8%	4%	10 0%
2470 0001 1	CA de Vesoul	69%	18%	4%	9%	10 0%
2471 0029 0	CU Le Creusot Montceau-les- Mines	61%	18%	10%	11%	10 0%
2471 0058 9	CA Le Grand Chalon	59%	22%	12%	7%	10 0%
2489 0033 4	CA du Grand Sénonais	64%	18%	11%	6%	10 0%
2000 2657 3	CC Haut-Jura Saint-Claude	54%	16%	24%	7%	10 0%

2000 3654 9	CC Val de Gray	62%	13%	15%	10%	10 0%
2000 3975 8	CC Avallon, Vézelay, Morvan	56%	23%	12%	9%	10 0%
2000 6742 9	CC Haut Nivernais-Val d'Yonne	66%	12%	17%	5%	10 0%
2000 6791 6	CC Loire, Vignobles et Nohain	62%	17%	12%	9%	10 0%
2000 6962 3	CC Champagnole Nozeroy Jura	62%	16%	14%	8%	10 0%
2000 6969 8	CC Mâconnais - Tournugeois	59%	13%	13%	15%	10 0%
2000 7031 6	CC Entre Arroux, Loire et Somme	51%	11%	13%	25%	10 0%
2000 7053 0	CC du Grand Autunois Morvan	66%	15%	13%	7%	10 0%
2000 7054 8	CC La Clayette Chauffailles en Brionnais	63%	17%	14%	6%	10 0%
2000 7157 9	CC Bresse Louhannaise Intercom'	58%	16%	16%	10%	10 0%
2000 7159 5	CC Arbois, Poligny, Salins, Cœur du Jura	58%	17%	17%	8%	10 0%
2421 0143 4	CC du Pays Châtillonnais	62%	11%	19%	7%	10 0%
2421 0145 9	CC du Pays d'Alésia et de la Seine	49%	30%	17%	4%	10 0%
2421 0149 1	CC du Montbardois	59%	10%	12%	20%	10 0%
2470 0066 4	CC du Pays de Lure	62%	19%	16%	4%	10 0%
2470 0075 5	CC du Pays de Luxeuil	56%	13%	29%	2%	10 0%
2489 0038 3	CC de l'Agglomération Migennoise	47%	22%	27%	3%	10 0%
2489 0093	CC du Jovinien	59%	22%	16%	4%	10 0%

8						
2490						
0024						10
1	CC du Sud Territoire	57%	21%	11%	12%	0%
2000						
0092						10
5	CC de la Plaine Dijonnaise	61%	23%	9%	7%	0%
2000						
3905						10
5	CC Ouche et Montagne	69%	14%	12%	5%	0%
2000						
3906						10
3	CC Forêts, Seine et Suzon	60%	21%	15%	5%	0%
2000						
4003						10
8	CC Saône Doubs Bresse	56%	22%	20%	2%	0%
2000						
4185	CC du Pays de Montbozon et du Chanois	49%	26%	20%	5%	10
3						0%
2000						
4186						10
1	CC du Triangle Vert	62%	14%	22%	3%	0%
2000						
4187						10
9	CC Terres de Saône	58%	14%	11%	16%	0%
2000						
4188						10
7	CC du Val Marnaysien	61%	16%	16%	7%	0%
2000						
6790						10
8	CC Amognes Cœur du Nivernais	62%	12%	26%	1%	0%
2000						
6807						10
0	CC Loue-Lison	49%	15%	21%	14%	0%
2000						
6808						10
8	CC Loire, Nièvre et Bertranges	70%	16%	13%	1%	0%
2000						
6829						10
4	CC des Deux Vallées Vertes	57%	21%	16%	6%	0%
2000						
6906						10
0	CC des Vosges du Sud	62%	23%	12%	3%	0%
2000						
6954						10
0	CC Norge et Tille	66%	20%	12%	2%	0%
2000						
6961						10
5	CC Bresse Haute Seille	59%	11%	24%	6%	0%
2000						
7089	CC de Gevrey-Chambertin et de Nuits-Saint-Georges	42%	24%	14%	20%	10
4						0%
2000	CC Auxonne Pontallier Val de	57%	12%	28%	2%	10

7090	Saône					0%
2						
2000						
7091						10
0	CC Tille et Venelle	39%	14%	29%	18%	0%
2000						
7205						10
6	CC Porte du Jura	53%	16%	24%	7%	0%
2000						
7282						10
5	CC Mirebellois et Fontenois	60%	14%	23%	2%	0%
2421						
0015	CC des Vallées de la Tille et de l'ignon	54%	13%	25%	7%	10
4						0%
2421						
0150	CC Rives de Saône	69%	15%	9%	6%	10
9						0%
2425						
0444						10
7	CC du Doubs Baumoisi	54%	22%	23%	1%	0%
2439						
0056	CC Jura Nord	71%	13%	17%	0%	10
0						0%
2439						
0108	CC de la Plaine Jurassienne	67%	18%	11%	4%	10
9						0%
2458						
0106	CC Loire et Allier	45%	22%	16%	17%	10
3						0%
2470						
0036						10
7	CC des Combes	57%	16%	25%	3%	0%
2470						
0070						10
6	CC du Pays Riolois	56%	19%	22%	2%	0%
2471						
0409	CC Sud Côte Chalonnaise	62%	11%	7%	19%	10
4						0%
2489						
0066	CC de la Vanne et du Pays d'Othe	57%	17%	23%	3%	10
4						0%
2489						
0074	CC du Gâtinais en Bourgogne	55%	13%	29%	2%	10
8						0%
2489						
0089	CC Yonne Nord	71%	13%	9%	7%	10
6						0%
2000						
2307						10
5	CC du Pays de Maïche	56%	17%	17%	10%	0%
2000						
6956	CC des Lacs et Montagnes du Haut-Doubs	63%	13%	14%	10%	10
5						0%

2425 0032 0	CC de Montbenoît	50%	19%	24%	7%	10 0%
2425 0033 8	CC du Grand Pontarlier	72%	12%	9%	6%	10 0%
2425 0411 6	CC du Val de Morteau	63%	12%	18%	7%	10 0%
2425 0435 5	CC du Plateau de Russey	59%	21%	15%	5%	10 0%
2425 0449 6	CC du Plateau de Frasne et du Val de Dugeon (Cfd)	48%	11%	36%	5%	10 0%
2439 0047 9	CC du Haut-Jura (Arcade)	53%	19%	9%	19%	10 0%
2439 0061 0	CC La Grandvallièrè	55%	18%	19%	9%	10 0%
2439 0035 4	CC de la Station des Rousses-Haut Jura	59%	19%	11%	11%	10 0%
2000 7117 3	CC du Pays Arnay Liernais	51%	16%	22%	11%	10 0%
2421 0144 2	CC de Saulieu	61%	10%	26%	3%	10 0%
2470 0062 3	CC des Quatre Rivières	56%	24%	16%	4%	10 0%
2000 6770 0	CC Sud Nivernais	60%	9%	14%	18%	10 0%
2000 4172 1	CC de la Haute Comté	46%	19%	19%	15%	10 0%
2000 3964 2	CC Le Tonnerrois en Bourgogne	73%	13%	9%	5%	10 0%
2471 0063 9	CC de Marcigny	53%	21%	25%	1%	10 0%
2000 6788 2	CC Bazois Loire Morvan	62%	14%	23%	1%	10 0%
2000 4029 3	CC du Clunisois	65%	14%	14%	7%	10 0%
2000 6789	CC Morvan Sommets et Grands Lacs	68%	10%	21%	1%	10 0%

0						
2000						
6769						10
2	CC Tannay-Brinon-Corbigny	60%	13%	25%	2%	0%
2000						
7101						10
7	CC des Terres d'Auxois	66%	9%	23%	2%	0%
2425						
0418						10
1	CC des Portes du Haut-Doubs	44%	12%	41%	3%	0%
2000						
6713						10
0	CC de Puisaye-Forterre	62%	15%	21%	2%	0%
2000						
7164						10
5	CC Saint Cyr Mère Boitier entre Charolais et Mâconnais	48%	16%	16%	21%	0%
2000						
7188						10
4	CC Le Grand Charolais	66%	15%	15%	3%	0%
2000						
7120						10
7	CC de Pouilly-en-Auxois/Bligny- sur-Ouche	61%	18%	19%	1%	0%
2000						
3615						10
0	CC des Hauts du Val de Saône	59%	10%	22%	8%	0%
2000						
6730						10
4	CC Serein et Armance	45%	14%	20%	21%	0%
2000						
7153						10
8	CC Terres de Bresse	53%	13%	25%	9%	0%
2470						
0072						10
2	CC du Pays d'Héricourt	66%	18%	14%	2%	0%
2000						
6708						10
0	CC Chablis, Villages et Terroirs	41%	17%	10%	32%	0%
2470						
0082						10
1	CC Rahin et Cherimont	66%	19%	13%	2%	0%
2471						
0376						10
5	CC Entre Saône et Grosne	72%	14%	10%	5%	0%
2489						
0052						10
4	CC de l'Aillantais	69%	13%	17%	1%	0%
2000						
4241						10
4	CC Bresse Revermont 71	75%	10%	14%	1%	0%
2439						
0042						10
0	CC du Val d'Amour	60%	20%	14%	7%	0%
2470	CC de la Haute Vallée de	47%	22%	16%	15%	10

0085						0%
4	l'Ognon					
2470						
0071						10
4	CC du Pays de Villersexel	69%	14%	14%	2%	0%
2000						
3970						10
9	CC du Serein	57%	23%	18%	2%	0%
2439						
0041						10
2	CC Jura Sud	41%	17%	40%	2%	0%
2000						
1206						10
0	CC Petite Montagne	53%	11%	30%	6%	0%
2471						
0064						10
7	CC Bresse Nord Intercom	58%	13%	26%	2%	0%
2425						
0448						10
8	CC Altitude 800	58%	16%	22%	4%	0%
2470						
0069						10
8	CC des Monts de Gy	58%	14%	18%	10%	0%
2439						
0107						10
1	CC de la Région d'Orgelet	47%	22%	28%	2%	0%
2439						
0071						10
9	CC du Pays des Lacs	51%	12%	34%	3%	0%
2458						
0449						10
7	CC du Nivernais Bourbonnais	68%	9%	21%	2%	0%
2425						
0437	CC du Pays de Sancey-					10
1	Belleherbe	49%	14%	33%	4%	0%
2471						
0386	CC du Canton de Semur-en-					10
4	Brionnais	55%	18%	25%	2%	0%

Annexe 3 : Méthode de détermination des niveaux d'internationalisation des régions, en particulier des connexions d'affaires (OCDE)

Connexions d'affaires

Les relations d'affaires sont un aspect clé, souvent d'ailleurs le seul retenu, des relations mondialisées. Elles se matérialisent en premier lieu par des échanges marchands, importations et exportations, au stade final ou intermédiaire. Les entreprises multinationales jouent un rôle moteur tant de la mondialisation que de la fragmentation internationale de la production qui en découle. En conséquence, elles font l'objet d'une demande croissante de meilleures mesures de leurs activités en termes d'échelle réelle (comprenant leurs filiales à l'étranger, leurs liens avec d'autres entrepreneurs indépendants, etc.). Les multinationales jouent également un rôle toujours croissant dans le développement des chaînes de valeurs mondiales, qui ne se limitent pas aux seuls commerce et investissements directs étrangers : elles ont un effet direct et global sur l'organisation des systèmes de production et des fonctions de services afférant (R&D, marketing, maison-mère, etc.). L'OCDE dispose de données nationales et non pas infranationales sur les chaînes de valeur mondiales et le commerce à valeur ajoutée. Dans l'ensemble, les indicateurs statistiques comparables au niveau régional sur les connexions d'affaires sont rares. Actuellement, les mesures les plus pertinentes concernent le commerce d'une région telles que la part de l'économie régionale dans les secteurs des « biens échangeables » (voir définition

Tableau Indicateurs de l'internationalisation

Indicateurs Source Couverture géographique Période

1. Connexions d'infrastructure

Accessibilité aux autoroutes et 2x2 voies, source CGET Observatoire France, TL2, municipalités 2009

Accessibilité aux autoroutes RCI (CE) EU 28 2016

Accessibilité aux gares RCI (CE) EU 28 2014

Accessibilité aux aéroports ** RCI (CE) EU 28 2016

Couverture en fibre optique ** OCDE 18 pays, TL2, FUA 2016

Ménages connectés à internet haut débit ** OCDE Pays de l'OCDE, TL2 2008 à 2019

Utilisation d'internet : vente de biens et services ** Eurostat EU 28 2011 à 2019

Utilisation d'internet : usage des services bancaires Eurostat EU 28 2011 à 2019

Utilisation d'internet : participation aux réseaux sociaux ** Eurostat EU 28 2011 à 2019

Logistique terrestre : nombre d'entrepôts de plus de 5 000 m² ** SOeS France hexagonale 2014

Logistique terrestre : % déchargements étrangers dans les entrepôts** SOeS France hexagonale 2014

Logistique maritime : % fret maritime international Eurostat EU 28 2018

2. Connexions humaines

2.1 Tourisme

Nombre d'établissements d'hôtellerie source EU Eurostat EU 28 2000 à 2018

Tourisme (nombre de lits pour 1000 hab.) source EU ** Eurostat EU 28 2000 à 2018

Nuitées touristiques (étrangers et nationaux) Eurostat EU 28 2000 à 2019

Nuitées par km² (étrangers et nationaux) Eurostat EU 28 2000 à 2018

Nuitées pour 1000 habitants (étrangers et nationaux) Eurostat EU 28 2000 à 2018

Part de nuitées effectuées par des étrangers ** Eurostat EU 28 2000 à 2018

Intensité touristique JRC EU 28 2014

Part des propriétaires étrangers (résidence principale) Observatoire France, TL2 2015

2.2 Part des migrants

Part de la population de migrants (Total, UE, non-UE) **** OCDE 28 pays, TL2 2015

Part des migrants selon la durée de présence (< 10 ans) OCDE 28 pays, TL2 2015

Différence entre le pourcentage femmes entre migrants et natifs OCDE 28 pays, TL2 2015

2.3 Migrants selon l'éducation et leur positionnement sur le marché du travail

Part des migrants (UE, total) avec un diplôme du supérieur OCDE 28 pays, TL2 2015

Différence de taux d'emploi entre migrants et natifs (15-64) OCDE 28 pays, TL2 2015

Part de migrants ayant un emploi hautement qualifié** OCDE 28 pays, TL2 2015

Part de migrants avec diplôme supérieur dans des emplois peu qualifiés OCDE 28 pays, TL2 2015

3. Connexions de connaissance

Étudiants étrangers **** Observatoire France, TL2, municipalités 2015
Enseignants-chercheurs étrangers Observatoire France, TL2
Collaboration internationale en matière de brevets (co-inventeurs) ** OCDE Pays OCDE - TL2, TL3 1990 à 2015
Part du personnel R&D étranger ** Observatoire France, TL2 2015
R&D: personnel et dépenses OCDE Pays OCDE - TL2 2000 à 2017
Emploi dans les secteurs à forte intensité de connaissance OCDE Pays UE, TL2 2008 à 2018
Pôles d'innovation
Biens culturels (musées, patrimoine, festivals, etc.)

4. Connexions d'affaires

Part dans les secteurs commercialisables (VAB et emploi) ** OCDE Pays OCDE - TL2, TL3 2000 à 2017
Importations et exportations de biens (final et intermédiaire) **** Douane France, TL2 2014 à 2018
Position des régions dans les Chaînes de Valeur Mondiale
Part de l'emploi dans les entreprises sous contrôle étranger ** Observatoire France, TL2 2015
Part de l'emploi dans les entreprises internationales Observatoire France, TL2 2015
Investissement direct étranger (nombre de projets d'investissements) ** Business France France, TL2 2014 à 2018
Emplois créés ou maintenu au travers des IDE **** Business France France, TL2, municipalités 2014 à 2018
Source : élaboration par les auteurs.

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**



4, square Castan
CS 51857
25031 BESANÇON CEDEX

0970289000
www.bourgognefranchecomte.fr

